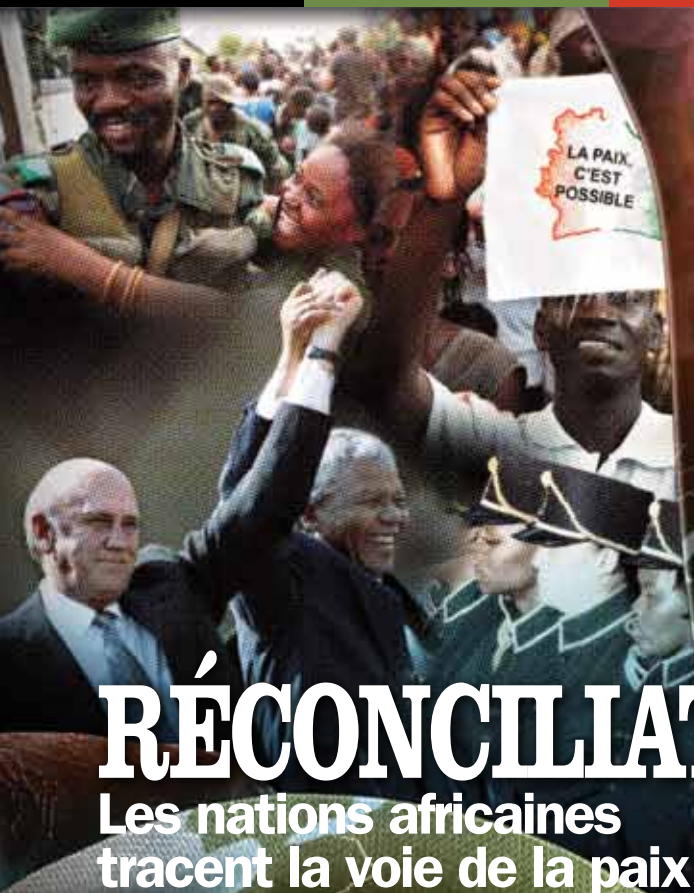


adf

AFRICA DEFENSE FORUM



RÉCONCILIATION

Les nations africaines
tracent la voie de la paix

SOUDAN DU SUD

Une ambitieuse
initiative de DDR
contribue à édifier
une nation

OPÉRATION LINDA NCHI

Le colonel Cyrus Oguna examine le rôle joué par le Kenya en Somalie

articles

8 Les chemins de la réconciliation

Trois nations africaines appréhendent leur passé violent de différentes manières.

14 De nouvelles vies après les combats

Une ambitieuse initiative de DDR au Soudan du Sud veut faire contribuer les ex-combattants à l'édification d'une nation.

22 De combattants à camarades

L'intégration des rebelles dans l'armée est difficile à mettre en œuvre et est très compliquée, mais elle peut favoriser une paix durable.

28 De retour du champ de bataille

Des programmes de réintégration bien planifiés sont essentiels au maintien de la paix.

34 La vie après le fusil

À travers le continent, les ex-combattants trouvent des vocations aussi diverses que les conflits qu'ils laissent derrière eux.

38 Un bilan de l'Opération Linda Nchi

Le colonel Cyrus Oguna, des Forces de défense du Kenya, examine le rôle joué par son pays en Somalie.

42 La force dans la diversité

Lorsque les armées sont représentatives de la population qu'elles défendent, elles sont mieux en mesure d'assurer la stabilité.

48 Pour la jeunesse de la Somalie, c'est le moment d'agir

Face à un chômage élevé et à de bas salaires, le pays doit trouver de nouveaux moyens de tendre la main à sa jeunesse.

52 Former de bons messagers

Une ONG internationale forme les journalistes à promouvoir la paix en présentant des informations exactes.



4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

20 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



ILLUSTRATION D'ADF

EN COUVERTURE :

L'illustration en couverture représente une main en train de coudre le continent africain. Cette image symbolise le fait que la réconciliation nécessite souvent de recoudre le tissu de la société après qu'il a été déchiré durant un conflit. Sous le tissu, quatre images représentent la réconciliation de l'ensemble du continent.

La réconciliation nationale demande du temps. Elle ne peut pas être gagnée sur le champ de bataille ni par un traité ni au moyen d'un accord de partage du pouvoir. Rassembler une nation après un conflit exige une aptitude à exercer le pouvoir, de la patience et une capacité particulière de pardon.

Au cours des dernières années, les Africains ont montré qu'ils étaient remarquablement disposés à se pardonner mutuellement et à continuer de vivre côte à côte. Même si le continent a vécu certaines des pires tragédies au monde, il a également fourni d'incroyables efforts de réconciliation.

L'Afrique du Sud a donné l'exemple. La Commission Vérité et Réconciliation (CVR), créée en 1995, a représenté une solution africaine unique en son genre pour faire face à une histoire douloureuse. Après la période de l'apartheid, Nelson Mandela et les nouveaux dirigeants du pays ont choisi de conserver en mémoire les crimes du régime précédent au lieu de les poursuivre en justice. L'archevêque Desmond Tutu, lauréat du prix Nobel de la paix, a présidé la CVR, qu'il a appelée un « compromis ». Il a observé qu'elle ne ressemblait pas tout à fait aux procès de Nuremberg en Allemagne, mais qu'il ne s'agissait pas non plus d'une amnésie collective.

« Notre pays a choisi un compromis, axé sur une amnistie individuelle en échange de la vérité », a précisé Desmond Tutu. « Certains vont se demander ce qu'il en est de la justice. À cela nous répondons que la justice punitive n'est pas le seul type de justice. Il y existe aussi la justice réparatrice. »

Depuis lors, plusieurs structures, telles que les tribunaux communautaires « gacaca » du Rwanda, la CVR de Sierra Leone et la nouvelle Constitution du Kenya, apportent à leur façon des solutions tout à fait uniques au même problème.

L'armée peut également jouer un rôle important dans la réconciliation. Après un conflit, il peut être demandé à l'armée nationale d'intégrer les ex-rebelles dans ses unités, afin qu'ils soient partie prenante de l'avenir du pays. Par ailleurs, le secteur de la sécurité peut être incité à aider au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des forces rebelles, et même d'une partie de ses propres forces armées si leur effectif est devenu pléthorique. Enfin, l'armée peut montrer la voie de l'unité nationale en créant une institution diversifiée qui reflète la nation dont elle est au service.

Tout au long du processus de réconciliation, la contribution la plus importante de l'armée est d'assurer la sécurité pour qu'une paix durable puisse prendre racine.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Des officiers des forces armées soudanaises se donnent l'accolade pendant une cérémonie qui a précédé la scission du Soudan du Sud par rapport au Nord en juillet 2011. En tant qu'institution, une armée intégrée et ethniquement diversifiée peut montrer le chemin de la réconciliation nationale.



Réconciliation

Volume 6, 2e trimestre

L'ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER



U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.



Parfaire la démocratie

• AU LIBERIA •

ELLEN JOHNSON SIRLEAF
PRÉSIDENTE DU LIBERIA

Ellen Johnson Sirleaf a évoqué la nécessité de la réconciliation le 16 janvier 2012, à Monrovia, pendant son second discours d'investiture. Ce texte est une version remaniée de ses remarques.



AFP/GETTY IMAGES

Nous tous, ensemble, nous ne laisserons jamais ces fautes se répéter. Nous ne nous soustrairons plus jamais aux responsabilités exigées par la démocratie, la liberté, l'unité nationale et le patriotisme.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer avec conviction que notre pays a commencé à remonter la pente. Le Liberia n'est plus un endroit où règnent le conflit, la guerre et le dénuement. Nous ne sommes plus le pays que nos citoyens voulaient fuir, qui n'inspirait que de la pitié à nos partenaires internationaux et que nos voisins craignaient.

La deuxième élection dans toute démocratie émergente est la plus importante. La première se déroule devant le monde entier, sous les projecteurs, en grande pompe. En revanche, la deuxième élection est le test véritable de la volonté du peuple et des institutions que les citoyens ont créées. Si la deuxième élection est une réussite, elle établit un modèle, une tradition et une pratique habituelle de la démocratie dont les élections ultérieures peuvent s'inspirer.

Les clivages qui ont conduit à des décennies de guerre sont toujours profondément ancrés. Or, c'est également le cas de l'aspiration à la réconciliation. Cette dernière est définie non pas par des tractations politiques ou par un équilibre artificiel des pouvoirs entre les tribus, les régions, les régions ou les groupes ethniques, mais par l'égalité des chances et un meilleur avenir pour tous les Libériens.

La réconciliation authentique implique un processus d'apaisement national. Elle implique la nécessité de tirer les enseignements du passé, afin de parfaire notre démocratie. Mais avant tout, elle implique la justice économique pour nos citoyens et la diffusion du progrès au profit de l'ensemble

de la population. Elle implique la création d'emplois et d'opportunités ainsi que la nécessité d'enseigner à nos jeunes les compétences dont ils ont besoin pour prospérer et se construire la vie de leur choix.

Il y a six ans, je me suis présentée devant vous en ce même endroit, et je me suis engagée à mettre en œuvre un processus de renouvellement national. À présent, je m'adresse à un Liberia nouveau et très différent. Je vous demande de vous joindre à moi pour parachever cette tâche considérable.

Mes chers compatriotes libériens, nous ne savons que trop bien ce qui peut se produire lorsque les principes de la démocratie et de la liberté ne sont pas jalousement et vigoureusement défendus, lorsque l'amour véritable du pays est abandonné au profit d'intérêts mesquins. Nous avons enduré ces années de dénuement et de terreur, durant lesquelles les principes démocratiques avaient été bannis de nos rivages. Nous avons regardé au fond des yeux vides de toute une génération de jeunes Libériens privée de tout espoir pour son avenir.

Nous tous, ensemble, nous ne laisserons jamais ces fautes se répéter. Nous ne nous soustrairons plus jamais aux responsabilités exigées par la démocratie, la liberté, l'unité nationale et le patriotisme.

Je vous invite à vous joindre à moi pour mettre en place les prochaines étapes vers la restauration et le progrès de notre Liberia bien aimé. L'avenir qui nous a fait signe est enfin arrivé.



THE ASSOCIATED PRESS

La PIRATERIE

est à son plus bas niveau en quatre ans

THE ASSOCIATED PRESS

Dans le monde entier, la piraterie en mer est tombée à son plus bas niveau depuis 2008 au cours des neuf premiers mois de l'année 2012, tandis que les marines nationales et les compagnies de navigation mènent une action répressive contre les attaques se produisant au large des côtes de la Somalie.

Le Bureau maritime international a indiqué que 233 attaques ont été recensées à travers le monde au cours des neuf premiers mois de 2012, un chiffre en baisse par rapport aux 352 attaques enregistrées pendant la même période en 2011. L'organisme chargé de la communication du bureau, basé à Kuala Lumpur, en Malaisie, a indiqué que 24 navires avaient été détournés entre janvier et septembre 2012, 458 membres d'équipage pris en otage et six tués.

Les chiffres ont baissé parce que le nombre des attaques au large des côtes de la Somalie ont fortement chuté au cours de la même période. En effet, elles sont passées de 199 en 2011 à 70 en 2012. Le bureau a indiqué que seule une attaque somalienne avait été signalée au troisième trimestre 2012.

La piraterie au large des côtes de la Somalie, un pays où l'État de droit est en déliquescence, a connu un pic en 2009. Depuis lors, les pirates ont été dissuadés par les marines internationales et par les navires qui prennent désormais leurs propres mesures de sécurité, par exemple en recrutant des gardes armés.

Lors d'un récent voyage effectué dans des zones au large des côtes somaliennes autrefois contrôlées par les pirates, des reporters ont découvert que de nombreux pirates se cachaient dans des pièces non meublées pour éviter leurs créanciers. Au lieu d'attaquer les cargos, ils jouaient aux cartes ou attrapaient des homards.

Toutefois, le bureau a mis en garde sur le fait que la piraterie dans le Golfe de Guinée, en Afrique de l'Ouest, du Bénin au Togo, devenait de plus en plus dangereuse, avec 34 cas recensés dans les neuf premiers mois de 2012. Il a noté que les attaques étaient souvent violentes, planifiées et avaient pour objectif de s'emparer de produits pétroliers raffinés.

Un pirate somalien se tient au premier plan, en septembre 2012, près d'un navire de pêche taiwanais qui s'est échoué sur le rivage après versement d'une rançon aux pirates qui ont alors relâché l'équipage.

UNE STATION DE RADIO FACILITE LA CIRCULATION à Lagos

AGENCE FRANCE-PRESSE

De nombreuses stations de radio dans le monde entier tiennent leurs auditeurs informés de l'état de la circulation, en particulier aux heures de pointe. Cependant, Lagos est la plus grande ville du Nigeria. Comme tout résident de longue date vous l'expliquera volontiers, c'est un univers à elle seule.

La capitale économique du Nigeria a une population estimée à 15 millions d'habitants. La ville possède des moyens de transports publics irréguliers. En outre, les routes sont truffées de nids de poule de la taille de petites mares. Les responsables ont décidé que les bulletins de circulation routière ordinaires n'étaient tout simplement pas suffisants dans de telles conditions. Ils ont lancé Traffic Radio 96.1 FM, qui prend des appels de conducteurs et d'agents de surveillance dans toute la ville et ensuite relaie ces bulletins et suggestions aux auditeurs.

Le gouvernement de l'État de Lagos, où se trouve la ville elle-même, a fait de la résorption de ses monstrueux embouteillages l'une de ses priorités, à ce jour avec un succès mitigé. La station de radio fait partie de ses dernières initiatives.

Il est difficile de surestimer le problème. Les millions de résidents de Lagos qui font la navette d'un bout à l'autre de la ville ou jusque dans les banlieues doivent supporter des trajets durant des heures sur des routes souvent dangereuses tout en évitant les camions-citernes et l'essaim des mototaxis. La présence de voyous extorquant de l'argent aux conducteurs aggrave encore la situation.

La station de radio occupe l'antenne 18 heures par jour et diffuse des chansons par intermittence entre les bulletins de circulation routière. Les personnes qui font la navette ont bien accueilli la station depuis son arrivée sur les ondes fin mai 2012. Lorsqu'un camion-citerne est tombé dans un fossé à la périphérie de Lagos, la station a empêché la formation d'un embouteillage cauchemardesque. Un agent de surveillance avait téléphoné pour signaler l'accident. Ainsi, l'annonceur Femi Akanni a commencé à diffuser des itinéraires de dégagement pour que les automobilistes puissent échapper à l'embouteillage.

La station de radio a également pour mission d'expliquer, en anglais et en yoruba (la langue locale), l'ensemble des nouvelles règles de la circulation, notamment les interdictions d'utiliser les portables et même de fumer ou manger au volant.

« La radio est l'une de nos initiatives visant à améliorer la vie des habitants de Lagos, afin de résoudre les problèmes de circulation au moment où la ville aspire à devenir la mégapole modèle de l'Afrique », explique Lateef Aderemi Ibirogba, le commissaire à l'information de Lagos.



AU CONGO, UNE COOPÉRATIVE PROCURE DES EMPLOIS AUX EX-COMBATTANTS

VOIX DE L'AMÉRIQUE

La Sopacdi, une coopérative située à l'est de la République démocratique du Congo, aide à relancer une exportation traditionnelle et, parallèlement, encourage les ex-combattants de la région à mieux gagner leur vie, de façon moins violente, grâce au café.

Un trajet cahoteux de trois heures sépare le siège social de la Sopacdi, dans la ville de Minova, de l'Office national du café à Goma, la capitale de la province du Nord Kivu. Obtenir la certification pour le café congolais ne s'est pas fait entièrement sans heurts non plus, précise Joachim Munganga, le président de la Sopacdi. Il a fallu des années de travail pour satisfaire aux normes internationales du commerce équitable mais aussi des actions de persuasion de la part d'une organisation non gouvernementale britannique, afin de parvenir à commercialiser le café dans les grandes chaînes de supermarchés.

Joachim Munganga affirme que la Sopacdi a été créée pour répondre à des besoins pressants. Il y a quelques années, la majeure partie du café de cette région était transportée la nuit du lac Kivu au Rwanda. Les orages soudains qui éclataient sur le lac avaient entraîné la noyade de nombreux contrebandiers prêts à tout, qui disparaissaient en même temps que leur marchandise. Les producteurs de café avaient besoin d'un meilleur accès aux marchés.

Les fondateurs de la Sopacdi, ajoute Joachim Munganga, essayaient de réfléchir à la façon dont ils pouvaient contribuer à résoudre les conflits ethniques dans la région. Ils ont pensé qu'il leur faudrait peut-être réunir les producteurs et les

persuader de s'organiser en coopérative. Des membres de communautés rivales travaillent à présent dans les différentes branches de la coopérative, en élisant leurs dirigeants et en promouvant les intérêts du groupe.

Les 3.600 membres, qui travaillent tous à leur compte, sont divisés en groupes d'environ 50 producteurs. Ces derniers élisent leurs dirigeants, lesquels élisent à leur tour les représentants principaux du secteur, ces derniers élisant le président.

L'un des facteurs clés du succès de la coopérative garantissant l'obtention de la certification est sa station de lavage, où une dépulpeuse sépare la pulpe du noyau, c'est à dire décortique le tégument. Effectuer cette opération à la main exige une importante main-d'œuvre et peut entraîner une perte de fraîcheur. Les camions de la coopérative apportent les graines à la station pour les opérations de dépulpage, fermentation, lavage et séchage, seulement quelques heures après leur cueillette.

De nombreux ex-combattants travaillent à la station de lavage, qui emploie 161 personnes. L'ancien rebelle Habamungu Engavashapa affirme qu'il est heureux de sa vie civile. Désormais, il passe ses nuits dans une maison, alors qu'auparavant il dormait dans la forêt.

L'ex-soldat Abdul Mahagi est également très satisfait de son nouveau travail. Il déclare qu'il a souffert lorsqu'il était dans l'armée, mais que maintenant, il commence à se sentir plus à l'aise. Depuis qu'il travaille à la Sopacdi, il a reçu une formation de machiniste, il a signé un contrat mais aussi il gagne de l'argent et commence à imaginer comment il peut organiser sa vie.

Des billets de banque à l'effigie de **NELSON MANDELA** SONT MIS EN CIRCULATION EN AFRIQUE DU SUD

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Les premiers billets de banque à l'effigie de Nelson Mandela ont été mis en circulation en Afrique du Sud en novembre 2012. Ils remplacent les billets représentant des animaux sauvages et des scènes rurales et industrielles. Le président Jacob Zuma indique que les billets de banque étaient un « humble geste » marquant l'expression de la « profonde gratitude » de l'Afrique du Sud.

Nelson Mandela, l'une des figures les plus révérees au monde, a passé 27 années en prison pour avoir combattu l'apartheid. Gill Marcus, gouverneur de la banque centrale de l'Afrique du Sud, est devenue la première personne à utiliser les nouveaux billets de banque en dépensant 160 rands (environ 18 dollars) pour acheter quelques noix, des betteraves, une pastèque et un concombre dans son épicerie locale de la capitale, Pretoria.

Elle a déclaré que Nelson Mandela était ravi du

design. Elle a également noté que l'Afrique du Sud essaie de moderniser sa monnaie tous les sept ans pour des raisons de sécurité. Le design du billet de banque comprend des filigranes et une bande métallique. L'impression en relief a été ajoutée pour aider les personnes malvoyantes.



Le visage de Nelson Mandela apparaît au recto de tous les nouveaux billets de banque. Les « cinq grands » animaux (le lion, le léopard, le rhinocéros, le buffle et l'éléphant) sont toujours imprimés au verso.

Nelson Mandela a reçu en 1993 le prix Nobel de la paix, conjointement avec F.W. de Klerk, pour sa campagne contre le pouvoir de la minorité blanche. Il a été élu président l'année suivante. Il a quitté le pouvoir après un seul mandat. Affectueusement surnommé « Madiba », du nom de son clan, il est désormais retiré de la vie publique.



Les Chemins de la RÉCONCILIATION

Trois Nations Africaines Appréhendent Leur Passé Violent de Différentes Manières

PERSONNEL D'ADF

Singqokwana Ernest Malgas, un ancien prisonnier de Robben Island, a fait avancer son fauteuil roulant vers une table, devant la Commission Vérité et Réconciliation d'Afrique du Sud (CVR). C'était le 16 avril 1996, lors de la deuxième journée des auditions qui allaient changer un pays, un continent et le monde entier.

« Votre situation est tout à fait différente de celle de bien d'autres personnes », a observé Alex Boraine, le vice-président de la CVR, d'après le quotidien sud-africain *Sunday Times*. « Vous êtes une victime de la torture, du harcèlement, de l'emprisonnement, et nous voulons que vous nous racontiez votre histoire. »

Singqokwana Ernest Malgas a acquiescé, forçant sa voix fortement détériorée par un accident vasculaire cérébral. Il a raconté comment sa maison avait été incendiée. Il a parlé de son fils, Simphiwe, qui est mort après que de l'acide lui a été versé sur tout le corps. Il a raconté ses propres souffrances indicibles.

« Pendant la séance de torture, on me forçait à porter un masque qui m'étouffait, et il y avait cette espèce de formation en hélicoptère », a-t-il expliqué en évoquant une méthode de torture par torsion des bras et des jambes de la victime.

Le témoin s'est mis à pleurer. En entendant son témoignage, l'Archevêque Desmond Tutu, le président de la commission, s'est lui aussi mis à pleurer de manière incontrôlable.

La CVR d'Afrique du Sud est l'exemple le plus connu au monde de la justice transitionnelle, un processus à travers lequel les participants s'efforcent de favoriser la guérison des cicatrices, de procéder à un bilan historique et d'assurer aux victimes un minimum de justice après que des crimes de masse ont été perpétrés ou après la chute de régimes répressifs. Toutefois, l'Afrique du Sud n'est pas le seul modèle.

Le Rwanda a utilisé son système « gacaca » de tribunaux communautaires à l'issue de l'un des génocides les plus terribles de l'histoire. La Sierra Leone a eu recours à un tribunal spécial financé par les Nations Unies pour poursuivre les criminels de haut niveau et à une CVR basée sur le modèle de l'Afrique du Sud pour l'audition des victimes et des auteurs des crimes.

Il y a d'autres exemples, en Afrique et ailleurs. Les spécialistes sont en désaccord pour déterminer si les périodes transitionnelles exigent des réponses préconisant la réconciliation au lieu du châtimement. Effectivement, les sociétés qui s'extraient de périodes sombres, telles que l'apartheid, le génocide et la guerre civile, peuvent préférer la réconciliation.

L'EXPÉRIENCE SUD-AFRICAINE

Le gouvernement postapartheid d'Afrique du Sud, dirigé par le président Nelson Mandela, a choisi d'accorder la priorité à l'expression des injustices tout en rendant compte publiquement des atrocités, selon *The Fate of Africa: A History of the Continent Since Independence* (Le sort de l'Afrique, une histoire du continent depuis l'indépendance) de Martin Meredith.

De nombreux Blancs souhaitaient enterrer le passé, que les choses soient simplement pardonnées et oubliées. Certains Noirs demandaient des réparations. La commission a été le résultat d'un compromis. L'idée était qu'elle



Charles Zwane, à droite, est consolé alors qu'il fond en larmes en répondant aux questions de la Commission Vérité et Réconciliation d'Afrique du Sud sur la manière dont il a été torturé par les services de sécurité à la fin des années 1980. THE ASSOCIATED PRESS

procèderait uniquement à l'audition des violations des droits de l'homme les plus inqualifiables commis entre 1960 et 1994. « Seuls les exemples extrêmes de l'apartheid seraient examinés, non sa normalité », a écrit Martin Meredith.

La CVR, créée en 1995, a procédé à l'audition ou a reçu les témoignages de 21.000 victimes, concernant 38.000 incidents et 14.000 meurtres, d'après le *Sunday Times*. Les auteurs des crimes ont également été entendus par la commission. Parmi eux, 7.127 ont fait une demande d'amnistie et 1.146 l'ont obtenu.

La commission a adopté la vision théologique de son leader, Desmond Tutu, un religieux chrétien. Dans leur article « Truth, Justice, and Reconciliation in Africa: Issues and Cases » (Vérité, justice et réconciliation en Afrique : problèmes et cas), Lyn Graybill et Kimberly Lanegran font valoir que la commission a combiné la théologie chrétienne avec une tradition connue sous le nom d'« Ubuntu ».

L'« Ubuntu », terme originaire des langues bantoues de l'Afrique australe, traduit approximativement l'idée d'« humanité » (au sens de « ce qui est humain ») et incarne la notion selon laquelle la communauté est plus importante que l'individu. Une expression couramment utilisée en xhosa se traduit par « les personnes sont des personnes à travers d'autres personnes ».

L'écrivaine sud-africaine Gillian Slovo, dont le roman *Red Dust* est un compte rendu des travaux de la commission, a écrit un essai pour le site Web OpenDemocracy.net, dans lequel elle a mis en relief les objectifs définis et les compromis passés dans une atmosphère de tension à mesure qu'avançaient les travaux de la CVR. La commission « était passionnément contradictoire, avec un bilan dans lequel apparaissent ses défauts avec ses propres triomphes, loin d'être négligeables ».

« C'est là que résidait le rôle paradoxal de la CVR. Il s'agissait d'une commission mise en place pour tirer un trait sur le passé, pour le sceller de telle manière qu'il ne puisse pas contaminer l'avenir, pour exposer la vérité à propos des illégalités du passé mais sans leur appliquer toute la rigueur de la loi et pour offrir une compensation sans vengeance », a-t-elle expliqué.

Selon les explications de Gillian Slovo, « il a été suggéré que [le Congrès national africain] a remplacé la justice punitive (ou châtement juridique) par une justice réparatrice : une justice qui orienterait l'attention sur les besoins et la participation des victimes et qui, de cette manière, aiderait à réparer le préjudice subi ».

Patricia J. Campbell, membre du corps enseignant de l'American Military University, a suggéré dans un article paru en 2000 dans la revue *African Studies Quarterly* que la CVR d'Afrique du Sud avait adopté la voie du milieu dans sa manière de sanctionner les exactions passées. Les « minimalistes » cherchent à pardonner, oublier et aller de l'avant pour le bien de tous tandis que les « maximalistes » exigent des poursuites intégrales. La commission a retenu une approche « pragmatique ». Les pragmatiques sont « ceux qui font valoir que la poursuite de la vérité et de la justice doit être atténuée par la reconnaissance de la réalité politique d'une société donnée », a avancé Patricia J. Campbell.

LE SYSTÈME « GACACA » DU RWANDA

À mesure que l'Afrique du Sud émergeait lentement de décennies d'atrocités, un génocide historique était perpétré au Rwanda. Des Hutus de ce petit pays ont tué 800.000 Tutsis et Hutus modérés en l'espace de 100 jours. C'est le génocide le plus rapidement mené que l'histoire ait connu, selon Lyn Graybill et Kimberly Lanegran.

Les Rwandais ont demandé aux Nations Unies d'établir un système de « justice punitive ». Le Conseil de sécurité a créé le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) en 1994 afin de poursuivre ceux qui ont conçu et dirigé le génocide.

Lyn Graybill et Kimberly Lanegran ont avancé plusieurs raisons pour lesquelles le Rwanda a adopté une voie différente de celle retenue par l'Afrique du Sud. Tout d'abord, le Front patriotique rwandais, dirigé par les Tutsis, a vaincu le gouvernement intérimaire hutu. Il n'était donc guère soumis à des pressions pour rechercher un compromis. Ensuite, le « modèle religieux rédempteur » qui sous-tendait la CVR d'Afrique du Sud n'a pas prévalu en raison de la complicité de certains responsables et prêtres de l'église dans le génocide.

« D'un bout à l'autre du Rwanda, les bâtiments de l'église où les Tutsis cherchaient désespérément à se réfugier sont devenus la scène de massacres répétés », a observé Martin Meredith dans *The Fate of Africa*. « Il y a eu là davantage de victimes que partout ailleurs. »

Le TPIR a été mis en place en Tanzanie pour prendre en charge les instigateurs du génocide. À la mi-juin 2012, 54 suspects ont été reconnus coupables, et huit ont été acquittés. Selon la BBC, la mission du tribunal devrait se terminer vers la fin 2012.

Le tribunal s'occupe tout particulièrement des organisateurs et des criminels les plus notoirement associés au génocide. D'autres suspects accusés de meurtre ont été inculpés dans des tribunaux pénaux ordinaires. Toutefois, des centaines de milliers d'autres suspects accusés d'être impliqués dans le génocide à divers titres attendent que la justice traite leur cas. Les tribunaux « gacaca » du Rwanda sont donc devenus une solution.

Gacaca, terme qui signifie « jugement sur l'herbe », est un nom approprié pour les tribunaux communautaires. Ces institutions se réunissent dans des villages de l'ensemble du pays, parfois sous un arbre. Les communautés locales ont élu plus de 160.000 juges, dont la plupart sont dépourvus d'expertise juridique. Malgré cela, environ 2 millions de personnes sont passées par le système gacaca, a indiqué la BBC en juin 2012. Les chiffres recueillis en 2010 suggèrent un taux de condamnation de l'ordre de 65 pour cent.

L'auteur Sarel Kandell Kromer a décrit un tribunal gacaca dans le *Washington Post* en octobre 2005 : « les neuf juges rwandais ont pris les dépositions dans un terrain herbeux clôturé, à l'ombre de bâches pour se protéger du soleil équatorial. Chacun portait une écharpe bleue, verte et jaune portant l'inscription « inyangamugayo », terme indiquant une personne de confiance. Deux prisonniers ont reçu l'ordre de s'avancer. Cinquante ou soixante personnes assises sur des bancs en face des magistrats se sont levées.

LES SYSTÈMES DE JUSTICE TRANSITIONNELLE D'UN COUP D'ŒIL

L'Afrique du Sud, le Rwanda et la Sierra Leone ont chacun adopté des voies quelque peu différentes menant à la justice, suite aux violences ayant marqué leur passé. Voici un bref aperçu de quelques chiffres pour chacun de ces pays.

COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION D'AFRIQUE DU SUD

Années de fonctionnement : les auditions ont commencé en 1996, et la CVR a achevé son travail le 31 juillet 1998 (les enquêtes concernant les demandes d'amnistie ont continué jusqu'en juillet 1999).

Nombre de dossiers traités : environ 21.000, par le biais de dépositions et de témoignages

Ont fait une demande d'amnistie : 7.127

Ont bénéficié d'une amnistie : 1.146

LES TRIBUNAUX « GACACA » du RWANDA

Années de fonctionnement : de 2002 à 2012

Nombre de dossiers traités : environ 2 millions de personnes sont passées par ce système.

Condamnations : les derniers chiffres indiquent un taux de condamnation de 65 pour cent.

COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION DE SIERRA LEONE

Années de fonctionnement : de 2002 à 2004

Nombre de dossiers traités : la commission a recueilli plus de 9.000 déclarations.

Nombre de témoins : environ 350 personnes ont témoigné, et la commission a dressé une liste de 13.003 victimes.



Eugene de Kock, à gauche, un assassin de l'époque de l'apartheid surnommé Prime Evil, apparaît lors d'une audition d'amnistie de la CVR. Eugene de Kock, qui a dirigé le Vlakplaas, l'escadron de la mort appuyé par l'État, a cherché à obtenir l'amnistie pour plus de 100 actes de meurtre, de torture et de fraude. Il a été condamné à 212 ans de prison. REUTERS



Des prisonniers en uniforme rose sont entourés par des citoyens, alors qu'ils attendent l'ouverture d'une session d'un tribunal gacaca à Kamonyi, dans la province de Gitarama au Rwanda, en décembre 2003. AFP/GETTY IMAGES



Des juges du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, en tenue rouge dans la rangée du fond, des greffiers et des procureurs sont réunis en juin 2007 à l'occasion du procès de l'ancien président libérien Charles Taylor. Il a été reconnu coupable d'avoir supervisé des meurtres, viols et autres atrocités au cours des dix années de guerre civile en Sierra Leone. Il a été condamné à 50 ans de prison. THE ASSOCIATED PRESS

« Il s'agissait d'une commission mise en place pour tirer un trait sur le passé, pour le sceller de telle manière qu'il ne puisse pas contaminer l'avenir. »

~ GILLIAN SLOVO, ÉCRIVAINNE SUD-AFRICAINE



L'ancien officier des services de sécurité sud-africains Jeffery Benzien fait une démonstration de la technique de torture dite du sac humide, utilisée contre les militants anti-apartheid, à l'occasion de sa demande d'amnistie présentée devant la Commission vérité et réconciliation en 1997. La commission a amnistié Jeffery Benzien pour son rôle dans les violations des droits de l'homme commis à l'époque de l'apartheid. REUTERS

Le juge en chef a déclaré : « Nous allons nous souvenir ». Alors, un long silence s'est installé ».

Sarel Kandell Kromer a vu un homme du nom de Nicodemus convoqué devant le tribunal. « Son accusateur s'est levé, a prêté serment, et a déclaré : « Nicodemus persécutait les Tutsis, les pourchassant. Je ne suis pas certain qu'il les ait tués ». Il a ensuite demandé au tribunal de pardonner à Nicodemus, comme si cette accusation publique était une forme de vengeance. »

L'un des juges a interrogé sèchement un deuxième accusateur qui a déclaré que Nicodemus était un tueur. L'absence de la part de cet accusateur d'éléments d'information directs lui a valu un avertissement.

« À ce moment, le juge a lu un article des règles encadrant le gacaca, en informant l'accusateur des risques qu'il encourait en cas de faux témoignage », a précisé Sarel Kandell Kromer.

Nicodemus a été ultérieurement déclaré coupable et envoyé en prison. Au demeurant, les tribunaux gacaca ont été conçus pour récompenser la confession et offrir une catharsis émotionnelle en mettant en place une comptabilisation collective des crimes, selon un article du *New Yorker* paru en 2009.

Au moment où les tribunaux gacaca ont achevé à la mi-2012 une phase de dix ans au cours de laquelle a été rendue une justice ancrée dans les traditions du pays, les activistes font valoir des résultats mitigés. Au premier plan des préoccupations, on a relevé l'absence de normes juridiques, notamment la présence de juges non qualifiés et un nombre insuffisant d'avocats de la défense. « Les survivants sont inquiets pour leur sécurité parce qu'ils vivent côte à côte avec ceux qui ont voulu à un moment donné les exterminer », a expliqué à la BBC Albert Gasake, de l'organisation Survivors Fund (SURF). « La suspicion est très forte. »

Et pourtant, dans l'ensemble, les tribunaux gacaca semblent avoir été une solution originaire du pays et qui a bien fonctionné pour le Rwanda. « Après les horreurs de la guerre et du génocide qui ont ébranlé le Rwanda en 1994, personne ne peut dire que l'on soit pleinement parvenu à la réconciliation nationale », observe Jean Kayigamba, un survivant du génocide dont des articles sont parus dans le magazine *New Internationalist*. « En revanche, les tribunaux Gacaca sont certainement un point de départ pour atteindre ces objectifs. Le Rwanda est peut-être aujourd'hui le seul pays où les victimes de crimes aussi inqualifiables vivent côte à côte avec leurs auteurs. Ceci explique peut-être pourquoi certains pays, tels que la Côte d'Ivoire, la Somalie et le Soudan du Sud, dans leur tentative d'affronter les suites des conflits violents dans leurs pays respectifs, ont envoyé des délégués au Rwanda pour tirer des enseignements à propos des rouages de son système judiciaire local. »

LE TRIBUNAL SPÉCIAL ET LA CVR DE SIERRA LEONE

Une guerre civile a ravagé la Sierra Leone de 1991 à 2002. Elle a fait environ 70.000 victimes, et 2,6 millions de personnes — plus de la moitié de la population — ont été déplacées. Même si le nombre des victimes n'y a pas atteint celui du génocide au Rwanda, le conflit a retenu l'attention pour ses atrocités, notamment les enlèvements et viols d'enfants, selon une étude de cas du Programme des Nations Unies pour le développement.

En matière de justice, la Sierra Leone a adopté une approche à deux niveaux. Ceux qui étaient le plus gravement responsables de crimes de guerre et de violations des droits de l'homme devaient être jugés dans un tribunal spécial fondé par les Nations Unies et basé à Freetown. Une commission pour la vérité et la réconciliation, essentiellement sur le modèle de celle de l'Afrique du Sud, devait procéder à l'audition des autres auteurs et victimes de crimes. L'objectif recherché était un châtiment pour les instigateurs et le pardon pour les « nombreux fantassins ordinaires », selon Lyn Graybill et Kimberly Lanegrann.

Le Parlement a institué la Commission Vérité et Réconciliation de Sierra Leone en juillet 2002. Elle a commencé à enregistrer les déclarations des citoyens en décembre 2002, et à procéder aux auditions publiques en avril 2003. Elle a été conçue pour établir un bilan impartial des violations des droits de l'homme commis pendant la guerre (de 1991 à 1999) et pour explorer les racines profondes du conflit.

Au mois d'août 2003, la commission avait reçu près de 8.000 déclarations des victimes, auteurs et témoins de crimes. Parmi ceux-ci, 350 ont témoigné en public. Environ 13 pour cent des témoignages provenaient des auteurs de ces crimes. Chaque semaine, une cérémonie de réconciliation a été organisée, au cours de laquelle les auteurs et les victimes de crimes pouvaient se rencontrer. Nombre de ceux qui ont reconnu leurs crimes ont été baptisés dans le cadre d'une cérémonie spéciale de purification, les réintégrant rituellement au sein de la communauté.

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et la commission ont exercé leur mission simultanément. Cet état de choses a été une source de confusion et de critiques. Les citoyens ne comprenaient pas la nature des distinctions entre les deux organes et la manière dont ils s'influaient réciproquement. En conséquence, certains ont été effrayés de témoigner devant la commission de crainte d'être mis en accusation par le tribunal spécial, selon l'agence IRIN.

« Ceci a porté atteinte à la capacité de la CVR à obtenir effectivement les informations qu'elle

aurait pu obtenir si le Tribunal spécial n'avait pas exercé ses fonctions, parce que nombre de combattants se refusaient à témoigner devant la CVR », a expliqué à l'IRIN le défenseur des droits de l'homme Joseph Rahall. « Pour un grand nombre de ces combattants, la réconciliation n'est pas devenue une réalité parce qu'ils n'ont pas témoigné, n'ont pas confessé leurs crimes et n'ont pas fait acte de repentance. »

La commission a exercé sa mission de 2002 à 2004. Dans son rapport final, qui fait plus de 5.000 pages, elle admet l'existence de certaines difficultés. « Le fonctionnement simultané des deux organes a nettement mis en évidence les différences entre leurs rôles respectifs. Le rapport a également souligné la nécessité de leur harmonisation et d'un modèle opérationnel destiné à atténuer les tensions inhérentes et aussi à éviter

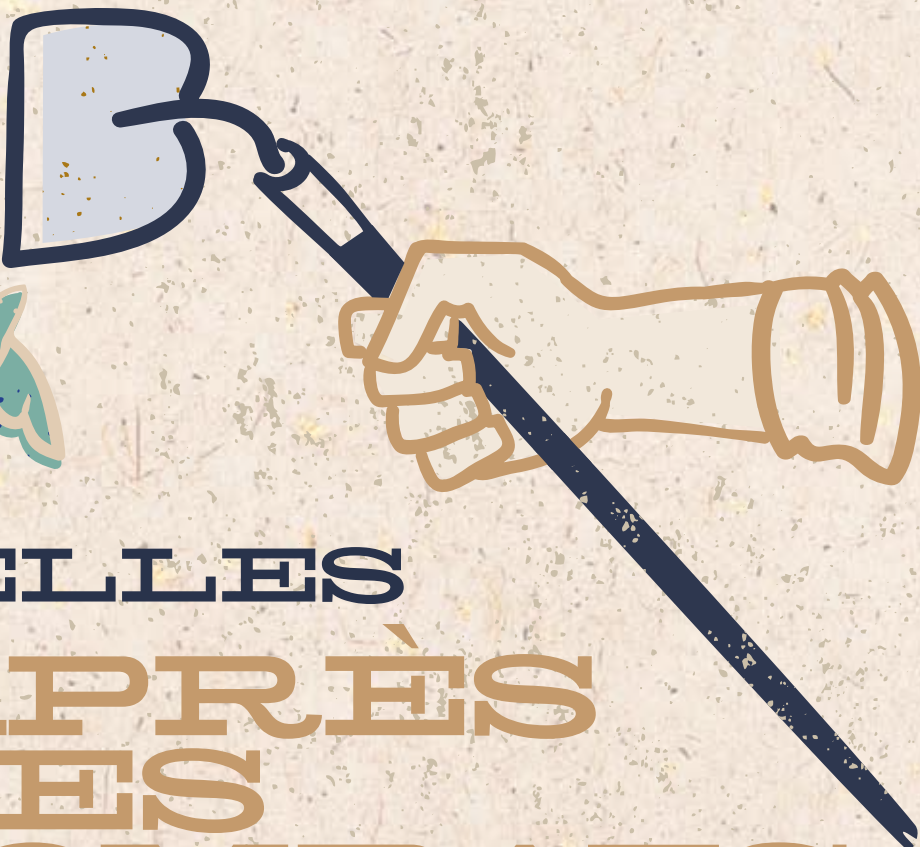


AFP/GETTY IMAGES

les écueils potentiels dans les futurs cas dans lesquels une CVR et un tribunal pénal seront censés œuvrer de concert. »

Malgré les critiques et les difficultés, sa liste de conclusions et de recommandations englobe bien des aspects. Selon l'United States Institute of Peace, la commission a conclu que la corruption et le contrôle par le pouvoir exécutif ont été les causes principales de la guerre. Ses recommandations, qui sont juridiquement contraignantes, comprennent la lutte contre la corruption, la création d'une nouvelle Déclaration des droits, l'instauration d'un système judiciaire indépendant, le renforcement du rôle du Parlement, la mise en place d'un contrôle plus strict des forces de sécurité, le renforcement de l'autonomie économique pour les provinces, l'engagement de la part du gouvernement à assurer les services publics de base, ainsi que l'inclusion des jeunes et des femmes dans le processus de prise de décisions. □

Un témoin s'appuie à un arbre, alors qu'il se tient en face du président d'une session d'un tribunal gacaca en décembre 2003.



DE NOUVELLES VIES APRÈS LES COMBATS

Une ambitieuse initiative
de DDR au Soudan du
Sud veut faire contribuer
les ex-combattants à
l'édification d'une nation.

JEREMY CLARKE

« La phase de la lutte armée est terminée », a déclaré Charles Deng, un ancien soldat sud-soudanais de 42 ans. « J'ai combattu pendant plus de 25 ans afin d'obtenir la paix. [...] Ma vie tout entière a été réduite à la lutte armée. Or, j'ai fait cela pour garantir la sécurité à mes enfants. »

Charles Deng est retourné dans son établissement scolaire de Morobo, au Soudan du Sud. Il était soldat dans l'Armée Populaire de Libération du Soudan (Sudan People's Liberation Army ou SPLA) pendant la longue guerre civile qui a fait rage entre les régions nord et sud du Soudan à partir de 1983, jusqu'à l'instauration d'un accord de paix très précaire à partir de 2005.

Désormais, il souhaite tirer un trait sur toutes ces années.

« Pendant 20 ans j'ai vécu comme si j'étais marié avec mon fusil », confie Charles Deng à l'extérieur de la salle de classe sur le campus de l'Excel Academy à Morobo. « Mon arme avait un nom. Cependant, j'y ai renoncé pour des livres, ce qui est mieux que toute autre chose. Lorsque j'ai remis mon arme et que j'ai été démobilisé, j'ai célébré l'événement comme une nouvelle naissance. Je ne connais pas la date de mon anniversaire, mais je sais quel est le jour où ma vie a commencé : c'est le jour où j'ai rendu mon arme. »

Le Soudan était le pays d'Afrique ayant la plus grande superficie. Depuis 1955, à l'exception de quelques années, les Nordistes et les Sudistes se sont affrontés pour des questions de ressources, de terres, d'idéologie, de religion et d'ethnicité. Selon les estimations, ce conflit qui s'est éternisé aurait fait 2 millions de morts. En 2005, les belligérants ont signé un accord de paix fragile, ouvrant la voie à l'indépendance officielle en 2011. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine de ce pays, les habitants du Sud ont eu enfin la possibilité de se préparer pour autre chose que la guerre.

Le Soudan du Sud a vu le jour le 9 juillet 2011, devenant la nation la plus récente de la communauté internationale. Le pays demeure considérablement sous-développé. Ses besoins en infrastructure sont substantiels et l'industrie locale est pour le moment quantité négligeable. Associées à la mémoire de la population encore bien plus imprégnée par les longues années de guerre que par la paix récente, ces déficiences sembleraient faire du Soudan du Sud un candidat idéal à un programme énergétique de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR).

« La vision qui sous-tend le programme national de DDR est centrée sur la prévention des conflits, le renforcement de la sécurité des populations, le soutien au développement socio-économique et l'encouragement à une paix durable au Soudan du Sud », déclare Chan Moses Awuol, l'un des responsables de l'information à la Commission de DDR du Soudan du Sud.

« Pratiquement tous les secteurs de l'économie ont besoin des ex-combattants, par exemple l'agriculture, le traitement du bois, les travaux publics et la construction, la fabrication de briques mais aussi les petites entreprises », ajoute Chan Moses Awuol.

À ce jour, d'après les statistiques gouvernementales, 13.000 anciens combattants au Soudan du Sud, tels que Charles Deng, ont achevé avec succès le programme de DDR mis en œuvre entre l'accord de paix conclu en 2005 et l'indépendance prononcée en 2011. Cependant, beaucoup reste à faire. En effet, le nombre des combattants armés dépasse encore de beaucoup le nombre de ceux qui sont officiellement désarmés. Néanmoins, l'appui à ce programme est manifeste au sein des populations sud-soudanaises.

« Le programme de DDR a été jusqu'à présent un grand succès », confirme Juma, un commerçant de Yei, une ville du sud du pays. (De nombreuses sources citées dans le cadre de ce compte rendu ont demandé à être uniquement identifiées par leur prénom, voire à rester anonymes.) « La paix et l'indépendance ont renforcé pour les habitants

la nécessité de porter leur attention sur d'autres aspects de la vie, comme la scolarisation et l'alimentation. Nous sommes une nouvelle nation qui n'a plus besoin des armes. Nous avons besoin des outils nécessaires à construire nos maisons et à labourer nos champs. » Ces activités propres à la période de paix caractérisent les efforts des bénévoles participant à l'Africa Education and Leadership Initiative (Africa ELI), une organisation non gouvernementale basée aux États-Unis qui a construit des écoles dans le sud-ouest du pays à Morobo, où Charles Deng enseigne actuellement, mais aussi à Mukaya et à Yei. Parmi les bénévoles se trouve un certain nombre de combattants démobilisés.

« Le Soudan du Sud n'est pas un endroit où il est facile de travailler », fait remarquer Andrew Colin Nelsen, un directeur de projet britannique auprès d'Africa ELI. « Actuellement, cela se passe bien. Nous faisons continuellement des progrès, même si nous avons recours à

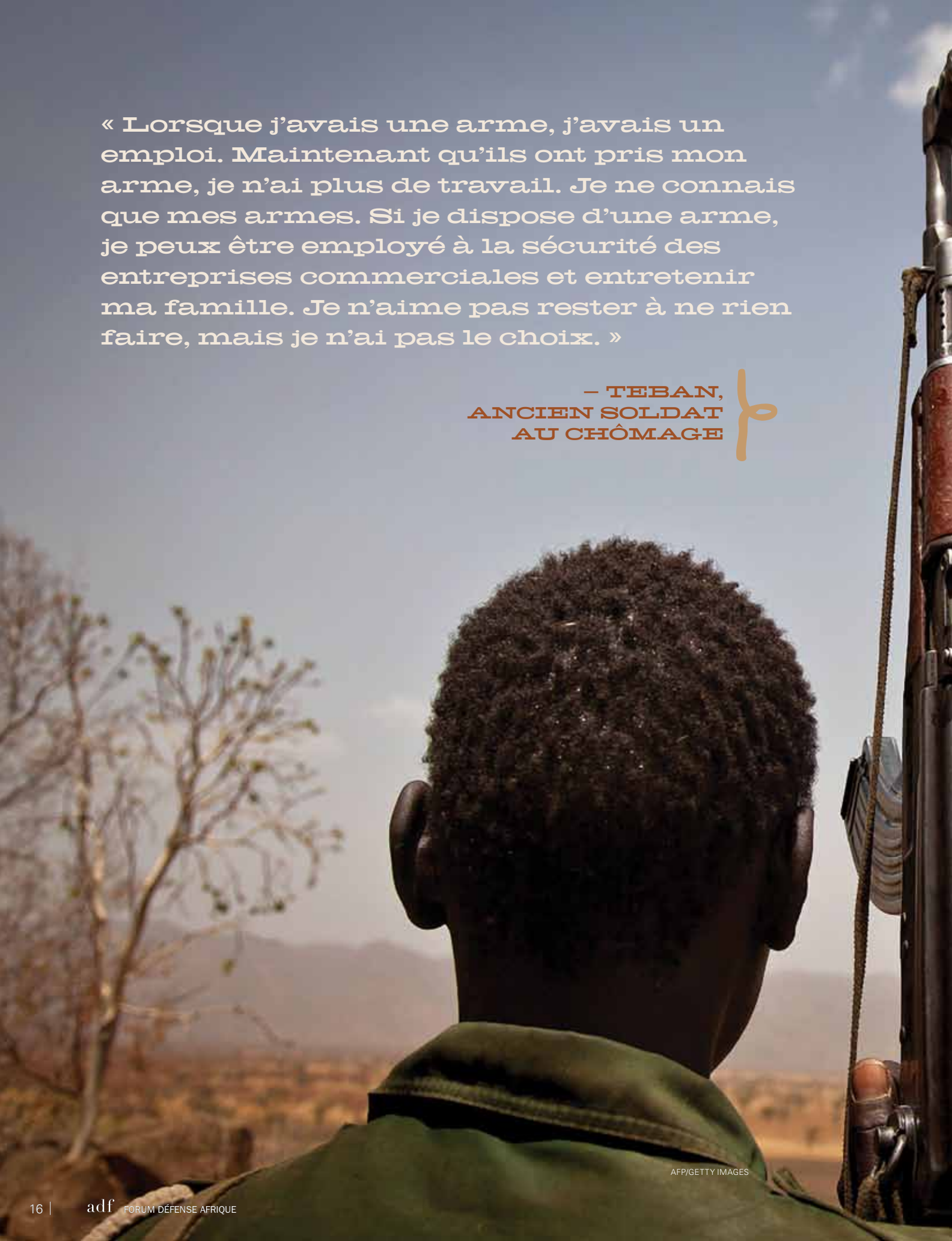


Un ancien combattant sud-soudanais de l'Armée Populaire de Libération du Soudan présente un certificat de démobilisation pendant une cérémonie à Juba en 2009.

AFP/GETTY IMAGES

« Lorsque j'avais une arme, j'avais un emploi. Maintenant qu'ils ont pris mon arme, je n'ai plus de travail. Je ne connais que mes armes. Si je dispose d'une arme, je peux être employé à la sécurité des entreprises commerciales et entretenir ma famille. Je n'aime pas rester à ne rien faire, mais je n'ai pas le choix. »

– TEBAN,
ANCIEN SOLDAT
AU CHÔMAGE



AFP/GETTY IMAGES



des mesures dont les effets mettent longtemps à se faire sentir. » Andrew Colin Nelsen a expliqué que les écoles sont construites en rassemblant les efforts des populations locales, comptant notamment des anciens combattants, mais également chez des personnes « de toute occupation, depuis les cuisiniers et les agents de nettoyage jusqu'aux vendeurs locaux dans les marchés ». Comme le précise Andrew Colin Nelsen, les responsables gouvernementaux ont également joué un rôle important.

Même s'il est optimiste à propos des perspectives de relèvement pacifique et de réintégration de soldats démobilisés dans la nouvelle économie en temps de paix au Soudan du Sud, Andrew Colin Nelsen fait part de doutes quant au désarmement.

« Pour chaque arme rouillée remise aux autorités, une arme en bon état de fonctionnement et des munitions sont enterrées dans la cour. Par ailleurs, plusieurs générations ont eu entre les mains des armes aussi familièrement que vous et moi buvons de l'eau », ajoute-t-il. « Ils ne vont pas renoncer à tout cela si facilement. »

Si les citoyens sud-soudanais conservent encore des armes, au moins elles ne sont pas aussi visibles qu'auparavant, d'après les observations d'un fermier vivant près de Yeï qui se présente sous le nom de Martin. « Avant, les armes étaient partout. Désormais, nous sommes à l'abri du danger qu'elles représentent. Sans le programme de DDR, nous aurions encore des armes dans les rues. Maintenant, nous pouvons nous rendre à pied où nous voulons sans crainte. » Les forces armées du Soudan du Sud comptent encore des dizaines de milliers de soldats dans leur rang, dont la plupart ont servi pendant toute leur vie adulte. Pourtant, nombre d'entre eux sont à présent largement inactifs, et sont disséminés dans une région reculée, enclavée dans le contexte d'une économie stagnante.

D'après les analystes, avant que le Soudan du Sud mette au travail une plus grande partie de ses anciennes forces armées pour améliorer l'agriculture, créer de petites entreprises et développer un secteur privé, le pays doit s'employer à résoudre le problème de l'insécurité qui se répand dans le cadre des structures décentralisées.

« Les retombées de la lutte armée sont plus graves lorsque les armes sont aisément disponibles », observe Vincent Lelei, le chef de mission du Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'aide humanitaire (Office for the Coordination of Humanitarian Assistance in South Sudan ou OCHA) au Soudan du Sud. « L'insécurité

continue d'avoir un impact sur la situation humanitaire. Cette année, près de 170.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Soudan du Sud en raison des affrontements intercommunautaires et de l'insécurité. »

Selon les estimations, la SPLA aurait actuellement dans ses effectifs entre 150.000 et 200.000 hommes. En juin 2011, un mois avant l'indépendance, David Gressly, le responsable le plus élevé des Nations Unies dans le pays, a affirmé qu'il était probablement encore nécessaire de procéder dès que possible à la démobilisation de plus de la moitié de l'armée. Les défenseurs du programme de DDR expliquent que l'attitude antagoniste dont le Nord a fait preuve avec opiniâtreté a entravé l'effort initial. À mesure que les deux parties en présence ont haussé le ton et que des affrontements le long de la frontière contestée ont failli entraîner les deux pays à reprendre les hostilités, la SPLA s'est montrée quelque peu réticente à commencer à démanteler ses forces armées de façon massive.

Cette même crainte est parallèlement exprimée sur le terrain par certains anciens soldats de la SPLA qui ont essayé de passer à un autre chapitre de leur vie. Toutefois, il leur est difficile d'effacer de leur mémoire cette longue guerre et de se départir de la suspicion qu'ils éprouvent à l'égard du Nord.

« Je n'aime pas pas avoir de protection », affirme Wani, un ancien soldat qui s'est reconverti en agriculteur, vivant lui aussi dans les environs de Yeï. « Si Khartoum nous laissait tranquilles, alors nous n'aurions pas besoin d'armes. Or, ils nous causent encore de nombreux problèmes. »

Certains des combattants désarmés affirment qu'il n'y a pas eu assez d'efforts accomplis pour les aider à trouver un emploi, ce qui accroît encore la réticence de leurs anciens collègues à renoncer à leurs armes. « Lorsque j'avais une arme, j'avais un emploi. Maintenant qu'ils ont pris mon arme, je n'ai plus de travail », observe Teban, un ancien soldat qui est au chômage. « Je ne connais que mes armes.

Si je dispose d'une arme, je peux être employé à la sécurité des entreprises commerciales et entretenir ma famille. Je n'aime pas rester à ne rien faire, mais je n'ai pas le choix. »

À présent, le Soudan du Sud prévoit de renouveler la tentative. Un ambitieux programme de DDR a été mis au point. Destiné à l'origine à être lancé en 2012, des retards répétés ont reporté le programme à plus tard. De nouvelles sources prévoient à présent un lancement en 2013. Il concernera 150.000 personnes sur huit ans, soit 80.000 membres des forces armées et 70.000 membres des forces organisées (gardes champêtres, pompiers, policiers et gardiens de prisons). Les responsables du Soudan du Sud affirment qu'il s'agit du plus ambitieux programme de DDR au monde.

Dans le cadre du nouveau programme, les ex-combattants passeront jusqu'à trois mois dans divers centres de transition. Au sein de ces structures, un point est fait avec eux et ils suivent « une formation et un soutien intensifs portant sur l'alphabétisation, les compétences vitales de base et les possibilités de trouver des moyens d'existence de leur choix ». Il est prévu de mettre en place dix centres de ce type, un pour chaque État du Soudan du Sud. Chacun de ces centres pourra régulièrement prendre en charge jusqu'à 500 ex-combattants.

Selon la Commission de DDR, le programme aidera les ex-combattants à obtenir les compétences dont ils ont besoin pour participer à des projets de réintégration de nature agricole et à forte intensité de main-d'œuvre. Le débat continue sur la nature des compensations financières accordées aux anciens soldats. Certains suggèrent une pension à vie ; d'autres cherchent à mettre en œuvre une diminution progressive des salaires à mesure que la réintégration des soldats avance. De leur côté, certains analystes craignent que des efforts insuffisants ont été mis en œuvre pour éviter une répétition des inconvénients des premières tentatives de DDR au Soudan du Sud. Lydia Stone, une consultante indépendante en DDR travaillant au Soudan du Sud, indique qu'un manque de cohésion entre la SPLA, la Commission de DDR et les responsables politiques risque d'engager le nouveau programme sur la voie de l'échec.

« Le problème avec le programme de DDR au Soudan du Sud en ce moment est qu'il s'agit d'un exemple de situation où l'on a mis la charrue avant les bœufs », précise-t-elle. « Effectivement, les planificateurs du programme de DDR nous disent que nous devons l'imposer par principe, au lieu de laisser l'armée faire le bilan de ses propres capacités et de ses propres besoins. » Lydia Stone ajoute que peu d'initiatives ont été menées pour recommander le nouveau programme auprès des soldats ordinaires, dont des milliers verront leur vie changer si tout se passe conformément aux projections du plan. « Si vous parlez maintenant aux responsables de la SPLA et que vous leur demandez de quelle manière ils perçoivent l'utilité du programme de DDR, ils répondent qu'il est

destiné aux vieux et aux handicapés », ajoute Lydia Stone. « Ensuite, si vous parlez aux planificateurs du programme de DDR, ils répondent qu'ils vont mettre en place un programme avec tous ces hommes costauds qui vont reconstruire le pays. »

« Ils n'ont pas en tête la même vision de la finalité du programme de DDR. C'est effectivement un problème crucial : ils n'ont pas la même compréhension de ce qu'est le programme de DDR. En outre, lorsque vous mettez au point un programme doté d'un budget prévisionnel de 1,3 milliard de dollars sur huit ans, il est essentiel, à mon avis, de vous assurer que tous les acteurs concernés partagent une vision commune des objectifs à atteindre dans le cadre de ce budget. »

La Commission de DDR affirme demeurer confiante dans sa capacité d'atteindre son objectif de faire participer 150.000 personnes au cours des huit prochaines années. Cela revient à près de 20.000 personnes par an, davantage que le nombre globalement géré depuis l'accord de paix de 2005.

« Oui, nous avons tout lieu de croire que le programme atteindra ses objectifs, parce que les forces organisées du pays sont en cours de transformation, avec la réforme du secteur de la sécurité (RSS), et le programme de DDR fait partie intégrante de la RSS », suggère Chan Moses Awuol de la Commission de DDR.

« Par ailleurs, le gouvernement de la République du Soudan du Sud a placé le programme de DDR en tête des priorités », ajoute-t-il. En septembre 2012, le vice-président sud-soudanais Riek Machar s'est rendu à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, et a lancé un appel à l'Union africaine pour qu'elle soutienne le nouveau programme de DDR.

Cependant, Lydia Stone fait valoir que les objectifs chiffrés ne tiennent pas compte du fait que la SPLA continue à recruter, même intensément dans certaines régions. Selon elle, pour garantir le fonctionnement de tout processus de DDR au Soudan du Sud, l'armée doit montrer l'exemple, et non pas les responsables politiques. « Il serait nécessaire de procéder à une analyse stratégique de la défense. Il faut que l'armée évalue ses besoins et qu'elle décide du nombre de soldats dont elle a besoin dans ses rangs », précise Lydia Stone. « Il est clair que l'armée a absolument besoin de diminuer ses effectifs. Le pays ne peut pas continuer de supporter la charge d'une armée qui s'approprie une si large proportion du budget annuel. »

Rares sont ceux qui contestent la nécessité d'une solution volontariste dans un pays comportant un trop grand nombre de soldats oisifs mais qui manque d'infrastructures économiques. Comme la Commission de DDR l'a indiqué dans son tout dernier bulletin, « maintenant que la libération du pays est terminée, les personnes doivent être réaffectées différemment. [...] La nouvelle nation devra revenir sur tout ce qui a été fait dans le passé en désarmant, démobilisant et réintégrant avec succès les ex-combattants au sein de leurs communautés locales. » □



Selon les estimations, la SPLA aurait actuellement dans son effectif entre 150.000 et 200.000 hommes. Avant l'indépendance, le responsable le plus élevé des nations unies dans le pays a affirmé qu'il était probablement encore nécessaire de procéder dès que possible à la démobilisation de plus de la moitié de l'armée.



Des soldats de l'Armée Populaire de Libération du Soudan posent pour une photo derrière des obus de mortier saisis dans la région riche en pétrole de Heglig en avril 2012. Après des décennies de guerre, le Soudan du Sud compte un secteur de sécurité disproportionné. Pourtant, en raison de la poursuite des tensions avec le Soudan et de l'insécurité intérieure, de nombreux combattants sont réticents à renoncer à leurs armes et à retourner à la vie civile.

AFP/GETTY IMAGES

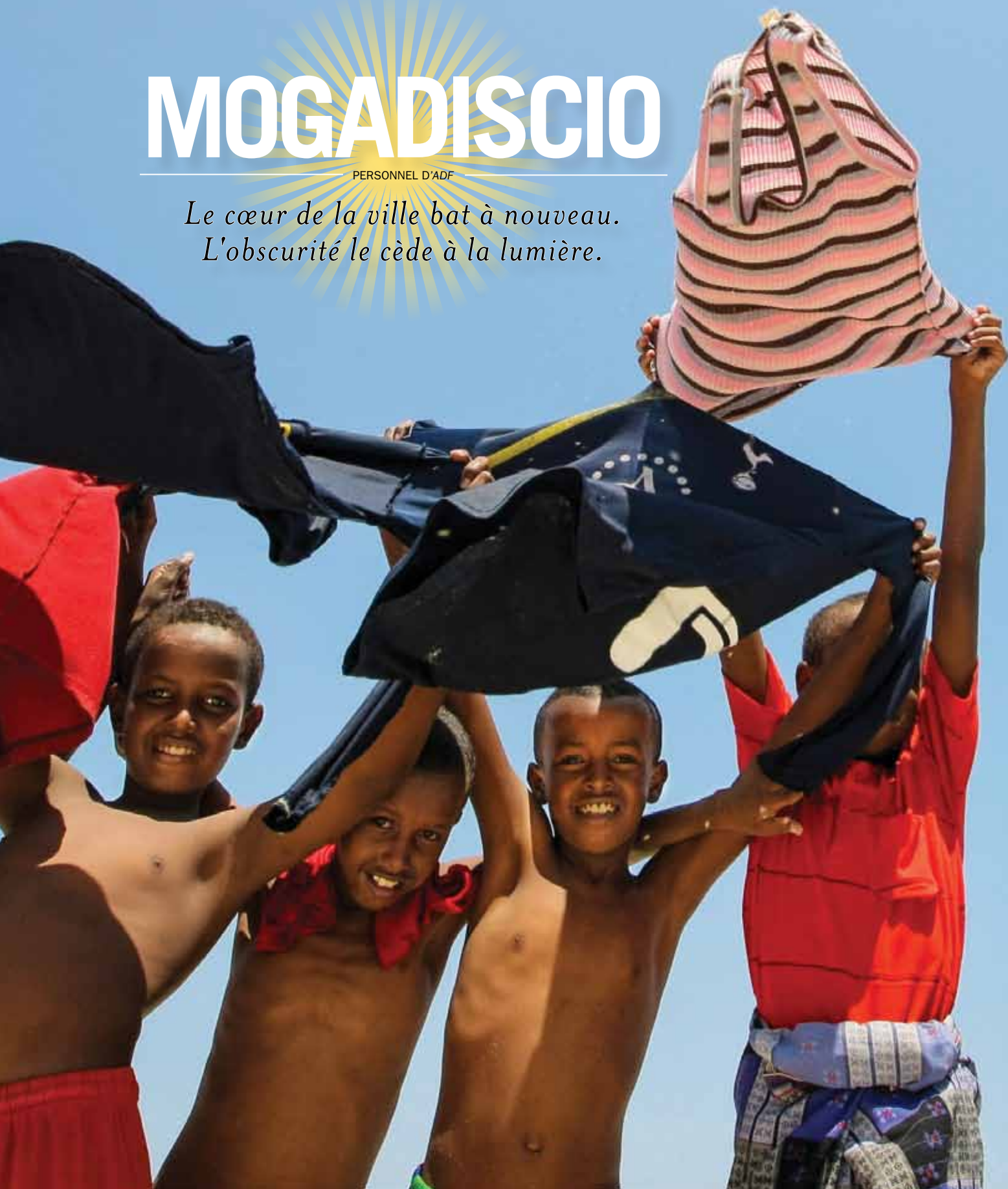


BATTEMENT DU CŒUR DE L'AFRIQUE

MOGADISCIO

PERSONNEL D'ADF

*Le cœur de la ville bat à nouveau.
L'obscurité le cède à la lumière.*





Des enfants somaliens font sécher leur chemise au vent à Lido Beach, un lieu-dit de Mogadiscio très prisé depuis le retrait du groupe extrémiste Al-Shebab, lequel avait interdit les rassemblements publics d'hommes et de femmes.

AFP/GETTY IMAGES

Une fois de plus, la vie s'éveille dans les rues poussiéreuses de Mogadiscio.

Ancien joyau historique situé en front de mer sur la Corne de l'Afrique, la capitale somalienne a sombré dans l'obscurité avec l'effondrement de son gouvernement en 1991. Par moments, il semblait que les ténèbres ne disparaîtraient jamais.

Le groupe islamiste terroriste Al-Shebab a étouffé toute joie de vivre avec l'imposition stricte de la charia, le canon pointé sur la tempe. Désormais, le groupe est en fuite. Ses fantassins se sont retirés, emportant avec eux une partie de l'obscurité.

La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), à présent composée de troupes provenant de l'Ouganda, du Burundi, de Djibouti et du Kenya, a chassé les extrémistes de la capitale en août 2011. Ses forces ont délogé Al-Shebab de la ville portuaire de Kismayo en octobre 2012.

À présent, une génération après sa chute, l'espoir renaît d'un bout à l'autre de Mogadiscio. Les écoles, les magasins et les marchés ouvrent à nouveau. La ville comble ses nids de poule, et le gouvernement norvégien a fait don de lampadaires solaires. Les enfants jouent à leur lueur, et les magasins restent ouverts tard, au service des habitants enhardis.

« Je constate tellement de différences, moi qui suis un résident de Mogadiscio depuis longtemps », déclare à l'Associated Press Abdiiaziz Nur, âgé de 31 ans, tout en fumant un narguilé dans un café local. « Je ne rêvais même plus de pouvoir marcher dans les rues de Mogadiscio ou conduire ma voiture la nuit tombée. Or, nous vivons aujourd'hui un moment glorieux et nous en sommes fiers. »

La liste des nouvelles opportunités économiques est impressionnante :

- La compagnie aérienne Turkish Airlines a commencé ses vols hebdomadaires vers Mogadiscio en août 2012.
- Un entrepreneur américano-somalien a fondé la First Somali Bank en mai 2012, la première banque internationale qui a ouvert ses portes depuis plus de vingt ans.
- Un autre membre de la diaspora somalienne est retourné dans sa ville pour créer sa première entreprise de nettoyage à sec.
- Le théâtre national a rouvert 20 ans après sa fermeture. Le concert d'ouverture organisé en mars 2012 a été diffusé en direct à la télévision.
- Les résidents de Mogadiscio regardent à nouveau les compétitions sportives, ensemble. Al-Shebab avait interdit aux hommes et aux femmes d'être assis côte à côte à de telles manifestations.

Une nouvelle vie renaît dans cette ville d'environ 2 millions d'habitants. Le plan d'affaires du restaurateur Ahmed Jama en est un exemple manifeste. Il est revenu dans la capitale somalienne il y a plus de trois ans et a commencé à cuisiner. Il a ouvert quatre restaurants depuis son retour de Londres et projette d'en ouvrir un cinquième. Il les a tous nommés « The Village ».

Malgré les succès militaires remportés sur al-Shebab dans la ville, un choc d'une grande violence a prélevé un lourd tribut dans l'un des restaurants d'Ahmed Jama le 20 septembre 2012. Cette nuit-là, une foule s'était rassemblée pour prendre un thé et assister à un débat politique au restaurant situé en face du théâtre national. Deux hommes sont entrés dans le restaurant vêtus de gilets explosifs qu'ils ont actionnés. Selon la NPR, 14 personnes, dont trois journalistes somaliens, ont été tuées et 20 autres personnes ont été blessées. Les kamikazes étaient probablement liés à al-Shebab.

Ahmed Jama a fait face à cette tragédie de la seule façon qu'il connaisse. « [Les jours] suivant l'explosion, je suis allé dans la cuisine, pour cuisiner. »

Le restaurant a récemment été rénové et a rouvert ses portes. « Je leur ai montré que je n'allais pas renoncer », atteste Ahmed Jama. « Je leur ai montré que je suis toujours désireux de rester ici. »

DE COMBATTANTS à CAMARADES

PERSONNEL D'ADF

**L'INTÉGRATION DES REBELLES
DANS L'ARMÉE**

*est difficile à mettre en œuvre et est
très compliquée, mais elle peut*

FAVORISER UNE PAIX DURABLE.



u départ, l'idée est déconcertante. Une armée mène une guerre qui se termine par la reddition de l'adversaire ou par un accord de paix. Le gouvernement décide alors que la meilleure manière d'assurer une paix durable est de réarmer les anciens rebelles, de les former, de leur fournir des uniformes et de leur demander de servir aux côtés des membres de l'armée nationale.



« Cela semble réellement paradoxal de décider de rassembler des gens qui se sont entretués et de leur donner des armes », observe Roy Licklider, professeur de science politique à l'Université Rutgers. « Cette idée est déconcertante et la question de savoir comment cela va marcher se pose. »

Et pourtant, cette pratique appelée « intégration des rebelles » dans l'armée a obtenu des résultats concrets. Elle a été utilisée au moins 21 fois entre 1971 et 2004, selon les recherches réalisées par Roy Licklider, et ces programmes ont été couronnés de succès 14 fois. Roy Licklider incite à la prudence en précisant que ses critères de définition de la paix sont généreux. En effet, il inclut dans cette notion la plupart des résultats à l'exception d'un retour à une bataille rangée. Cependant, il a, en général, constaté des résultats légèrement meilleurs lorsque les accords de paix incluent l'intégration des rebelles.

« En théorie, il semble possible de parvenir à une intégration au niveau individuel. En pratique, cela fonctionne effectivement », affirme Roy Licklider.

Or, tout le monde ne partage pas cette opinion. D'après les chercheurs Katherine Glassmyer et Nicholas Sambanis de l'Université de Yale, lorsque les pays mettent en œuvre l'intégration des rebelles, la durée de la paix (42 mois) est pratiquement la même que lorsque les pays n'emploient pas d'intégration des rebelles (41 mois).

Tous s'accordent à dire que l'intégration des rebelles est un processus très compliqué. Il n'y a pas besoin de chercher bien loin en Afrique pour observer le meilleur et le pire de ce qui peut arriver quand d'anciens rebelles sont intégrés au sein

d'armées nationales.

En Namibie, d'anciens opposants rebelles servent côte à côte dans une armée intégrée depuis le début des années 1990. Dans ce pays, la Force de défense namibienne (Namibian Defence Force ou NDF), qui compte

8.000 membres, inclut des ex-combattants issus de l'Armée populaire de libération de la Namibie (People's Liberation Army of Namibia ou PLAN) et aussi des Forces territoriales du Sud-Ouest Africain (South West Africa Territorial Force ou SWATF), lesquels étaient jadis des ennemis implacables. La NDF est devenue un pilier régional capable de contribuer à des missions de maintien de la paix et de faire face à des menaces intérieures, comme en 1998 lors d'une tentative de sécession par des militants dans la bande de Caprivi, au nord-ouest du pays.

« Il y a eu quelques incompréhensions, en particulier de la part des deux parties en présence, à savoir les ex-combat-

tants du PLAN et ceux du SWATF », explique Victor Simunja, l'ancien vice-ministre de la Défense de la Namibie. « En revanche, malgré ces incompréhensions, notre intégration a été exemplaire, et je suis résolument convaincu qu'elle a influencé le comportement général du public. »

L'Afrique du Sud affiche fièrement ses succès similaires. Dans ce pays, les chefs de l'Armée, de l'Armée de l'air, de la Marine et de la Force nationale de défense sud-africaine étaient tous à un moment donné membres d'Umkhonto we Sizwe, la branche militaire du Congrès national africain. Pendant l'apartheid, ils étaient considérés comme des extrémistes et des ennemis de l'État. À présent, ils saluent le drapeau national et servent dans une armée intégrée.

« Le cas de l'Afrique du Sud est étonnant »,

remarque Roy Licklider. « Ils ont fusionné huit unités militaires différentes de groupes variés, pas simplement de cultures différentes mais parlant des langues différentes. Et ils ont placé des officiers noirs à des postes de commandement. Pour moi, l'Afrique du Sud montre l'exemple de façon éclatante. »

Toutefois, il est tout aussi facile de trouver des exemples de programmes qui ont échoué. En 2012, dans la République démocratique du Congo, d'anciens rebelles qui ont été intégrés dans les forces armées congolaises (les FARDC) se sont



AFP/GETTY IMAGES

Des membres du mouvement rebelle « Liberians United for Reconciliation and Democracy » (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) patrouillent à bord d'un camion en septembre 2002, près de la ville de Kolahun, dans le nord du Liberia.



mutinés et sont revenus à leurs anciennes pratiques. Vêtus d'uniformes flambants neufs et dotés de nouvelles armes, ils ont formé un groupe rebelle connu sous le nom de M23, qui a terrorisé les civils, occupé des bandes de terre de l'est de la RDC, riches en minerais, et menacé de renverser le gouvernement.

Un analyste a écrit que le pays « récoltait les fruits pourris » d'une intégration militaire réalisée à la hâte et mal conçue.

« Les gouvernements devraient faire preuve de la plus grande prudence lorsqu'ils examinent la viabilité de la pratique consistant à confier éventuellement des missions de sécurité à des extrémistes et des ex-combattants », avertit Prosper Nzekani Zena, un colonel congolais à la retraite, dans un article écrit pour le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

Des pays tels que la Libye, le Soudan du Sud, la Côte d'Ivoire et la République centrafricaine sont en train d'évaluer les avantages potentiels de l'intégration des rebelles dans l'armée comme moyen d'instaurer la réconciliation nationale. Néanmoins, les chercheurs demeurent divisés sur la question de savoir s'il est judicieux de mettre en place une telle stratégie au regard des possibilités d'échec qui restent importantes.

Exemples de tentatives dans l'histoire

La question de l'intégration au sein d'une armée ne constitue pas une nouveauté. Alexandre le Grand a intégré des dizaines de milliers de Perses dans son armée macédonienne au III^e siècle avant J.-C. En outre, Jules César a souvent enrôlé des soldats de pays conquis dans son armée romaine.

Cependant, de toute évidence, la tactique a suscité beaucoup d'intérêt ces dernières années. Katherine Glassmyer et Nicholas Sambanis ont établi que l'intégration des rebelles a été utilisée dans près d'un tiers de tous les processus de paix engagés au cours des années 1990. Il s'agit d'une nécessité, car les guerres civiles modernes se terminent rarement par une victoire décisive de l'un des deux camps. Souvent, les conflits intérieurs prennent fin avec un cessez-le-feu négocié suivi d'un accord de partage du pouvoir.

Le partage du pouvoir va au-delà du « gouvernement d'unité » formé lorsqu'un président et un premier ministre acceptent de collaborer. Généralement, il consiste soit en l'absorption des anciens extrémistes dans l'armée nationale, soit en la jonction des deux camps pour former une nouvelle armée. Le chercheur Mark Knight a symbolisé la deuxième option par la formule « 1 + 1 = 3 ».

Avantages de l'intégration des rebelles

1. Elle renforce la confiance. Les parties à un conflit hésitent à croire que leurs adversaires sont sérieux à propos de la paix et de la réconciliation. Les groupes rebelles ont la réputation

de signer des accords de paix, pour ensuite se cramponner à leurs armes et rester en alerte en cas de reprise de la violence. « Vous découvrirez qu'ils n'ont remis qu'une arme sur les cinq qu'ils possèdent et qu'ils ont enterré les quatre armes restantes » explique le professeur nigérian J. Bayo Adekanye. « Si la paix ne s'installe pas durablement, ils commencent alors à revenir chercher les armes qu'ils ont enfouies. » L'intégration à l'armée est un geste concret, qui comporte un coût et envoie un message à tous les combattants. Cette décision les informe que les dirigeants prennent la paix au sérieux.

2. Elle aide à résoudre le problème de l'emploi. À la fin des hostilités, parfois des dizaines de milliers d'ex-combattants sont dépourvus de revenus ou de compétences professionnelles. De nombreux pays essaient de faciliter le retour des combattants à la vie civile au moyen de programmes de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) qui les aident à trouver des emplois comme agriculteur, chauffeur de taxi ou artisan. Néanmoins, la vocation la plus naturelle pour eux est de rester soldats. L'intégration des rebelles contribue à réduire le nombre de combattants qu'il est nécessaire de démobiliser et de renvoyer à la vie civile.

3. Elle crée une identité nationale. L'intégration des rebelles aide à constituer une armée qui représente l'ensemble du pays. Lorsque l'armée inclut des individus de toutes les régions d'un pays et de tous les groupes ethniques, elle est considérée comme davantage légitime par les habitants. Selon J. Bayo Adekanye, une armée qui met fin à une guerre sans incorporer l'ensemble des groupes ethniques, des régions ou des religions au sein de ses forces armées ne fait que retarder le redémarrage du conflit. Il donne à cette reprise des hostilités le nom d'effet « boomerang ».

Inconvénients de l'intégration des rebelles

1. La suspicion sur la loyauté. Lorsque des unités de rebelles sont incorporées dans l'armée sans que soient démantelées leurs anciennes structures de commandement, elles sont davantage susceptibles de continuer à se comporter comme par le passé. Ceci s'est produit en RDC lorsque des rebelles d'un groupe connu sous le nom de RCD-Goma ont été intégrés dans les FARDC mais ont conservé leur structure de commandement intacte et ont continué à contrôler de précieuses ressources minérales. En conséquence, en 2012, ces unités ont déclaré la guerre au gouvernement. Un exemple encore plus spectaculaire de « loyauté suspecte » est la tentative de réformer l'armée au Cambodge dans les années 1990. Dans ce pays, selon Mark Knight, un gouvernement de coalition a insisté sur le maintien de deux structures parallèles pour l'armée et la police. Ces deux composantes antagonistes du secteur de la sécurité se sont souvent affrontées. En 1997, la plus puissante des deux armées a réalisé un coup d'État.

2. Elle doit être intégralement mise en œuvre. Les



AFP/GETTY IMAGES

Des rebelles du mouvement M23, qui opère dans de la République démocratique du Congo, sont photographiés à Kinshasa après avoir été capturés par les forces gouvernementales en décembre 2012.



AFP/GETTY IMAGES

Des soldats libyens sont au garde-à-vous pendant une cérémonie de fin de programme en décembre 2012. Après une guerre civile qui a renversé le régime du colonel Mouammar Kadhafi, la Libye envisage diverses manières d'intégrer les ex-rebelles au sein d'éléments de l'ancienne armée afin de créer un nouveau secteur de la sécurité.



stratégies d'intégration des rebelles sont coûteuses et risquées. Elles mettent également du temps à s'enraciner. Le Mozambique a récemment subi les menaces d'un retour à la violence après plus d'une décennie d'intégration dans l'armée. En effet, l'intégration des rebelles ne peut pas être mise en œuvre qu'à moitié. En réalité, dans son évaluation, Mark Knight a observé que la présence de programmes d'intégration des rebelles faiblement ou partiellement mis en œuvre accroît la probabilité d'un retour de la guerre, davantage que l'absence de tout accord en la matière. De ce fait, il est d'autant plus essentiel que l'intégration des rebelles soit appuyée par une volonté politique et par la détermination à voir ce processus mené à son terme pendant de nombreuses années.

3. Méfiance de la part de la population civile. De nombreux accords d'intégration des rebelles consistent à incorporer des extrémistes qui ont menacé des civils dans le passé. Lorsque cette population civile s'aperçoit que ses ennemis d'antan arborent l'uniforme de l'armée nationale, une telle prise de conscience a la faculté de délégitimer l'ensemble des forces armées.

Meilleures pratiques

Il n'existe pas de plan directeur pour mettre en œuvre l'intégration des rebelles. Toutefois, les chercheurs ont recensé quelques-unes des meilleures pratiques qui ont historiquement accru les taux de réussite.

1. Séparer les rebelles de leur structure de commandement précédente. L'intégration des rebelles fonctionne de manière optimale lorsqu'elle est tentée au niveau « individuel » plutôt qu'au niveau de l'« unité ». Ceci nécessite de répartir les ex-combattants au sein des unités existantes, au lieu de leur permettre de conserver leur réseau établi et leur contrôle territorial. Par ailleurs, il est avantageux d'intégrer les ex-rebelles approximativement au même grade que celui qu'ils avaient dans leur structure précédente. Cette pratique évite de créer du ressentiment et de faire retomber les rebelles dans leurs pratiques antérieures.

2. Fournir une formation. Certaines armées intégrées ont jugé utile de recommencer la formation des ex-combattants. La Namibie, par exemple, a offert à ses unités intégrées un module de formation de huit semaines qui prévoit l'entraînement au maniement des armes à feu et la préparation aux fonctions de commandement. Roy Licklider affirme que ses recherches ont montré, de manière quelque peu surprenante, que les programmes de formation pour les armées intégrées n'ont pas besoin d'être exhaustifs ou rigoureux. « Ils ne nécessitent pas de formation exotique et de personnel ayant des compétences en anthropologie ou autres », observe-t-il. Au lieu de cela, d'après Roy Licklider, la forte culture de l'unité militaire a tendance à se substituer à des allégeances passées et oblige les nouvelles recrues à améliorer leurs performances. « L'armée peut presque devenir l'équivalent d'un groupe ethnique parce qu'il s'agit d'une expérience totale », ajoute

Roy Licklider. « L'identité de soldat l'emporte sur votre identité ethnique. Ceci dit, cela ne marche pas toujours, mais c'est ainsi que cela se passe la plupart du temps. »

3. Faire appel à une assistance extérieure. Dans certains cas, des armées récemment intégrées ont jugé utile de faire venir des instructeurs étrangers. Ces instructeurs sont doublement utiles : ils apportent des connaissances précieuses et servent d'arbitres impartiaux empêchant un retour à la violence. La British Military Advisory and Training Team (équipe militaire britannique consultative en matière d'instruction) a joué ce rôle en Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Sierra Leone.

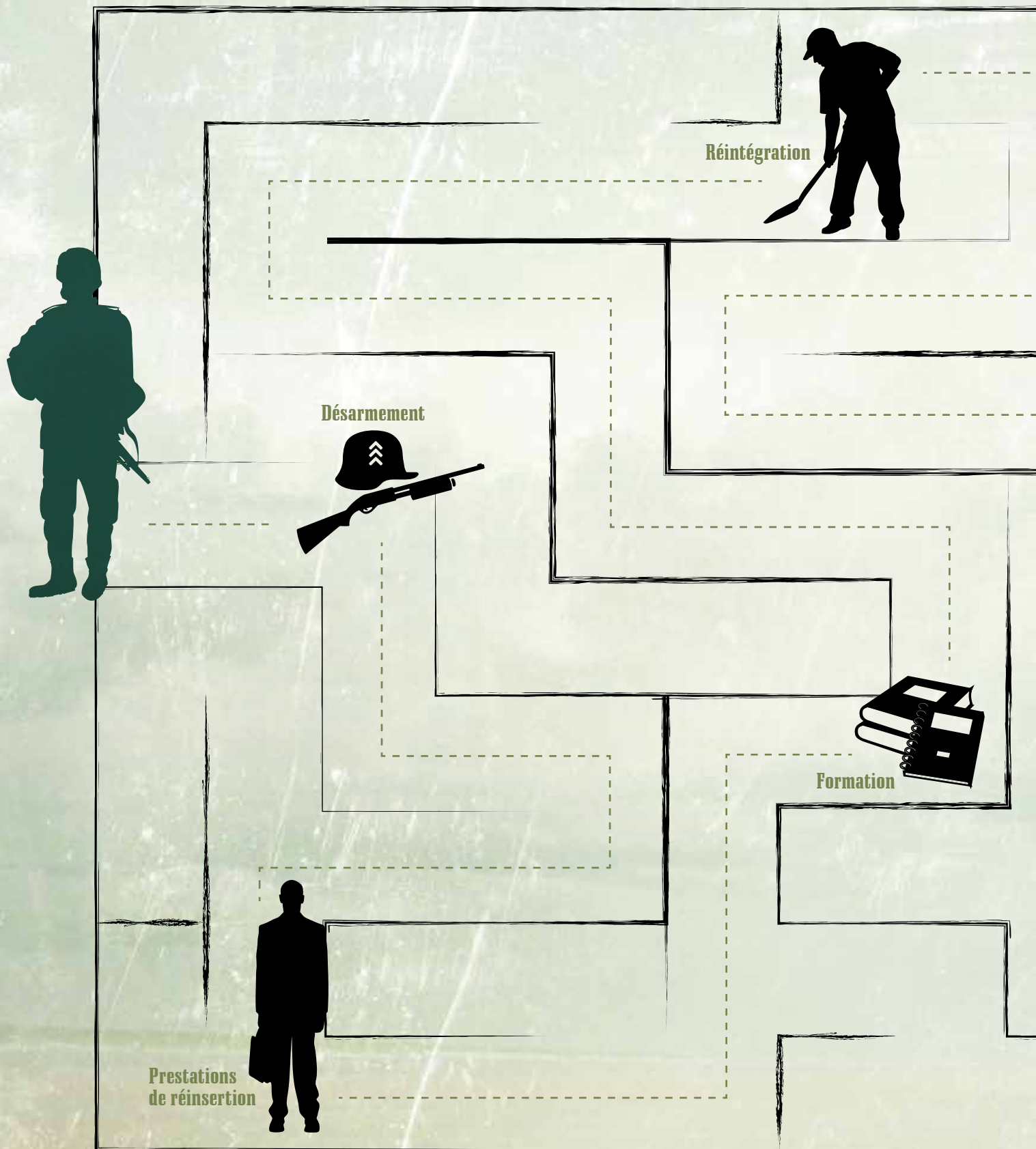
4. Changer l'image de marque de l'armée. Dans certains cas, des armées récemment intégrées décident de modifier leur image de marque avec de nouveaux uniformes, de nouveaux insignes et même un nouveau nom. Une telle initiative débarrasse l'armée du discrédit associé aux régimes précédents, qu'elle neutralise aux yeux des nouvelles recrues. Une autre manière de changer l'image de l'armée est de mettre les soldats au travail sur des projets d'infrastructure, comme la construction de ponts, le terrassement des terres agricoles et le drainage des marais. « Normalement, les armées permanentes n'aiment pas ces tâches », précise J. Bayo Adekanye. « En revanche, un État en situation post-confliktuelle qui est encore dans une dynamique de guerre peut commencer à utiliser ses forces armées dans une dynamique de paix. Il est important que les membres des forces armées ne restent pas dans les casernes à boire ou à jouer aux cartes ; ils doivent participer à la reconstruction. »

5. Mettre en place un programme civil de DDR. Comme cela a été mentionné précédemment, il n'est pas possible ni même souhaitable dans la plupart des cas d'intégrer tous les anciens rebelles dans l'armée nationale. De nombreux États en situation post-confliktuelle ont réellement besoin de diminuer les effectifs de leurs forces de sécurité. Par conséquent, il est crucial que les anciens extrémistes aient la possibilité de s'enrôler dans un programme dans le cadre duquel ils recevront une rémunération, une formation professionnelle et un soutien psychologique pour faciliter leur transition à la vie civile.

6. Partager le pouvoir politique. Il est pratiquement impossible pour une armée intégrée d'exister en dehors d'un système politique intégré. Au mieux, une armée intégrée soutient la consolidation de la paix civile et le partage du pouvoir. Lorsque l'accord politique est chancelant, l'armée a tendance à suivre, et il y a un retour à la violence. « L'accord de paix ne peut pas se substituer à la consolidation de la paix politique, sociale et économique », conclut J. Bayo Adekanye. « Ces trois formes de consolidation procurent les racines pivotantes qui favorisent une paix durable. »

Les parties à un conflit hésitent à croire que leurs adversaires prennent la paix et la réconciliation au sérieux.

Au mieux, une armée intégrée soutient la consolidation de la paix civile et le partage du pouvoir. □





DE RETOUR DU CHAMP DE BATAILLE

**Des programmes de réintégration bien planifiés
sont essentiels au maintien de la paix**

RÉCIT DU PERSONNEL D'ADF
PHOTOS DE L'AFP/GETTY IMAGES

LA question de l'avenir des soldats après la fin des hostilités est presque aussi ancienne que l'histoire des combats armés elle-même. Depuis des millénaires, les chefs militaires et les gouvernements ont toujours été aux prises avec ce dilemme.

Jules César a fait couper la main droite de centaines de soldats gaulois qui lui causaient des ennuis. Il les considérait comme une menace, et il n'avait pas de temps à perdre avec un programme avancé de formation professionnelle ou de transition vers la vie civile. Sa solution expéditive et brutale était le produit de son temps.

Des siècles plus tard, Napoléon a expédié à Haïti par voie maritime des milliers de ses soldats après qu'il les avoir soupçonnés de républicanisme. Nombre d'entre eux ont péri, soit aux mains des forces révolutionnaires de Toussaint L'Ouverture, soit à cause de maladies.

Après la Seconde Guerre mondiale, les soldats anglais démobilisés ont reçu un petit pécule et un costume, en guise d'aide à la transition vers la vie civile.

Ces solutions simples, à courte vue, ne sont plus possibles. Il convient de procurer aux combattants quelque chose qui les aidera à commencer une nouvelle vie une fois le champ de bataille quitté.

À mesure que les pays africains se lancent dans des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des ex-combattants, il est de leur intérêt de se pencher très attentivement sur les procédures de réintégration. La réintégration est le « processus par lequel

ILLUSTRATION D'ADF

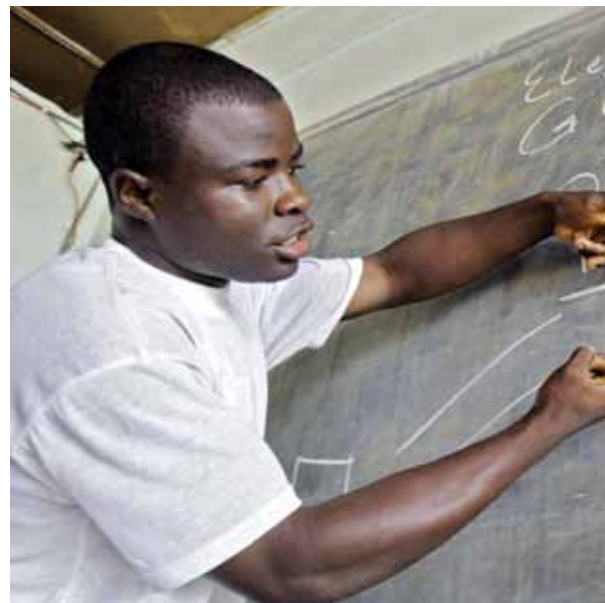
les ex-combattants acquièrent un statut civil et accèdent à des formes civiles de travail et de revenu », d'après un rapport sur l'atelier « Identifying Lessons from DDR Experiences in Africa » (Identifier les enseignements tirés des expériences de DDR en Afrique) qui s'est tenu à Accra, au Ghana. « La réintégration consiste à acquérir une nouvelle formation et un emploi. Par conséquent, il est d'une importance cruciale de promouvoir l'appropriation du processus à l'échelle locale. Comme chaque situa-

TYPES D'ASSISTANCE

Selon le MDRP, l'assistance à la réintégration peut comporter de l'aide à court et à moyen terme. L'assistance initiale comporte habituellement une aide en espèces et en nature, notamment des vêtements, des articles de toilette et d'autres fournitures de base, ainsi que des vivres, des articles ménagers et des fournitures agricoles, comme des semences et des outils. Cette assistance est couramment désignée par l'expression « appui à la



Des ex-combattantes de la guerre civile au Liberia apprennent la couture au Centre de formation professionnelle Grace Outreach à Monrovia.



tion est différente, la réintégration doit être adaptée en fonction d'un vécu économique et culturel spécifique. »

ÉVALUATION DES BESOINS

En 2007, 19 pays avaient des programmes de DDR actifs, dont 14 en Afrique. Au total, 1,1 million d'ex-combattants ont participé à un programme de DDR à un titre quelconque. Quatre-vingt-dix pour cent des combattants admissibles à la démobilisation étaient originaires d'Afrique, selon un rapport sur le processus de DDR paru en 2008. Le coût des 19 programmes est de 1,6 milliard de dollars, soit en moyenne 1.434 dollars par combattant démobilisé.

C'est une chose de retirer les armes des mains des combattants. C'en est une autre de veiller à ce qu'ils ne les reprennent plus jamais. Pour cette raison, la réintégration est la phase du processus de DDR qui présente le plus de défis.

Le Programme multipays de démobilisation et de réintégration (Multi-Country Demobilization and Reintegration Program ou MDRP) est le programme le plus important de ce type. Il a été établi pour porter assistance à 400.000 ex-combattants dans neuf pays de la région des Grands Lacs en Afrique centrale. En septembre 2006, le MDRP a publié un article recensant les meilleures pratiques et les enseignements les plus utiles pour la réussite des programmes de réintégration.

réinsertion ». Cet appui est destiné à assurer les besoins élémentaires d'installation des ex-combattants et des personnes à leur charge. Sa durée est généralement de six à douze mois.

Un tel appui est alors suivi de deux types d'assistance à moyen terme. D'une part, la « réintégration économique » aide les participants au programme à trouver des moyens d'existence durables. D'autre part, la « réintégration sociale » favorise leur insertion dans la vie civile et les aide à « participer à la vie sociale, culturelle, religieuse et politique de leurs communautés ».

Le MDRP indique trois principes directeurs pour la réintégration.

La réconciliation doit être encouragée entre les ex-combattants et les civils dans les communautés où ils sont installés. Les ex-combattants doivent être aidés à avoir le même niveau de vie que celui dont bénéficient les membres de leur communauté. Cet appui doit bénéficier à l'ensemble de la communauté, lorsque cela est possible, pour éviter le ressentiment. En outre, les programmes doivent s'appuyer sur les institutions locales existantes au lieu d'en créer de nouvelles. L'un des objectifs est d'éviter de perturber les économies locales.

L'assistance doit se traduire par des moyens d'existence durables pour les ex-combattants. Par exemple, les profils socio-économiques peuvent être utilisés pour faire en sorte que l'appui corresponde bien aux besoins,

aux compétences, aux préférences et à l'expérience des ex-combattants.

Les capacités des structures et institutions nationales doivent être renforcées grâce à l'appui à la réintégration.

Les dirigeants du pays et de la société civile doivent être associés à la mise en place des programmes de réintégration. Ces programmes doivent être décentralisés et incorporer les organisations et dirigeants locaux.

Des offres décentralisées permettent aux ex-combat-

tants d'accéder plus facilement aux programmes au niveau local. En 1991, après 29 années de guérilla, le gouvernement de transition de l'Éthiopie a créé la Commission pour la réhabilitation des anciens membres de l'armée et des anciens combattants handicapés. La commission a dirigé avec succès l'un des plus importants efforts de réintégration sur le continent. Le MDRP attribue son succès en partie à la liaison établie entre les groupes et partenaires gouvernementaux à l'échelon local et national.

« En accueillant la participation des bureaucrates gouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des représentants des communautés locales et des ex-combattants, ces comités ont encouragé

la communication et la coordination entre les différents acteurs ainsi qu'un sens de responsabilité partagée à l'égard de la réussite du programme », explique le MDRP.

MEILLEURES PRATIQUES

Le MDRP et d'autres sources évoquent des thèmes communs lorsqu'ils examinent les meilleures manières d'envisager les programmes de réintégration. Voici certaines de ces suggestions.

Il faut affecter les ressources envisagées pour les programmes de réintégration dès le commencement du processus de DDR. La réintégration est parfois considérée comme un point secondaire après l'urgence du désarmement et de la démobilisation. En Sierra Leone, les responsables ont accordé la priorité aux exigences découlant des deux premières composantes du processus de DDR, pensant que la réintégration pourrait être abordée ultérieurement. En conséquence, il a fallu attendre une année après la fin de la démobilisation pour que l'assistance économique soit mise à la disposition des ex-combattants. Le lancement de la réintégration en temps opportun atténue le risque de voir ces programmes perdre de leur crédibilité et n'atteindre qu'une faible participation.

Les programmes doivent comporter une communication régulière avec tous les partenaires. Les ex-combattants doivent être informés des programmes afin d'y participer. Les participants potentiels doivent connaître les services et les procédures, tous les changements apportés aux offres des programmes mais aussi les services supplémentaires qui sont à leur disposition en tant que membres de la communauté.

« La communication directe avec les ex-combattants est particulièrement essentielle dans la première période



Un instructeur enseigne à des ex-combattants libériens des compétences en électricité.

QUESTIONS À EXAMINER LORS DE LA CONCEPTION DE L'APPUI À LA RÉINTÉGRATION

Le Programme multipays de démobilisation et de réintégration suggère que les questions suivantes figurent au premier plan des efforts de mise en place d'un programme efficace.

- Comment la réintégration est-elle définie et comment sera-t-elle mesurée ?
- Quels sont les besoins et les attentes des ex-combattants en matière de réintégration ?
- Quelles sont les opportunités existantes en vue de favoriser la réintégration (par exemple, du point de vue des demandes du marché, de la dotation en personnel dans la fonction publique, des programmes de développement complémentaires) ?
- Quelles sont les contraintes majeures qui entravent la promotion de la réintégration (par exemple, les contraintes relevant de l'accès à la terre, des connaissances en matière de crédit ou des capacités institutionnelles) ?
- Quelles données socio-économiques et études préparatoires sont nécessaires pour guider le développement et la mise en œuvre des programmes ?
- Comment les programmes peuvent-ils être coordonnés avec les activités des partenaires et les autres programmes de développement social et économique, la prestation de services sociaux et la consolidation de la paix ? Comment tirer parti de tout cela ?
- Quels mécanismes sont adéquats et utilisables pour apporter l'aide à la réintégration ?
- Quelle institution sera responsable de la gestion des programmes de réintégration ?
- Comment sera promue la participation des partenaires et leur appropriation du processus ?
- Comment seront pris en compte les besoins des groupes vulnérables d'ex-combattants ?
- Comment les informations sur le programme seront-elles diffusées aux ex-combattants et aux populations locales ?
- Qu'est-ce qui sera nécessaire pour effectuer efficacement un suivi du programme et son évaluation mais aussi pour s'assurer qu'il est à même de s'adapter en fonction des commentaires régulièrement apportés ?
- Comment les mesures visant à éviter un recrutement et à suivre les décisions de renouvellement de recrutement seront-elles incluses ?
- Quelle est la stratégie de fin de financement pour le programme ?

suivant la démobilisation, à un moment où les responsables militaires pourraient tenter d'utiliser les informations pour conserver les structures de commandement et de contrôle mais aussi exercer une influence sur les possibilité de réintégration et les ressources qui y sont affectées », ajoute le MDRP.

D'autre part, une communication insuffisamment planifiée peut se traduire par des problèmes liés à l'accès aux services et à leur qualité.

Des partenariats doivent être développés pour appuyer les programmes de réintégration. Le fait de travailler en équipe avec les partenaires locaux peut renforcer les programmes de réintégration à court terme tout en favorisant le développement à long terme de la communauté.

Il faut travailler à la décentralisation. Des programmes décentralisés peuvent assurer un meilleur accès, améliorer la flexibilité des programmes et tirer parti des possibilités locales. Une manière d'assurer la décentralisation est de mettre en place un réseau de bureaux régionaux. Une liste du MDRP de sept pays africains montre qu'au moins 75 pour cent des bureaux de réintégration se situaient en dehors des capitales de ces pays.

Il faut élaborer des programmes qui vont au-delà des objectifs à court terme de démilitarisation et de désarmement mais aussi appuient la paix et la stabilité à long terme. Au Mozambique, le Plan d'appui à la réintégration (Reintegration Support Scheme ou RSS) et le Système d'orientation

APERÇU DES INITIATIVES DE DDR EN AFRIQUE DEPUIS 1990

PAYS	DURÉE	ESTIMATION DU NOMBRE DE COMBATTANTS	NOMBRE DE COMBATTANTS DÉMOBILISÉS	NOMBRE DE COMBATTANTS RÉINTÉGRÉS	BUDGET (en millions de dollars)
Namibie	1989-1999	Non disponible	57.000	11.950	Non disponible
Mozambique	1992-1994	100.000	92.000	Non disponible	Non disponible
Tchad	1992-1996 (Phase I) 1996-1997 (Phase II) 1999 (programme pilote de réintégration)	27.179	27.179	Programmes abandonnés	12
	2005-2010	9.000	Jamais mis en œuvre	Jamais mis en œuvre	10
Afrique du Sud	1995-2001	22.000	7.081	4.758	50
Rwanda	1997-2001 (Phase I) 2001-2008 (Phase II)	57.000	29.794	43.891	68
Sierra Leone	1998 (Phase I) 1999-2000 (Phase II) 2002-2004 (Phase III)	84.200	71.043	54.000	45
Éthiopie	2000-2003	148.000	148.000	148.000	174
Ouganda	2000- Présent	50.000	26.288	5.335	8
Guinée-Bissau	2001-2006	12.595	12.129	4.261	13
	2008-Présent	3.120	Reporté	Reporté	Non disponible
Angola	2002-2008	105.000	97.390	92.297	246
Somalie	2003-2007	53.000	1.500	505	3
Liberia	2003-2008	103.019	101.495	59.831	110
Côte d'Ivoire	2003-2007 (Phase I) 2007-2010 (Phase II)	48.000	17.601	0	40
	2011-Présent	100.000	Pas encore commencé	Pas encore commencé	Non disponible
République centrafricaine	2004-2007	7.565	7.556	7.556	13
	2009-Présent	19.100	6.431	Pas encore commencé	Non disponible
Burundi	2004-2008	35.000	26.283	21.012	84
RDC	2004-2010	240.000	159.670	77.780	275
République du Congo	2005-2008	30.000	Non disponible	15.179	25
Niger	2006-2007	3.160	3.160	3.160	2
Soudan (Darfour)	2008-Présent	4.700	5.363	303	Non disponible
Soudan du Sud	2009-2011 (Phase I) 2012-2017 (Phase II)	150.000	12.523	8.307	165
Nigeria	2009-2014	30.000	26.358	6.549	63
Libye	2011-Présent	150.000	Pas encore commencé	Pas encore commencé	Non disponible

Sources : ces chiffres sont basés sur diverses estimations calculées à partir de multiples documents, études commandées et rapports d'actualité provenant des Nations Unies et de la Banque mondiale. Ils ont été compilés par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique.



Un homme qui a perdu une partie de sa jambe pendant la guerre en République démocratique du Congo attend, en compagnie d'autres ex-combattants, de recevoir des prestations de réinsertion dans un centre de démobilisation en 2006.

pour l'information ont fourni aux soldats démobilisés 18 mois de décaissements. Le RSS a également procuré des kits dotés d'outils agricoles, de semences et trois mois de rations alimentaires, selon un article de l'Université George Mason paru en 2007.

Des projets de réintégration économique doivent être mis en œuvre pour encourager la réconciliation nationale. D'après l'étude réalisée par cette université, la communauté internationale doit aider à financer les programmes de formation destinés aux ex-combattants, parce que nombre d'entre eux sont dépourvus de qualifications professionnelles civiles. En règle générale, les pays qui démobilisent ne sont pas en mesure de financer de tels programmes.

Cette aide finit par bénéficier à l'ensemble de la communauté parce qu'elle aide à embaucher les ex-combattants et à conduire à la stabilité à long terme.

Les programmes de réintégration doivent répondre aux besoins de groupes vulnérables, tels que les combattantes et les enfants soldats, mais aussi de ceux qui souffrent de maladies chroniques. De tels groupes sont confrontés à des difficultés tout à fait particulières et ne doivent pas être oubliés dans les initiatives de réintégration. L'étude de l'Université George Mason précise également que les veuves devraient avoir accès à la formation professionnelle, pour leur permettre de s'occuper de leurs enfants.

Des systèmes de gestion, de suivi et d'évaluation

de l'information doivent être mis en place.

L'instauration d'une bonne gestion de l'information au démarrage des programmes assure une collecte adéquate des données, contribue à éviter le double versement de prestations et permet d'apporter des « rectifications à mi-parcours et des améliorations dans les activités du programme », selon le MDRP.

Des contrôles financiers doivent être adoptés.

Les programmes de réintégration sont onéreux et impliquent souvent quantité de financements internationaux, de transactions et de versements en espèces aux participants. L'impossibilité d'éviter le gaspillage et la corruption peut saper la confiance que les partenaires, les donateurs et mêmes les parties aux accords de paix connexes leur accordent. Malgré leur coût, le fait d'employer des cabinets de comptabilité publique ou des gestionnaires de projets peut réduire des pertes potentielles et maintenir la confiance.

Une stratégie de fin de financement doit être définie. Bien que la réintégration soit un processus à long terme pour les ex-combattants, les institutions apportant leur assistance devraient avoir des durées de vie limitées. Ceci évite de créer des mécanismes de dépendance chez les participants et accroît la probabilité de voir la réintégration insérée dans des initiatives de grande ampleur. En conséquence, la durée de l'assistance doit être clairement établie pour les ex-combattants depuis le début. □



À travers le continent, les ex-combattants
trouvent des vocations aussi diverses que les
conflits qu'ils laissent derrière eux.

Un ex-combattant tient dans sa main des balles à Attécoubé, en Côte d'Ivoire. Il est l'un des nombreux participants à une opération de désarmement, démobilisation et réintégration conduite dans la région par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

la vie

APRÈS LE FUSIL

PERSONNEL D'ADF

Alors que Foday quittait l'enfance pour entrer dans l'adolescence, la seule compétence qu'il avait acquise était de savoir utiliser une arme. À l'instar de milliers d'autres jeunes sierra-léonais, il a raté sa scolarité parce qu'il apprenait comment tuer et survivre au milieu de la guerre civile sanglante ravageant son pays.

Maintenant qu'il approche la trentaine, Foday vit avec sa femme et sa fille dans un logement d'une pièce. « Quand j'avais 11 ans, des hommes armés sont venus dans mon village », raconte-t-il au quotidien britannique *The Guardian*. « Tout le monde s'est éparpillé dans la brousse, mais je suis resté pour m'occuper de ma grand-mère. Les hommes en armes se sont emparés de moi et m'ont dit que, si je ne les rejoignais pas, ils me tueraient ou me couperaient la main. Alors je les ai rejoints, et ils m'ont accepté. »

Des jeunes gens armés comme Foday font face à un avenir incertain. L'un peut très bien combattre du côté des forces gouvernementales. Un autre peut être lieutenant dans une faction rebelle.

Si un combattant de ce type survit au-delà d'une trêve ou d'un accord de paix, le sentiment d'incertitude qu'il éprouve va continuer à le marquer. Il se peut qu'il remette son arme dans le cadre d'une campagne de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Mais sans elle, que va-t-il faire ? Comment va-t-il survivre, lui et peut-être sa famille ?

Faire revenir les ex-combattants dans la société en tant que participants productifs et pacifiques est une difficulté primordiale dans les programmes efficaces de DDR. Dans l'ensemble des pays du continent, les ex-combattants ont effectué une transition vers divers métiers. Certains emplois ont été créés dans le sillage de programmes structurés de réintégration.

D'autres ont évolué en fonction des nécessités et des opportunités locales ou régionales.

Les programmes et les possibilités d'emploi varient, comme leur degré de réussite. En regardant l'ensemble du continent, les ex-combattants font à peu près tout : ils remontent les rues bourdonnantes en mototaxis, rejoignent des coopératives de parcs de stationnement ou élèvent des porcs.

Sierra Leone

Foday a passé 10 ans à se battre dans la jungle pendant la guerre civile de Sierra Leone. À présent, à l'instar de milliers d'autres ex-combattants, il travaille comme conducteur de mototaxi dans ce pays déchiré par la guerre.

Une infrastructure en mauvais état et des routes endommagées rendent le transport problématique. La solution a été d'augmenter



Des conducteurs de mototaxis circulent dans les rues de Freetown, en Sierra Leone. Après des années de guerre civile, de nombreux ex-combattants ont commencé une nouvelle vie en conduisant des mototaxis dans les villes les plus importantes du pays.

le nombre des chauffeurs de mototaxis, connues sous le nom d'Okada, un terme désignant une motocyclette au Nigeria. Ce véhicule a fourni des emplois à des milliers d'ex-combattants, qui ont peut-être combattu dans des camps opposés, mais à présent travaillent ensemble. Sur ces motos conduites par les ex-combattants, montent les victimes civiles de la guerre, les bras serrés autour de la taille des conducteurs.

C'est un travail dangereux et peu lucratif. Généralement, les conducteurs louent les motos et certains ne gagnent pas plus de 1 dollar par jour. Pourtant, il y a des aspects positifs à cette situation.

« Ce qui rend ce cas si intéressant, outre le fait qu'il s'agit d'un phénomène récent [postérieur à la guerre], c'est que les motards se sont organisés dans le cadre d'une association professionnelle s'inspirant en partie des modalités liées aux anciens groupes combattants », observe le sociologue Krijn Peters.

Il ajoute que les villages dont ils sont originaires exposent les ex-combattants à des vengeances possibles. Toutefois, dans les plus grandes villes, ils ont davantage de liberté de mouvement, et cela offre plus de possibilités, y compris l'aptitude à créer des niches de marché. Les mototaxis, pourtant couramment utilisées dans certains pays, étaient auparavant pratiquement inconnues en Sierra Leone. À présent, elles figurent parmi les changements les plus visibles de l'après-guerre, en particulier dans les quatre principales villes provinciales de Bo, Kenema, Makeni et Koidu. Les ex-combattants exploitent la plupart des taxis.

Les taxis de l'ancien système (essentiellement des minibus et des petites voitures) devaient se cantonner aux routes principales et emprunter des itinéraires fixes. Après la guerre, ces taxis ont pour la plupart disparu. Les motos du type Honda 125 cc et de diverses marques chinoises se fauillent à présent dans les rues, grandes ou petites, en quête de passagers. Ils se rendent directement à leurs destinations, et pas dans les points d'arrêt centraux. En revanche, les tarifs sont plus élevés, la course est plus dangereuse et la pluie peut tremper les passagers.

Pourquoi donc les ex-combattants ont-ils décidé que transporter des passagers sur des motos rapportait davantage que les voler ? Un exploitant de mototaxi de 18 ans à Makeni, se présentant seulement sous le nom d'Abdul, a fourni quelques indications aux chercheurs à ce sujet en 2004.

« La guerre était stimulante, mais c'était mal », a-t-il expliqué. « Être un bon motard, c'est stimulant et c'est bien. Dans le passé, personne n'osait monter sur le siège arrière, parce que nous étions des ex-combattants et qu'ils craignaient de se faire arracher leurs vêtements, violer et voler. Ils avaient peur que nous ayons encore dans le sang nos habitudes de rebelle. Et pourtant, une telle chose ne s'est jamais produite après la guerre. »

Krijn Peters a ainsi observé : « Comme le témoignage d'Abdul l'indique clairement, la stimulation fait partie intégrante de ce qui pousse les combattants à faire la guerre. La stimulation offerte par la conduite d'une moto est une alternative acceptable en temps de paix. »

Rwanda

Peu de pays ont connu une histoire récente aussi bouleversée que celle du Rwanda. En effet, ce pays a subi un génocide en 1994 et est le théâtre de combats réguliers depuis lors sur sa frontière occidentale. Dans une tentative de mettre fin à la violence, la Commission de démobilisation et réintégration du Rwanda (CDRR) a travaillé avec plus de 78.000 ex-combattants depuis 2001. Cette commission offre une formation et une assistance aux membres du Front patriotique rwandais (la force qui a mis fin au génocide), aux membres des anciennes forces gouvernementales qui ont précédé le génocide et aux militants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (Democratic Forces for the Liberation of Rwanda ou FDLR), à présent basées en République démocratique du Congo.

La Kigali Veteran Cooperative Society (KVCS, une coopérative d'anciens combattants de Kigali) est une remarquable réussite à cet égard. Cette coopérative d'ex-combattants a créé plus de 500 emplois de surveillance des places de stationnement dans les rues de la capitale. Parmi les postes proposés, figurent ceux d'agents de sécurité, de caissiers, de chauffeurs, de gérants et d'administrateurs de bureau, selon le quotidien *The New Times* du Rwanda.

« Notre priorité est de jouer un rôle dans la lutte contre le chômage chez les jeunes », indique Eugene Kasavubu Gitefano, le directeur des ressources humaines de la coopérative.

En 2012, la KVCS a été désignée par la CDRR coopérative aux meilleures performances du pays, parmi 104 organisations. Le général Bossa Rwemarika, directeur de la KVCS, a déclaré que l'organisation a pour objectif de porter assistance aux ex-combattants et de créer des opportunités d'emploi pour le public. En septembre 2012, l'organisation employait environ 450 personnes, dont la plupart sont des jeunes gens.

La KVCS a commencé en 2004 avec 30 membres, explique Eugene Kasavubu Gitefano au quotidien *The New Times*. Ce nombre a plus que doublé en passant à 70 en septembre 2012. L'organisation propose des services de sécurité pour les véhicules stationnés, à un coût de 100 francs rwandais de l'heure, soit 16 cents.



Un préposé au stationnement travaillant pour la Kigali Veteran Cooperative Society prépare un reçu pour un automobiliste.



Des ex-combattantes des Nouvelles Forces en Côte d'Ivoire préparent l'attieke, de la farine de manioc fermentée, à Bouaké. L'Opération de maintien de la paix des Nations Unies en Côte d'Ivoire a financé l'Initiative 1.000 microprojets de réhabilitation d'ex-combattants.

Les ex-combattants rwandais font plus que garer des voitures. Treize soldats démobilisés vivant avec des handicaps exploitent un broyeur dans le cadre de la coopérative Igisubizo cy'Amajyambere du village de Rugende. En 2012, la Banque de Kigali a fait don d'un broyeur industriel à la coopérative.

« Nous pensons que, malgré notre handicap, nous pouvons encore participer à des activités génératrices de revenus et contribuer au développement de notre pays », affirme le lieutenant à la retraite Joseph Sabena, qui se déplace en fauteuil roulant. Il explique que le nouveau broyeur accroîtra les revenus, car la coopérative produit de la farine de maïs et de manioc pour « d'importantes organisations telles que des écoles et des casernes de l'armée ».

La coopérative exploite également un poulailler, un commerce de détail et une entreprise de mototaxis.

Côte d'Ivoire

En 2008, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a lancé l'Initiative 1.000 microprojets, d'un montant de 5 millions de dollars, pour aider à réintégrer les ex-combattants de la guerre civile et les jeunes en situation de risque mais aussi pour aider les femmes et les enfants associés au conflit ivoirien. Les projets portaient sur l'agriculture, la restauration, l'élevage du bétail, la construction, la pêche, la sylviculture, la mécanique et d'autres secteurs d'activités.

Une porcherie pilote, démarrée en août 2008, était l'un des premiers microprojets destinés aux ex-combattants, selon un rapport des Nations Unies. L'initiative a été lancée avec sept ex-combattants qui ont décidé de créer une équipe de travail. Un montant d'environ 5.500 dollars a été affecté à ce projet d'une durée de trois mois, ce qui leur a permis de financer la construction de quatre sites mais aussi de supporter le coût des porcs d'élevage et de

l'alimentation. Six mois après, les 21 porcs qui leur avaient été alloués avaient été multipliés par sept. En utilisant l'argent provenant de la vente d'une partie des porcs, les bénéficiaires ont construit 12 autres sites.

Les bénéficiaires ont travaillé ensemble pour trouver des marchés afin de vendre leurs produits et de prendre en charge la comptabilité. Ils ont convenu d'un versement mensuel de 100 dollars à chaque participant et ont déposé le reste de l'argent sur le compte en banque du groupe. La collectivité d'accueil d'Oliénou a fait don du terrain destiné à ce projet.

Oliénou vit en bonne entente avec les bénéficiaires et leur a fourni des terres supplémentaires autour du site pour des cultures agricoles telles que le maïs, les patates douces et le manioc. Très vite, le projet a commencé à fournir de la viande à Bouaké et à ses marchés environnants.

Fin 2009, 526 microprojets avaient été lancés en Côte d'Ivoire, impliquant 3.500 bénéficiaires, selon une étude de décembre 2009 réalisée par le Centre pour la communication interculturelle. Les projets ont été répartis dans tout le pays. Ils concernaient à peu près toutes les activités, des porcheries aux restaurants ou aux marchands de vêtements d'occasion.

« En plus de créer des emplois directs, les microprojets contribuent à développer le commerce de détail local », a indiqué l'étude. « Ce projet a injecté des capitaux frais dans les marchés locaux, ce qui a eu des retombées positives sur l'activité financière des fournisseurs, des grossistes et des artisans de la région. »

Au début de l'année 2010, les personnes associées à l'Initiative 1.000 microprojets se sont réunies pendant deux jours en vue de faire le bilan des accomplissements de la première phase et d'apporter des ajustements pour la deuxième phase, lesquels devraient coûter 1 million de dollars. La deuxième phase devait cibler les femmes victimes du conflit ivoirien et les handicapés. □

UN BILAN DE
L'OPÉRATION

LINDA NCHI

Le Colonel Cyrus Iguna

des Forces de défense du Kenya, examine
le rôle joué par son pays en Somalie.

Un membre des Forces de Défense du Kenya monte la garde à l'aéroport international de Kismayo en novembre 2012. La ville portuaire de Kismayo a été reprise aux rebelles d'Al-Shebab lorsque les forces gouvernementales kenyanes et somaliennes ont attaqué le bastion des extrémistes.

REUTERS/TOBIN JONES/AU-UN-IST



Q.

Quand avez-vous rejoint les KDF, et pourquoi avez-vous choisi de servir dans l'armée ?

Colonel Oguna : J'ai rejoint les KDF en 1986 en tant qu'élève officier, dans le cadre de l'admission directe. Je ne suis pas entré dans l'armée pour acquérir des compétences ou préparer une carrière ultérieure. Lorsque j'étais jeune homme (j'avais à peine 19 ans), c'était une aventure. Je suis entrée dans l'armée, très honnêtement, pour voir le monde. À mesure que j'ai parcouru le globe, il s'est avéré que l'armée est également devenue une carrière pour moi.

Q.

Quels événements ont conduit à l'implication de l'armée du Kenya en Somalie ?

R. Les extrémistes basés en Somalie (al-Shebab) ont violé à maintes reprises la souveraineté du Kenya en perpétrant des attaques délibérées contre les citoyens kenyans et d'autres intérêts. Plusieurs attaques de piraterie ont eu lieu dans les eaux territoriales du Kenya et des efforts très entreprenants ont été mis en place pour inciter les jeunes Kenyans à rejoindre ce groupe terroriste. D'autre part, ce dernier a kidnappé des personnes qui fournissaient des services humanitaires. Le 12 octobre 2011, deux travailleurs humanitaires espagnols et un chauffeur ont été enlevés dans le camp de réfugiés de Dadaab. Des touristes ont également été attaqués, directement, ce qui affecte le secteur touristique du Kenya. Une série d'attaques a été dirigée contre la police et des Kenyans ordinaires. De telles attaques sont devenues très fréquentes à Nairobi. Elles ciblaient essentiellement des lieux à fortes concentrations de personnes, notamment des gares routières. La liste est longue. Toutefois, chaque activité a porté atteinte à la sécurité du pays, portant un coup à la confiance et à la fierté des Kenyans tout en affaiblissant gravement l'économie nationale.

Q.

L'Opération Linda Nchi (ce qui signifie « Protéger la Nation » en swahili) est la première opération internationale du Kenya visant à poursuivre un groupe terroriste. Comment les Forces de défense du Kenya ont-elles été reçues à mesure qu'elles ont pénétré au milieu des communautés locales somaliennes en octobre 2011 ? Particulièrement depuis que les forces de l'Union africaines y sont passées plus tôt ?

R. Parmi les défis à relever, il y avait la question de se faire globalement accepter par les habitants en raison des différences culturelles (langues, religion, habillement, nourriture, etc.). Par conséquent, il est devenu impératif de mettre en place des opérations des KDF s'articulant harmonieusement autour de l'objectif de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Intergovernmental Authority on Development ou IGAD), à savoir obtenir la paix et la stabilité en Somalie. Il a été

décidé d'adopter un plan conjoint d'opérations avec les forces somaliennes, qui opéraient déjà sur le territoire du Jubaland dans le cadre des initiatives de paix de l'IGAD. Ces forces étaient constituées de l'Armée nationale somalienne et de la Brigade Ras Kiamboni. Il s'agissait des forces initialement placées en tête au moment où les KDF ont pénétré en Somalie. Le fait d'avoir ces forces aux côtés des KDF a favorisé un climat d'acceptation. Ainsi, les KDF ont été considérées non pas comme une force d'occupation, mais comme une force partenaire contribuant à la recherche de la paix en Somalie. En conséquence, alors qu'une région après l'autre cédait devant les KDF, la réaction des habitants locaux témoignait de leur jubilation de se sentir à nouveau libres. À Busar notamment, environ 6.000 résidents qui s'étaient enfuis de la ville à cause des actions des extrémistes ont été extrêmement heureux lorsque ceux-ci ont été chassés. Ils avaient le sentiment d'avoir une chance de retrouver leur fierté.

Q.

Comment les KDF ont-elles préparé leurs hommes et femmes en uniforme pour l'Opération Linda Nchi ?

R. La philosophie des KDF en matière d'entraînement est basée sur le principe selon lequel un bon entraînement apporte la motivation, et la motivation permet de remporter des batailles. S'appuyant sur ces bases, l'entraînement des KDF a toujours évolué en combinaison avec ce profil évolutif. Il consistait à se préparer à faire face à divers types de menaces, qu'elles soient classiques ou asymétriques. L'entraînement s'applique également aux opérations conjointes autant qu'aux opérations combinées dans une configuration multinationale. L'opération conjointe a pour but spécifique de faire en sorte que les trois branches des KDF (l'Armée de terre, l'Armée de l'air et la Marine) comprennent leurs procédures, techniques, capacités et limites opérationnelles respectives afin de favoriser une compréhension et une camaraderie optimales. L'entraînement reconnaît également l'importance du rôle joué par le pouvoir de persuasion (médias, diplomatie, opérations psychologiques, coopération civilo-militaire, etc.) dans la guerre moderne. Aussi, au cours de l'entraînement, des opérations simulées décrivant des scénarios possibles sont effectuées ; tous les éléments qui peuvent en découler sont déterminés et les partenaires sont invités, y compris les médias.

Q.

La guerre moderne consiste à gagner les cœurs et les esprits des habitants. Qu'ont fait les KDF pour donner des moyens d'action aux communautés locales de Somalie, en particulier compte tenu de l'obstacle de la langue ?

R. Dans chaque ville que les KDF ont arrachée à l'emprise d'al-Shebab, la situation était la même : manque

d'eau, manque de vivres, absence de services médicaux de base, d'écoles, de routes d'accès, etc. À Dhobley, les KDF ont rénové le centre de santé existant, qui est ainsi passé dans la catégorie des hôpitaux. Les KDF ont fourni des médecins et des infirmières pour traiter la population locale. L'AMISOM (African Union Mission in Somalia ou Mission de l'Union africaine en Somalie) a désormais pris en charge ce centre et l'a converti en un hôpital de niveau 2. Des cliniques mobiles ont été mises en place par les KDF dans des zones où il n'y avait pas de centres de santé. Un centre de santé improvisé a été mis sur pied dans la ville de Ras Kiamboni, qui était démunie de tout équipement de cette nature, bien qu'une importante communauté de pêcheurs y ait élu domicile. D'autre part, les KDF ont aidé à forer des puits à Dhobley, Busar, Afmadow et Badhaadhe en employant leurs propres ingénieurs. Les soldats des KDF ont également donné l'équivalent d'un mois de salaire pour acheter des vivres, qui ont été livrées à tous les centres hors du contrôle d'al-Shebab.

La barrière linguistique allait toujours représenter une difficulté à surmonter. Or, la prise de conscience de la nécessité de collaborer étroitement avec d'autres forces parlant le somali a aidé à l'atténuer. Les KDF offrent une formation linguistique. Cependant, les compétences acquises ne pouvaient pas remplacer le recours à une personne capable non seulement de parler la langue locale, mais également de comprendre la situation sur le terrain. Toutefois, au sein des KDF, il existe un nombre assez important de membres de la communauté kenyane d'origine somalienne qui ont également apporté leur aide pour relever les défis d'ordre linguistique.

Q. **À votre avis, quel est, à ce jour, la plus importante difficulté à surmonter pour sécuriser la Somalie ?**

R. *La très grande étendue de la région par rapport aux forces présentes sur le terrain.* Actuellement, les KDF ont sur place un contingent de 4.664 soldats et occupent au total 150.000 kilomètres carrés. Cette superficie est plus importante que celle du Rwanda, du Burundi et de l'est de la République démocratique du Congo réunis. Cette situation laissera certainement des poches de territoire qui peuvent être exploitées par les extrémistes.

L'insuffisance du soutien humanitaire. Pour être constructives, les forces remplaçant al-Shebab doivent procurer ce que les extrémistes ne pouvaient pas apporter. Il faut proposer une meilleure solution. Les habitants veulent l'eau courante, des aliments, une éducation, des services de santé accessibles et abordables, le développement et la liberté. À elle seule, la liberté ne permet pas de nourrir sa famille. L'absence de ces services crée des conditions propices permettant à al-Shebab de répandre sa propagande.

La lenteur du processus politique. À elles seules, les activités militaires ne peuvent pas stabiliser la Somalie. L'action militaire peut uniquement créer un climat permettant le lancement d'un processus politique capable ultérieurement de développer des institutions de gouvernance. Il incombe à ces institutions de disposer des capacités et des aptitudes nécessaires pour gouverner. Ce processus, sans cesse en butte aux intérêts particuliers et à la propagande, en vient à s'enliser. Chaque jour qui passe, les forces opérant en Somalie, en particulier les KDF, prennent le risque d'être considérées comme des forces d'occupation.

Q. **Pouvez-vous expliquer pourquoi les Kenyans et les habitants de cet ensemble sous-régional devraient s'inquiéter de l'expansion des groupes terroristes tels qu'al-Shebab en Somalie ?**

R. Si les groupes terroristes prenaient le contrôle de la Somalie, ce pays servirait non seulement de base d'entraînement aux terroristes, mais également de tremplin pour déstabiliser les autres pays de la région. L'objectif ultime de ces extrémistes est de faire la jonction avec les groupes présents au Mali et au Nigeria. Ceci aurait des implications majeures pour la stabilité, la sécurité et la croissance économique de cette région. La piraterie dans l'océan Indien prospérerait. Les activités d'al-Shebab au Kenya visaient les intérêts kenyans et occidentaux. Dans les rangs d'al-Shebab, des extrémistes ont été recrutés dans la région, tandis que d'autres viennent de capitales occidentales. Ajoutez-y le lien avec al-Qaïda, et vous commencez à vous rendre compte que la situation ne peut pas seulement être un problème somalien. Il s'agit d'un problème mondial. Cependant, puisque cela arrive dans la région, les pays et les mécanismes régionaux doivent jouer un rôle d'avant-garde.

Q. **Après cette expérience, pensez-vous que les KDF sont prêtes à jouer un rôle plus important dans les missions de consolidation de la paix et les opérations de stabilité menées au sein de la région ?**

R. Les KDF ont toujours participé à la recherche de la paix dans la région. La recherche de la paix n'est pas toujours limitée à un engagement de l'armée dans des opérations militaires. Les KDF jouent un rôle de premier plan en renforçant les relations avec d'autres pays limitrophes et en engageant un dialogue constructif pour faire en sorte que prévale la paix. Voilà ce que les KDF représentent et continueront de rechercher. Toutefois, si la situation exige le déploiement des KDF, elles s'y prêteront, mais seulement après obtenu une approbation conformément à la procédure fixée dans la Constitution.

Q. **Pouvez-vous nous dire quelques mots sur l'inclusion des KDF dans les forces de l'AMISOM et la répartition des missions ? Quand ont-elles été intégrées dans l'AMISOM ? Y a-t-il une division du travail ou du territoire, ou exécutent-elles une seule stratégie dans le cadre de bataillons mixtes/multinationaux ? De quelle manière fonctionne la structure de commandement ?**

R. Lorsque les KDF ont pénétré en Somalie et ont commencé à gagner notablement du terrain sur al-Shebab, les observateurs ont pris note de la situation. Auparavant, l'AMISOM a opéré à Mogadiscio sans s'aventurer hors de la ville pendant près de cinq ans. Les succès des KDF, avançant d'une ville à l'autre, ont démontré qu'il était effectivement possible de sortir des centres urbains et de s'aventurer dans la brousse. Pour l'Union africaine (UA), l'arrivée des KDF et les avancées rapides successives ont changé la donne du point de vue de la recherche de la paix et de la stabilité en Somalie. Ainsi, l'UA a demandé au gouvernement kenyan de faire en sorte que les KDF soient intégrées dans l'AMISOM et que ses objectifs soient incorporés au mandat de l'AMISOM. Les exigences juridiques du transfert ont été suivies, et les Nations



LE COLONEL CYRUS OGUNA, des Forces de Défense du Kenya

Unies ont officiellement approuvé l'intégration des KDF le 22 février 2012, par le biais de la résolution 2036. Cette même résolution a également renforcé les effectifs de l'AMISOM, les faisant passer de 12.000 à 17.731 membres, dont 4.664 allaient être des membres des KDF.

Après l'inclusion des KDF, l'AMISOM a dû se restructurer. De nouveaux participants, dont Djibouti et la Sierra Leone, ont également été inclus. Le théâtre tout entier a été divisé en quatre secteurs. Le secteur 1 couvre le Bas et Moyen Shebelle (Ouganda et Burundi). Le secteur 2 couvre l'ensemble du Jubaland (KDF et Sierra Leone). Le secteur 3 couvre les régions Bay et Bakool (Ouganda et Burundi). Enfin, le secteur 4 couvre la région Hiram (Djibouti).

Chaque commandant de secteur dispose de l'indépendance opérationnelle sans devoir en référer au siège de la force. Cependant, le commandement administratif continue à relever entièrement du commandant en chef de la force. Pour faciliter le commandement, il existe une ligne de communication entre chacun des sièges de secteur et le siège de la force.

Q.

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur les jeunes gens, hommes et femmes, qui se battent en Somalie ? Quelles sont leurs motivations ?

R.

Plusieurs grandes valeurs leur sont inculquées dans le cadre de l'entraînement dans les KDF, notamment les suivantes.

Rester résolument apolitiques. Les affiliations politiques sont susceptibles de créer des divisions. Selon une valeur centrale des KDF, chaque soldat du rang doit se tenir à l'écart de la politique.

Patriotisme et loyauté. Tous les membres des KDF doivent agir de manière patriotique à l'égard du Kenya mais aussi faire respecter et soutenir la loyauté et l'engagement à l'égard des citoyens.

Professionnalisme. Les membres des KDF doivent servir avec courage, lequel doit être fondé sur les normes professionnelles les plus exigeantes. En outre, ils doivent être indifférents à toute considération basée sur le sexe, l'ethnicité, la race, la culture, la religion ou toute autre considération.

Q.

En guise de conclusion, pouvez-vous nous dire une chose que les gens ne savent pas à propos des KDF ?

R.

Au sein des KDF, nous pensons être une force légère, agile et hautement mobile qui est toutefois capable de frapper avec la puissance d'un poids lourd. □





LA FORCE DANS LA DIVERSITÉ

LORSQUE LES ARMÉES SONT REPRÉSENTATIVES DE LA POPULATION QU'ELLES DÉFENDENT, ELLES SONT MIEUX EN MESURE D'ASSURER LA STABILITÉ

PERSONNEL D'ADF

En avril 2009, le général de division Godefroid Niyombare a prêté serment en tant que chef d'état-major de l'armée burundaise, l'officier le plus haut gradé du pays. Cet événement était important non seulement du point de vue de la nomination en question, mais également du point de vue des décisions qui y ont conduit.

Dans une nation auparavant divisée par les divisions ethniques, Godefroid Niyombare a été le premier Hutu choisi pour occuper le poste le plus important de l'armée. Cette armée a historiquement été dominée par les Tutsis.

« La base de nos problèmes dans le passé était l'armée et la police. Désormais, les deux groupes ethniques y sont représentés », a déclaré le président Pierre Nkurunziza.

Radio France Internationale a salué cet événement comme un point tournant historique pour ce petit pays de l'Afrique centrale. Pour RFI, « le signe le plus important indiquant que les temps ont changé au Burundi est que cette nomination n'a suscité aucune émotion particulière ».

Un accord de paix signé en 2000, connu sous le nom d'Accords d'Arusha, a ouvert la voie à la sélection de Godefroid Niyombare et à une plus large réconciliation ethnique au Burundi. À la suite d'une brutale

guerre civile qui avait commencé en 1993 et a fait rage de façon intermittente pendant plus de dix ans, plusieurs factions ont signé ces accords, lesquels stipulaient qu'aucun groupe ethnique ne pourrait constituer plus de 50 pour cent du secteur de sécurité, y compris la Force de Défense Nationale du Burundi (FDNB).

Les résultats ont été mitigés. La paix ne s'est pas entièrement installée au Burundi, mais rares sont ceux qui imputent les problèmes d'aujourd'hui à la haine ethnique. Les membres de plusieurs factions en guerre ont été intégrés dans la nouvelle armée. En outre, les citoyens ne prononcent plus avec amertume l'expression « armée monoethnique » lorsqu'ils se retrouvent face à des soldats. L'armée du Burundi a même fourni trois bataillons à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), où son professionnalisme a été salué.

La BBC a rendu compte de la situation en ces termes en 2012 : « Le fossé ethnique qu'a enduré le Burundi (les Tutsis dominant chaque sphère de la société et les quartiers étant divisés selon des délimitations ethniques) est pratiquement une chose du passé. Les Burundais se considèrent comme libres et sont convaincus que leur pays ne sera pas de nouveau déchiré par l'animosité ethnique. »



D'autres pays aux prises avec les tensions ethniques sont attentifs à ce qui se passe. Selon l'étude « *Confronting Ethnic Conflict* » (Faire face au conflit ethnique) de la chercheuse Jennifer L. De Maio, il y a eu 118 conflits armés dans le monde entre 1989 et 2004. Parmi ceux-ci, seulement sept ont mis aux prises deux États. Les autres conflits étaient le fait de factions au sein d'un même pays. Selon une estimation, les deux tiers des conflits mondiaux ont été dans une certaine mesure la résultante de facteurs ethniques. Les armées nationales, qui ne sont pas représentatives de la population, constituent un élément moteur clé de ce type de conflit.

« Vous ne pouvez pas maintenir une armée monoethnique dans un environnement polarisé. La situation va devenir intenable », explique le professeur J. Bayo Adeganye, un expert nigérian sur l'ethnicité dans l'armée, lors d'une interview accordée à ADF. « Une armée de cette nature n'inspire pas confiance. Elle crée des problèmes. »

Alors se pose la question suivante : comment une armée peut-elle promouvoir la diversité dans le but d'éviter les conflits ?

MÉTHODES EN PRÉSENCE

Historiquement, les armées ont eu recours à trois méthodes générales pour veiller à représenter l'ensemble de la nation, selon une étude réalisée par Lindy Heineken de l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud.

Le scénario passif : ceci se produit lorsque l'armée modifie tout simplement ses politiques officielles pour s'assurer qu'il n'y a pas de règles comportant une discrimination envers un groupe particulier. Après la modification des règles, les responsables considèrent que le problème est résolu et ne prennent pas de mesures

complémentaires pour promouvoir la diversité.

Cette méthode est efficace lorsque le seul obstacle à l'intégration dans le secteur de la sécurité est la résultante d'une discrimination ou d'un racisme de nature flagrante, au lieu d'avoir pour origine un manque de candidats qualifiés. Un tel scénario est basé sur l'hypothèse selon laquelle, sans la présence d'obstacles, les soldats originaires de groupes auparavant désavantagés seront inclus. Cependant, après des années de discrimination, davantage de mesures de « discrimination positive » sont souvent nécessaires pour aider certains groupes à bénéficier d'une promotion dans l'armée.

Le scénario du processus de recrutement en amont : cette approche tente de résoudre le problème en augmentant le nombre de candidats qualifiés membres des minorités dans les écoles militaires afin qu'ils puissent monter en grade. Après une période de cinq ans ou plus, il va y avoir davantage d'officiers, de pilotes, de commandants de navires ou autres originaires de groupes préalablement désavantagés.

Cette méthode est efficace. Toutefois, il se peut qu'elle ne puisse pas pleinement résoudre les questions de disparité si elle intervient après des années de ségrégation et d'accès inégal à l'éducation. En raison d'avantages éducatifs et économiques, un groupe privilégié pourrait continuer à être en position dominante et à occuper un nombre plus élevé de postes d'officiers, malgré la présence de groupes désavantagés dans les écoles militaires nationales.

Le scénario de la mobilité : cette méthode consiste à recruter activement des personnes venant de groupes désavantagés dans l'armée et à encourager la promotion de ces groupes dans les différents grades, parfois en ayant recours à des objectifs chiffrés ou à des quotas pour s'assurer que l'armée satisfait aux objectifs de représentativité.



Il s'agit de la méthode la plus rapide et la plus efficace pour accroître la diversité au sein des forces armées. Or, elle est parfois critiquée car elle est susceptible d'abaisser les normes exigées pour la promotion. La Force nationale de défense sud-africaine (South African National Defense Force ou SANDF) a été aux prises avec cet exercice d'équilibre depuis qu'elle a établi des quotas volontaristes pour le nombre de soldats noirs et « métis » présents dans les forces armées après l'apartheid.

Le nombre de soldats noirs dans l'ensemble de la SANDF est passé de 39 pour cent en 1994 à près de 70 pour cent en 2007. Ce chiffre a dépassé les objectifs fixés par la Defence Review, une commission consultative nationale qui a établi des critères d'intégration pour l'armée.

Cependant, en raison d'injustices historiques, les noirs ont été sous-représentés dans les postes de commandement et les domaines spécialisés au sein de la SANDF. En 2007, les noirs constituaient environ 90 pour cent des soldats du rang, mais moins de la moitié des officiers et sous-officiers, selon Lindy Heineken.

AVANTAGES

Interaction avec les civils : La diversité a des avantages qui vont au-delà du simple fait de réconcilier les parties belligérantes ou de réparer les injustices du passé. Dans certains cas, une armée diverse est mieux en mesure de fonctionner sur le terrain qu'une armée homogène, en particulier dans le cas des missions non combattantes. Lorsqu'une unité militaire sur le terrain comprend des soldats de la région ou qui sont du même groupe ethnique ou de la même religion que la population locale, cette unité peut être plus efficace. Ainsi, cette unité est moins susceptible d'être considérée par les civils comme une force étrangère et d'occupation.

Par exemple, Djibouti a fourni 300 soldats à l'AMISOM en 2012. Contrairement à la majorité des soldats de l'AMISOM, les Djiboutiens parlent le somali et ont en commun avec la population locale la religion islamique. Par

À gauche : Agathon Rwasa, à gauche, le leader du dernier groupe rebelle en activité au Burundi, arrive à l'aéroport international de Bujumbura en 2008 pour annoncer qu'il avait renoncé à la lutte armée menée par son mouvement après 13 années de guerre civile. Le Burundi s'emploie à intégrer les ex-combattants dans son armée et à éliminer le favoritisme ethnique.

Au centre : les élèves-officiers sont au garde-à-vous avec leurs fusils à l'école militaire ougandaise de Kabamba en septembre 2012. Les armées ont essayé plusieurs méthodes pour renforcer la diversité, y compris celle du « processus de recrutement en amont » permettant d'augmenter le nombre d'élèves-officiers issus des minorités dans les écoles militaires.

Ci-dessus : des marins sud-africains défilent dans la ville du Cap pendant une cérémonie de bienvenue en l'honneur du président de la Namibie en novembre 2012.

AFP/GETTY IMAGES

conséquent, ils sont en mesure de réussir là où les forces ougandaises et burundaises de l'AMISOM ne peuvent pas réussir. Ce phénomène se produit également à Beletwyene, une ville de la Somalie centrale, où les soldats djiboutiens ont formé des anciens extrémistes somaliens à rejoindre la lutte contre al-Shébab. En travaillant en étroite collaboration avec les anciens extrémistes, les Djiboutiens leur ont appris comment détecter et déminer un engin explosif improvisé, comment apporter une aide de secours d'urgence, comment mener des opérations tactiques et comment gérer les communications.

Un recrutement élargi : Une armée diverse élargit sa base de recrutement au sein d'un pays. Comme les armées du monde entier ont fort à faire pour recruter suffisamment de soldats qualifiés pour compléter leurs effectifs, elles cherchent à ouvrir le recrutement à de nouvelles populations. D'après les observations des recruteurs, les groupes qui ont été historiquement marginalisés sont plus susceptibles de considérer le service militaire comme une opportunité d'échapper à la pauvreté. « Tous les pays sont confrontés à des pénuries de personnel dans l'armée, en particulier à des postes techniques et de combat. Ce phénomène a obligé les forces armées à recruter du personnel à partir de groupes non traditionnels, à savoir les minorités ethniques (voire même des ressortissants



Une garde d'honneur défile dans la ville du Cap, en Afrique du Sud, en 2012. Après l'apartheid, la Force nationale de défense sud-africaine a intégré huit unités militaires qui comprenaient des soldats de différentes cultures parlant des langues distinctes. L'armée a également intégré avec succès des officiers noirs à des postes de commandement auparavant uniquement occupés par des blancs.



REUTERS

étrangers) et les femmes, afin de satisfaire leurs besoins en main-d'œuvre », explique Lindy Heineken. De cette manière, une armée diverse devient l'« école de la nation », où des personnes originaires de régions reculées du pays développent une identité nationale. Ceci remonte à l'ère de Napoléon Bonaparte, lorsque l'on disait que l'armée était le lieu où les « paysans apprenaient à devenir des Français ».

ÉDIFICATION D'UNE VÉRITABLE ARMÉE NATIONALE

La diversité est un processus plus complexe que le simple recrutement d'un certain nombre de soldats d'une religion ou d'un groupe ethnique spécifique. Souvent, les disparités constatées dans les forces armées des pays africains sont associées à des questions de régionalisme, d'allégeance personnelle et d'accès au pouvoir.

Des dirigeants nationaux qui s'emparent du pouvoir par la force ou qui exercent une autorité dictatoriale tendent à s'entourer de personnes originaires de leur région natale ou de leur clan. Par exemple, l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a installé aux plus hauts échelons de son armée des membres de son clan, dont beaucoup venaient de sa ville natale de Syrte. De même, l'ancien président kenyan Daniel arap Moi a promu les membres de son clan, les Kalenjin, aux plus hauts échelons de l'armée.

Dans ces cas, le contrôle de l'armée et du gouvernement va de pair avec la promesse du contrôle des ressources. Ce manège d'élections basées sur des choix ethniques, de coups d'État et de contrôle dans lequel « le vainqueur rafle toute la mise » a été expliqué dans un ouvrage écrit en 2009 par Michela Wrong. Ce livre sur la politique au Kenya arbore le titre évocateur « It's Our Turn to Eat » (C'est notre tour de manger). Comme l'observe Michela Wrong, lorsqu'un nouveau régime arrive au pouvoir, ses dirigeants disent « c'est notre tour de manger » et commencent à faire main basse sur les ressources de l'État.

Dans ces scénarios, le fait de se cramponner au pouvoir et de contrôler les sources limitées de financement de l'État devient essentiel à la survie. Historiquement, l'armée a fait partie intégrante de tout ceci et ses officiers sont devenus des rouages au sein du réseau de clientélisme du dictateur.

« Lorsque l'État fait dépendre de l'appartenance à un groupe héréditaire l'accès au pouvoir, à la distribution de faveurs, à l'enseignement, aux opportunités d'affaires et à d'autres ressources, les individus en viennent à considérer que l'identité est au cœur de la politique et, par extension, des conflits », écrit la chercheuse

Kristen Harkness dans un article paru en 2012 sur l'intégration dans l'armée. « La résistance à l'exclusion ethnique s'organisera logiquement en fonction de critères ethniques. »

J. Bayo Adekanye explique que ces sentiments d'exclusion basée sur l'ethnicité portent atteinte à la légitimité de l'armée. « Elle devient une armée qui n'est pas nationale. Elle est alors perçue comme une armée sectaire. »

C'est la raison pour laquelle une armée où la diversité existe peut véritablement engendrer la stabilité. Dans une étude parue en 2011 dans la revue *The African Spectrum*, Stefan Lindemann a conclu que les nations dont l'histoire est marquée par la faculté d'éviter les coups d'État militaires, comme la Zambie, ont en commun une importante caractéristique : dans ces pays, les armées et la classe politique ont tendance à présenter une composition équilibrée sur le plan de la diversité ethnique. Selon l'argument développé par Stefan Lindemann, une armée représentative a moins de raisons ou de capacités de renverser un gouvernement civil.

« Les responsables militaires se montrent alors peu disposés à s'engager dans des coups d'État, non seulement parce que les membres de tous les groupes ethniques se sentent représentés dans l'armée, mais aussi parce que la composition du gouvernement est diversifiée de manière équitable. Cet aspect des choses assure aux dirigeants du pouvoir civil une forte légitimité et renforce la loyauté de l'armée », explique Stefan Lindemann.

En Afrique, où il y a eu plus de 215 tentatives de coups d'État dans 43 pays dans l'ère postcoloniale, ce n'est pas une mince affaire. Selon Stefan Lindemann, la diversité continue à étouffer dans l'œuf les tentatives de coup d'État avant qu'elles ne s'intensifient. « Les chefs militaires sont également dépourvus de la capacité d'intervenir, car les membres de groupes ethniques concurrents au sein du corps des officiers se surveillent mutuellement, une situation qui aide à dissuader et à détecter les conspirations », explique-t-il.

En gardant à l'esprit tous ces facteurs, certains pays africains prêtent à présent plus d'attention à l'importance de la diversité dans les forces armées. Une telle exigence est devenue particulièrement manifeste dans la Constitution du Kenya de 2010, qui a spécifiquement mentionné l'importance de la diversité dans un pays comportant 40 groupes ethniques. Comme la constitution le précise, « la composition du commandement des Forces de défense reflète la diversité régionale et ethnique du peuple kenyan ». □

POUR LA JEUNESSE DE LA SOMALIE, C'EST LE MOMENT *D'AGIR*

Face à un chômage élevé et à de bas salaires, le pays doit trouver de nouveaux moyens de tendre la main à sa jeunesse.

PERSONNEL D'ADF



De jeunes Somaliens déambulent dans la ville portuaire de Kismayo. Il n'y a pas actuellement assez d'emplois en Somalie pour les jeunes.

AFP/GETTY IMAGES

Pour Mohamed Ahmed Jama, les opportunités semblent avoir été rares.

Jeune homme, il avait conclu que la prospérité associée à la piraterie en Somalie l'emportait sur le risque de se faire arrêter. Ce pari n'avait pas donné les résultats escomptés. À l'âge de 27 ans, il avait déjà passé trois années en prison. Après sa sortie de prison, il aurait pu retrouver le monde de la piraterie, si, sur sa route, il n'avait pas croisé le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui l'a aidé à retrouver le chemin de la société.

« Initialement, ce programme paraissait similaire à tout autre projet humanitaire, ne présentant que des opportunités à court terme, comme l'accès aux vivres et à un emploi », a expliqué Mohamed Ahmed Jama par la suite. « Pourtant, grâce à la réhabilitation sociale et juridique, j'ai le sentiment d'avoir acquis des compétences que je n'ai jamais eues auparavant. Je crois bien que j'ai une chance d'avoir un avenir prometteur. »

Mohamed Ahmed Jama s'est inscrit au programme « Jeunes en situation de risque », une initiative des Nations Unies dans le cadre du projet « Réduction de la violence armée » engagé en 2011. Organisé conjointement avec l'UNICEF et l'Organisation internationale du Travail, ce projet se penche sur les adolescents marginalisés et les jeunes adultes, pour leur donner une formation à des métiers leur permettant de trouver un emploi ou de monter leur propre entreprise. Parallèlement, ils sont encadrés par des conseillers qui leur montrent la voie du changement d'état d'esprit, de comportement et d'attitude.

La formation de Mohamed Ahmed Jama comportait des cours l'après-midi, trois fois par semaine pendant trois mois. À la sortie du programme, il a fait des projets pour démarrer une petite affaire.

Le cas de Mohamed Ahmed Jama est typique de celui de nombreux jeunes Somaliens qui ont des ambitions mais manquent d'opportunités. L'objectif global des programmes du PNUD est de fournir à des jeunes gens un bagage leur permettant d'affronter le monde et de poursuivre leurs propres carrières, tout en offrant également des formations spécifiques.

DE L'ARGENT POUR LES PETITES ENTREPRISES

Une initiative de microfinance du PNUD aide les entrepreneurs et les petites entreprises à prendre en charge des coûts de démarrage et d'expansion, ou même tout simplement en donnant un coup de pouce à une entreprise existante. Dans le cadre du programme, le projet « Développement du Secteur Privé » accorde des prêts de « microcrédit » sans intérêts à des familles à faible revenu, pour les aider à se développer et à améliorer leurs gains.

Par le biais de ce projet, Canab Abdi Daud a ainsi reçu un prêt de 300 dollars pour l'expansion de son petit magasin à Hargeisa, la deuxième plus grande ville de la Somalie. Elle avait eu fort à faire pour assurer le fonctionnement de son commerce. Par conséquent, ce prêt lui a permis de renforcer son offre de produits et de proposer de nouveaux services de change.

« Après avoir obtenu le prêt, mon affaire s'est développée », a-t-elle expliqué aux organisateurs du PNUD.

« Ma clientèle s'est étoffée et les recettes générées par mon activité se sont accrues. Ma marge bénéficiaire est élevée, et je suis certaine d'être en mesure de rembourser le prêt à des échéances régulières. »

Le prêt s'accompagne de formations consacrées notamment à la tenue de la comptabilité, au marketing, à la tarification, au développement de nouvelles opportunités

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES CONCERNANT LA JEUNESSE SOMALIENNE

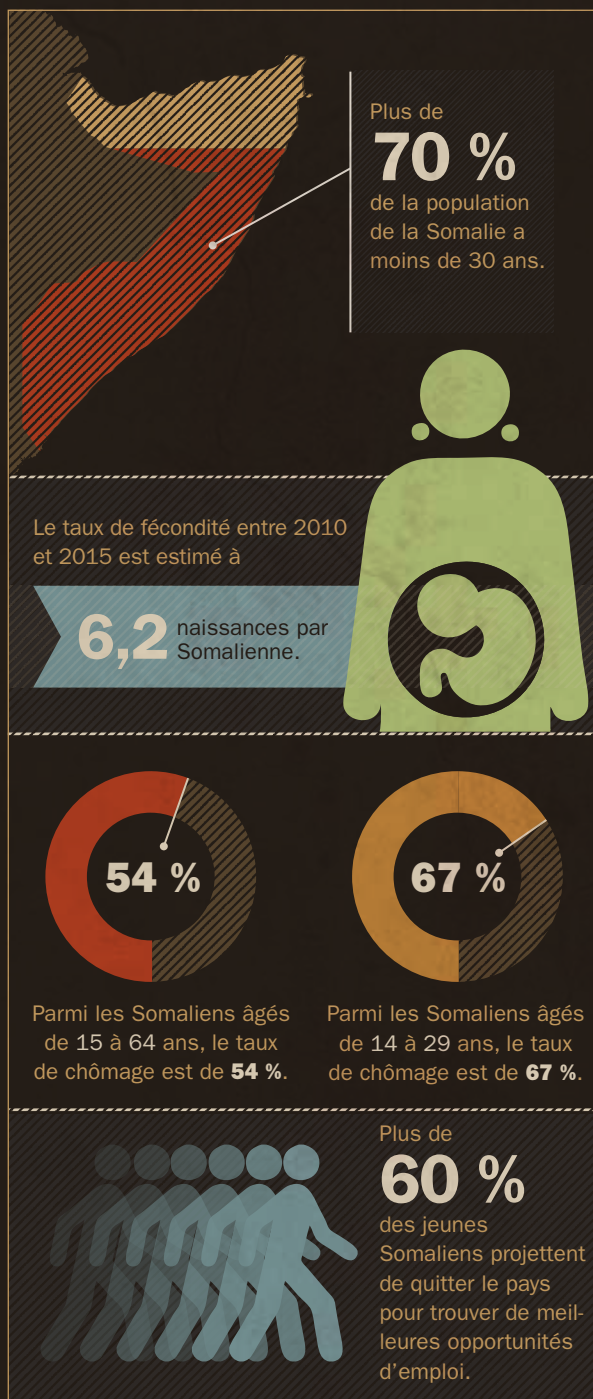


ILLUSTRATION D'ADF

SOURCE : PNUD, OCTOBRE 2012

LES ONG APPORTENT UNE AIDE ET DES MOYENS ÉDUCATIFS

PERSONNEL D'ADF

Les Nations Unies ne sont pas le seul groupe à s'efforcer d'améliorer la vie des jeunes Somaliens. Près de 90 organisations non gouvernementales (ONG) sont actives en Somalie, la plupart apportant une aide humanitaire d'urgence. Toutefois, certaines travaillent également à faire bénéficier les jeunes Somaliens d'une formation et d'un enseignement. Mentionnons notamment les ONG suivantes.

Action Contre La Faim (ACF) procure aux Somaliens une aide d'urgence pour qu'ils puissent se relever après une période très difficile. Ainsi, après la sécheresse de 2011, ACF a accordé une aide financière en espèces sans conditions à des familles et à des jeunes gens. Dans certains cas, les bénéficiaires ont reçu plusieurs dons, qu'ils ont mis à profit pour trouver de nouveaux moyens d'existence.

En 2012, ACF a ciblé 6.450 ménages dans les districts Hodan, Shibis, Wardhigley et Dharkenley de Mogadiscio dans le cadre de trois opérations de dons en espèces sans conditions de 120 dollars par opération.

La ligue des électeurs mobilise les jeunes électeurs dans les six régions du Somaliland, en les encourageant à participer et à voter pour les candidats qui soutiennent leur cause. **Progressio** est une autre ONG distincte de la précédente, qui a mis en place un programme similaire dans le Somaliland.

La Juba Foundation est une ONG locale, créée en juillet 2004 par un groupe d'intellectuels somaliens en réponse à l'aggravation de l'insécurité, des souffrances, de la famine et de la mortalité dans leur pays. Cette fondation s'investit dans la mise en œuvre de programmes éducatifs, humanitaires et de développement. Ainsi, elle a mis en œuvre avec succès des programmes de défense des droits de l'homme et d'intervention humanitaire, tels que la distribution de vivres et la construction de six tentes scolaires dans le but de promouvoir l'accès à un enseignement de base.

Le Somali Women Contact Committee (comité de contact des Somaliennes) est un réseau d'organisations de femmes qui s'étend sur 54 districts dans les régions les plus méridionales du pays. Il travaille en association avec une autre ONG, le **Life and Peace Institute**, pour aider les Somaliennes impliquées dans le processus politique, en particulier celles qui se trouvent dans les régions rurales non développées du pays. Ces deux groupes s'efforcent d'accomplir des progrès sur la base des relations fragiles existant entre les clans locaux et le gouvernement émergent de la Somalie.

L'Office for Development and Humanitarian Affairs (bureau du développement et des affaires humanitaires) est une ONG basée en Somalie. Ses programmes consistent notamment à aider les jeunes Somaliens revenant vivre dans leur région d'origine à s'intégrer à la société. Le programme de formation de développement des capacités fonctionne depuis trois ans. Il comporte différentes composantes, centrées sur l'autonomisation des jeunes, en particulier les jeunes de la diaspora du Somaliland. L'une des initiatives mise en place apporte aux jeunes de la diaspora des informations pouvant les aider à adopter la culture du lieu, à établir des relations réciproques avec les jeunes des communautés locales et à éviter la désinformation qui pourraient les entraîner dans la violence.

La Social-Life and Agricultural Development Organization (SADO), organisation pour le développement de la vie sociale et de l'agriculture est une ONG basée en Somalie, qui a été créée en 1994 après le départ des organisations internationales du pays. La SADO s'efforce d'améliorer le sort des populations urbaines et pastorales dans l'ensemble du pays, en apportant une aide d'urgence et en mettant à leur disposition des moyens éducatifs.

commerciales et à la planification à long terme. Une organisation non gouvernementale locale, le Committee of Concerned Somalis (comité des Somaliens concernés), organise ces formations. Ainsi, les bénéficiaires peuvent toujours compter, à un moment donné, sur un complément d'assistance et de conseils.

LES NATIONS UNIES SE PENCHENT SUR LA SOMALIE

Les Nations Unies ont accordé une attention particulière à la jeunesse de Somalie, dans un rapport spécial paru le 12 septembre 2012. Reconnaissant les dangers d'un taux de chômage élevé au sein de la jeunesse du pays, parallèlement aux problèmes posés par l'affiliation clanique, la question de l'égalité des sexes et la pauvreté, les Nations Unies ont imaginé un plan en neuf points pour l'emploi et la formation.

Mettre l'autonomisation au cœur du programme national de développement. Les obstacles au niveau des politiques publiques et des institutions, qui sont à la source de l'exclusion et de la marginalisation des jeunes, doivent être éliminés. « Il est nécessaire qu'un cadre cohérent de politique nationale pour la jeunesse soit bien intégré à la stratégie nationale de développement et trouve sa concrétisation dans l'application de mesures », affirme le rapport. En septembre 2011, des responsables de la jeunesse, venant de Garowe et de régions telles que le Somaliland, le Puntland et la Somalie centrale, se sont réunis pour lancer une « Charte de la jeunesse » qui trace les grandes lignes des aspirations des jeunes dans l'ensemble du pays.

Renforcer la gouvernance démocratique. Le gouvernement somalien doit garantir les droits politiques, protéger les libertés économiques, veiller à ce que les institutions rendent des comptes mais aussi favoriser un climat de paix et de développement. Le rapport précise que le respect des droits de l'homme et de l'État de droit « peut nécessiter de modifier la législation, de renforcer les institutions judiciaires, de promouvoir la formation à la défense des droits de l'homme mais aussi de mettre en place des institutions nationales de défense des droits de l'homme crédibles, indépendantes et impartiales ».

Renforcer la voix et la représentation de la jeunesse. L'autonomisation de la jeunesse passe obligatoirement par la garantie de ses droits à participer à la prise de décision gouvernementale à tous les niveaux. « Toute

politique de pure forme doit être évitée, et les jeunes doivent être acceptés à titre de partenaires à part entière dans la prise de décisions », ajoute le rapport.

Le rapport préconise instamment la création d'un conseil national permanent de la jeunesse. « Il est nécessaire de promouvoir des liens solides dans tous les domaines de la gouvernance, du niveau local au niveau national, et de les élargir à l'échelle internationale lorsque cela est indiqué, en mettant l'accent sur l'établissement de contacts réguliers et l'échange de connaissances et d'expériences. »

Améliorer l'employabilité des jeunes. La Somalie doit mettre à la disposition de sa jeunesse des formations professionnelles mais aussi des services d'aide à l'emploi abordables, de haute qualité et qui répondent bien aux besoins. « D'autres politiques devraient assurer l'accès pour tous à un enseignement primaire et secondaire public, gratuit et de qualité, en s'efforçant d'élargir l'accès à l'éducation aux groupes en situation d'exclusion et en mettant l'accent sur une attention soutenue à la mise en place de programmes de qualité centrés sur la petite enfance. »

Promouvoir une croissance soucieuse de n'exclure personne et centrée sur l'emploi. « Le chômage des jeunes, très répandu, ne peut pas être traité séparément de la crise globale que l'économie somalienne affronte actuellement », poursuit le rapport. Toute réforme économique doit inclure la création d'emplois durables et la promotion de l'emploi des jeunes. Étant donné que le marché du travail ne peut se développer qu'à un certain rythme, le gouvernement doit apporter son aide à ceux qui souhaitent travailler à leur propre compte. Par ailleurs, des formations orientées vers les nouveaux métiers et les nouvelles industries nécessitant des compétences particulières doivent être rapidement organisées.

Appliquer à l'échelle locale un développement et une consolidation de la paix basés sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. En 2000, les Nations Unies ont déterminé huit objectifs internationaux visant à promouvoir la santé, l'éducation et l'égalité entre les sexes. Ces objectifs font partie intégrante d'un processus dynamique de consolidation de la paix en Somalie. Le rapport des Nations Unies préconise une « nouvelle vision dynamique d'une paix fondée sur la responsabilisation locale, les organisations associatives dirigées par des jeunes étant placées au cœur de l'action ».

Donner une dimension sexospécifique au développement et à la consolidation de la paix. La Somalie a une longue histoire de violence et de discrimination à l'égard des femmes. Le pays ne peut pas progresser si ses femmes sont laissées pour compte. Les femmes, en particulier les plus jeunes d'entre elles, doivent être au cœur d'un programme national de politiques publiques, comprenant des mesures axées sur l'égalité entre les sexes qui se rayonnent dans toutes les couches de la société.

Assurer un développement humain durable sur le plan de l'environnement. L'aide humanitaire en Somalie n'a pas pris en compte les coûts liés à l'environnement, alors que ces frais deviennent intrinsèquement

problématiques. « À l'avenir, le pays doit mettre en œuvre un plan d'action à long terme pour la gestion des ressources naturelles dans le cadre de la stratégie nationale de développement », précise le rapport. « Étant donné que les jeunes sont souvent mieux sensibilisés aux enjeux environnementaux et encore plus fortement concernés par un développement durable à long terme, ils pourraient jouer un rôle prépondérant, notamment en donnant l'impulsion à des mouvements associatifs axés sur la nécessité de rendre le développement humain plus écologique. »

Tout plan devrait inclure le développement d'un système décentralisé de production d'énergie durable. La crise énergétique qui se profile à l'horizon est en train de devenir un obstacle entravant les efforts visant à briser le cycle de la pauvreté et des conflits. Par conséquent, il appartient à la Somalie d'élaborer des plans axés sur la gestion de ses ressources, notamment par la collecte des eaux de pluie mais aussi la gestion des forêts et des ressources naturelles. Les droits de propriété communautaires ou les systèmes de crédit-bail pourraient aider à aborder la question des droits fonciers et contribuer à la prévention des conflits potentiels.

L'OFFRE ET LA DEMANDE

Les programmes « Jeunes en situation de risque » des Nations Unies continuent à montrer l'exemple en Somalie pour aider les jeunes à essayer d'améliorer leur existence. Dans le cadre d'un programme mis en place en 2012 à Burao, ville du nord-ouest du pays, plus de 200 jeunes stagiaires ont acquis des compétences, parmi lesquelles la gestion informatique et de bureau, les transactions financières, les réparations électriques, l'électronique, la plomberie, la maçonnerie et le tissage. Ces compétences ont été mises en pratique par les stagiaires à l'occasion de la réparation et de la reconstruction de deux routes principales, du réaménagement d'un canal dans un village des alentours et de la construction d'une muraille dans un lit de rivière asséchée. Chaque stagiaire a reçu une rémunération quotidienne pour le travail accompli.

Un autre programme s'inscrivant dans le cadre du projet « Jeunes en situation de risque » en Somalie vise des objectifs similaires, à savoir satisfaire les besoins réels du pays en termes d'énergie durable, au lieu de s'orienter vers des formations qui pourraient ne pas avoir de retombées pratiques pour générer des emplois.

Un rapport des Nations Unies a précisé que le programme de Burao était un exemple de formation accompagnée d'une rémunération nécessaire pour assurer l'avenir de la Somalie. Bien que la plupart des emplois et des programmes de formation soient déterminés par l'offre, le travail accompli à Burao a mis l'accent sur la demande, dans le cas présent la nécessité de mener des réparations dans le cadre de travaux publics. Les Nations Unies ont indiqué que davantage de formations de ce type devraient mettre l'accent sur les besoins effectifs, « notamment par le biais de programmes de travaux publics et de formes durables de microfinance, de travail à son compte et d'entrepreneuriat ». □



Des Kenyans dans les rues de Kisumu, une ville de l'ouest du pays, écoutent les nouvelles annonçant la formation d'un gouvernement de coalition en février 2008. Certains membres des médias du Kenya ont attisé la violence et la haine ethnique dans le sillage des élections présidentielles de 2007.



FORMER *de bons* MESSAGERS

Une ONG internationale forme les journalistes à promouvoir la paix en présentant des informations exactes.

PERSONNEL D'ADF
PHOTOS DE AFP/GETTY IMAGES

Seulement quelques heures après qu'une commission a annoncé le vainqueur de l'élection présidentielle du Kenya en décembre 2007, des manifestants sont descendus dans les rues en signe de protestation.

« Des milliers de jeunes gens ont surgi de Kibera, un bidonville de 1 million d'habitants, brandissant des bâtons, fracassant des baraques, mettant le feu à des pneus et lançant des pierres », selon le *New York Times*. « Les soldats ont investi les rues pour les affronter. D'après les témoins, dans plusieurs villes du Kenya, des bandes sont allées de maison en maison, d'où elles ont extrait par la force des personnes originaires de certaines tribus et les ont frappées à mort à coups de bâton. »

L'élection contestée a été suivie de deux mois supplémentaires de violences. Plus de 1.000 personnes ont été tuées, et jusqu'à 500.000 personnes ont perdu leur logement.

Les médias peuvent être un instrument puissant pour favoriser la réconciliation sociale dans de telles situations. Ils peuvent aider à remplacer les rumeurs et la propagande par la rationalité et la raison. Ils peuvent porter l'injustice à l'attention du monde entier. Pourtant, dans cette élection au Kenya, certains membres des médias ont choisi d'attiser la violence.

« Dans l'ensemble, la presse écrite du Kenya figure parmi les meilleurs organes de presse de l'Afrique », a conclu le ministère du Développement international du Royaume-Uni dans un rapport paru en 2009. « Néanmoins, les principaux médias étaient orientés en faveur du gouvernement, en particulier ceux de la société publique Kenya Broadcasting Corporation. Les

émissions-débats diffusées sur certaines des petites stations de radio FM en langues locales sont également devenues des instruments de propagation de discours haineux, même si d'autres ont adopté une approche préconisant la paix civile. »

L'une de ces stations, Kass FM, qui est diffusée à l'attention des Kalenjin, l'un des groupes ethniques du Kenya, s'est fait remarquer pour avoir incité à la violence. Le directeur de la station, Joshua arap Sang, a été inculpé par le tribunal pénal international pour planification d'attaques et incitation à la haine sur les ondes.

Pour certains radiodiffuseurs, le rôle des médias dans l'incitation à la violence a été un coup de semonce. « Les médias ne se sont pas montrés à la hauteur au Kenya », affirme Paul Ohaga de Pamoja FM, une station qui diffuse à partir de Kibera. « C'est nous qui avons mis les gens dans cette situation. C'est donc à nous de les en sortir. »

La crise électorale qui a secoué le Kenya en 2007 n'a certainement pas été unique en son genre. Or, elle reste un exemple des raisons pour lesquelles l'existence de médias professionnels, non partisans, est étroitement liée à la sécurité nationale. Des médias formés et indépendants peuvent exercer une formidable pression sur les dirigeants des partis politiques, de l'armée et de la société civile, pour les inciter à se comporter de manière responsable.

GAGNER LA CONFIANCE

En février 2008, Internews, une organisation non gouvernementale internationale (ONG), a lancé un projet pilote, Mission Possible, à l'intention des médias kenyans. Ce projet comprenait une formation sur le rôle des médias en période de

UNE STATION DE RADIO *renaît* DE SES CENDRES

INTERNEWS

La Côte d'Ivoire subit encore les conséquences de la crise postélectorale de 2010, qui a fait plus de 3.000 victimes et a provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes. Fin 2012, de nouveaux actes de violence ayant engendré une nouvelle vague de réfugiés ont été signalés.

Radio Voix du Guémon était une source d'informations locales à Duékoué, une ville de l'est du pays qui a été gravement touchée par le conflit. Le mois de septembre 2012 a marqué le retour de la station sur les ondes, après une absence de 18 mois.

Pendant les combats, la station de radio a été pillée et a été entièrement détruite par un incendie. Ces événements ont privé d'informations crédibles une partie importante de la population locale et des réfugiés, une situation qui est devenue particulièrement inquiétante en juillet 2012 lorsqu'un camp abritant 5.000 réfugiés a été attaqué et réduit en cendres.

Reconnaissant l'importance de recevoir des informations à Duékoué, Internews a travaillé avec l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et d'autres organisations internationales, leur demandant leur soutien pour la reconstruction de la station. Albert Koenders, des Nations Unies, a déclaré que ces dernières avaient fourni des nouveaux équipements pour la station en raison du profond sentiment d'appropriation au niveau local qu'Internews avait contribué à faire naître au sein de la communauté. « Ce qu'Internews a réalisé est unique au monde », a-t-il ajouté.

Le programme d'Internews en Côte d'Ivoire est axé sur le renforcement des capacités de six stations de radio qui diffusent leurs programmes à Moyen-Cavally et Montagnes, les deux principales provinces occidentales, et même loin à l'intérieur du Liberia limitrophe, où se trouvent toujours des dizaines de milliers de réfugiés ivoiriens. L'une des priorités a été de mettre en place des groupes constitués de représentants de villages et de quartiers qui ont donné leur réaction. À ce jour, chaque station a réussi à créer au moins 20 groupes dont les membres fournissent des réactions, des informations et une aide financière importantes.



L'animatrice Lubna Lasu, de Radio Miraya, anime l'émission *Betna Weekend Edition* à Juba, la capitale du Soudan du Sud.

conflit, un séminaire de rédacteurs en chef, six séminaires de formation basés sur les stations ainsi qu'une série de sessions de mentorat.

L'une des sessions les plus intenses comprenait un tour de table réunissant 35 des plus importants présentateurs de radio kenyans, afin d'examiner la manière dont ils pouvaient « se tenir à l'écart de la « langue du conflit », à travers laquelle les distinctions ethniques puisent leur inspiration péjorative ». D'autres ateliers organisés avec des journalistes de la presse écrite ont examiné des questions sensibles, notamment relatives à l'opportunité de diffuser des images de guerre perturbantes et à l'importance de mentionner l'appartenance ethnique des victimes dans des récits d'actualité.

Créée en 1982, Internews a formé plus de 80.000 personnes à la présentation de l'information, à l'aspect économique de la production des nouvelles et à la gestion du personnel de rédaction. Cette ONG a travaillé dans plus de 70 pays, avec plus de 4.800 organes d'information. Pour aider les médias indépendants à remplir leur rôle de « gendarme », Internews a œuvré pour l'adoption et la mise en place dans 21 pays de lois et de politiques équitables relatives aux médias.

Internews a également apporté son concours du point de vue des détails pratiques du journalisme, notamment la production, l'équipement de studio et la construction de stations de radio. Dans les pays ravagés par la guerre, tels que le Soudan du Sud, le Kenya et la République démocratique du Congo, Internews a formé les reporters à couvrir les événements de violence et de réconciliation.

Exemples du travail des ONG en Afrique:

En **République centrafricaine**, Internews a relié 15 stations de radio communautaires dans le cadre d'un « réseau de communication humanitaire », qui présente des informations, de manière opportune et souvent exclusive, à l'intention et en provenance de zones reculées. Les stations appartiennent à des communautés locales, lesquelles en assurent la gestion. Par ailleurs, elles traitent d'enjeux

essentiels au pays, à savoir la paix, la sécurité alimentaire, l'accès aux services de base, la religion et l'éducation.

Au **Tchad**, Internews a mis en place un réseau de trois stations de radio FM qui diffusent leurs programmes en six langues locales « pour unifier les auditeurs de différentes origines culturelles et ethniques ». Internews a également mis en place une équipe de reportage traitant des questions de violence contre les femmes, qui a produit le premier programme radio de la région consacré aux besoins des réfugiées.

Le travail d'Internews en **Côte d'Ivoire** est axé sur la reconstruction des stations de radio communautaires dans l'ouest du pays, la région la plus gravement affectée par le conflit ayant suivi les élections de 2010. Dans les stations de radio, Internews a formé les reporters à mettre l'accent sur les informations liées aux efforts de réconciliation et les a aidés à comprendre les nouvelles technologies de communication. Les stations sont en train de s'établir à nouveau en tant que sources d'information crédibles et fiables.

Internews a lancé un programme de cinq ans en décembre 2010 pour travailler avec plus de 50 stations de radio communautaires dans quatre provinces de la **République démocratique du Congo**. Dans ce pays en proie à des conflits depuis 1996, Internews contribue à apporter aux citoyens congolais des informations fiables, de haute qualité, même dans les zones reculées. Internews construit actuellement un centre de ressources médiatiques dans chaque province.

En **Éthiopie**, le projet de cinq ans réalisé par Internews et qui a pris fin en 2010 a offert une formation sur place, une assistance technique et un soutien aux médias, avec l'aval du gouvernement. Dans le cadre de ce projet, a été élaborée une formation adaptée aux besoins particuliers des journalistes, des rédacteurs, des professionnels des relations publiques du gouvernement mais aussi des spécialistes de la santé.

Le **Niger** est l'un des pays les plus pauvres de l'Afrique, malgré ses richesses en ressources naturelles. Internews a formé des journalistes et des organes d'information à la présentation de l'actualité ayant trait à la gestion des ressources naturelles. En outre, il a encouragé les communautés locales à exprimer leurs préoccupations au regard des insuffisances de la gestion.

Internews a commencé à travailler dans la région dorénavant connue sous le nom de **Soudan du Sud** en 2006, après la fin de la guerre civile qui a duré des dizaines d'années. Depuis lors, Internews a renforcé son appui à un réseau de quatre stations de radio fournissant à des communautés reculées un accès à des actualités et à des informations cruciales dans les langues locales. Chaque station émet à présent sur un rayon de près de 100 kilomètres. Internews assure également la cogestion de Eye Radio 98.6 FM, une station de radio diffusant 24 h sur 24 et basée à Juba. L'expansion du réseau national d'Eye Radio comprendra la radiodiffusion dans la totalité des 10 capitales régionales du Soudan du Sud, avec sept sites répéteurs supplémentaires pour continuer à développer l'audience nationale.

En partenariat avec Star FM, une station de radio basée au Kenya qui diffuse ses programmes en somali, Internews développe actuellement trois stations de radio communautaires destinées à certaines des populations les plus affectées de la **Somalie**, en commençant par la capitale, Mogadiscio.

DIFFUSION D'UNE VOIX PUISSANTE

Peter Kariuki appartient à la tribu kikuyu du Kenya. Or, il est marié à une femme de la communauté kalenjin. Ses beaux-parents l'ont chassé, lui et sa femme, de leur maison, à cause de leur mariage. Ses parents l'ont renié pour la même raison. En 2008, il vivait dans un camp destiné aux personnes déplacées dans le pays de sa propre tribu. Sa femme vivait dans un camp destiné aux personnes de sa tribu. Depuis leur séparation, sa femme a donné naissance à un fils auquel Peter Kariuki a donné un nom grâce à son téléphone portable.

Peter Kariuki a raconté cette histoire à un auditoire composé de journalistes de radio, lors d'une conférence du projet Mission Possible. En entendant cette histoire, les journalistes étaient à la fois furieux et émus. Neuf stations lui ont demandé de participer à leurs émissions.

« Cela a marqué un tournant majeur dans la manière dont cette radio a couvert la crise à laquelle sont confrontées les personnes déplacées », a écrit ultérieurement Internews. « Un présentateur d'une émission matinale, Sumba Juma de Mulembe FM, a initialement indiqué que les auditeurs de la station de radio « stéréotypaient » Peter Kariuki sur la base de son appartenance ethnique. Les auditeurs étaient à la fois agressifs et négatifs envers Peter Kariuki. Le calme de ce dernier dans sa manière de répondre aux questions soulevées, malgré la provocation, a persuadé les gens de commencer à l'appeler en adoptant une attitude plus positive. Les auditeurs se sont mis à appeler pour suggérer des solutions à ce problème. À mesure que se déroulait l'émission (Peter Kariuki était sur les ondes pendant plus de deux heures), l'écho suscité par cette affaire auprès des auditeurs est devenu impressionnant. »

Il a été ultérieurement invité à s'exprimer dans une station de radio diffusée dans la communauté Kalenjin et qui avait été, dans le passé, accusée d'attiser la haine raciale. Pendant des heures, il a pris des appels provenant de personnes originaires de la tribu qui l'avait obligé à s'enfuir.

Mitch Odero, un journaliste kenyan connu dans tout le pays, a fait remarquer que les émissions « incitaient nombre d'entre nous à aborder la question de notre culpabilité collective ».

« Jamais dans l'histoire de la radiodiffusion au Kenya, une radio n'avait suscité aussi efficacement une telle participation de la part des auditeurs », ajoute Mitch Odero. « En conséquence, j'ai bon espoir que le rôle efficace joué par les médias, tel qu'il est illustré dans cet exemple, sera réédité dans l'ensemble du pays, en particulier par les médias associatifs. » □

Des musiciens AFFICHENT LEUR UNITÉ en Côte d'Ivoire

Lorsque la violence a déferlé en Côte d'Ivoire en 2011 à la suite d'une élection présidentielle contestée, certains des musiciens les plus populaires du pays ont pris part au conflit.

« Lorsque j'ai regardé la scène musicale en Côte d'Ivoire, je me suis rendu compte que nous-mêmes, nous avons été trop loin », admet Asolfo Traore, du groupe de zouglou Magic System, l'un des rares groupes à avoir refusé de prendre parti pendant la crise. « C'était quand tout était détruit que nous avons voulu recoller les morceaux. Mais c'était trop tard. »

À présent, des musiciens divisés depuis longtemps se réunissent, espérant user de leur influence pour aider la Côte d'Ivoire à cicatriser ses blessures.

Les plus célèbres artistes de reggae du pays, connus pour leur rivalité, montrent l'exemple. Le long contentieux entre Alpha Blondy et Tiken Jah Fakoly est célèbre dans le monde du reggae, bien que ni l'un ni l'autre n'ait voulu révéler les raisons profondes de cette animosité.

Les deux hommes viennent du nord aride de la Côte d'Ivoire et ont en commun le même genre de musique. Toutefois, les similarités s'arrêtent là. Alpha Blondy, considéré comme le père du reggae ivoirien, se produit en costume rose chatoyant, portant une cravate dorée et un Panama digne d'un dandy venu de la ville. Tiken Jah Fakoly porte l'ensemble flottant traditionnel des Malinkés, sa tribu du nord du pays.

Au cours de la crise, Alpha Blondy est resté en Côte d'Ivoire, tandis que Tiken Jah Fakoly, un opposant virulent au régime de l'ancien président Laurent Gbagbo, est parti en exil dans le Mali voisin.

Ils ont réussi à s'éviter tout au long de leurs longues carrières parallèles. Avant qu'il n'ait pris le combiné pour contacter Alpha Blondy autour de l'idée de se réunir pour une série de concerts en faveur de la paix, Tiken Jah Fakoly affirmait qu'ils ne s'étaient rencontrés que deux fois.

« Avant de nous adresser aux Ivoiriens pour leur demander de s'orienter vers la réconciliation, il était important pour nous de leur envoyer un signe majeur », explique Tiken Jah Fakoly. « C'est ce que nous avons fait. »

Après une rencontre à Paris est née une idée simple : six concerts dans six villes, réunissant des musiciens de l'ensemble de tendances politiques pour faire pression en faveur de la paix. « Personne n'est mort à propos des problèmes entre Tiken et moi », observe Alpha

Blondy. « Il y a des choses bien plus graves que nos petites querelles, notre fierté et nos vanités. »

L'unité n'a jamais été un problème, a expliqué Alpha Blondy, jusqu'à ce que les responsables politiques commencent à recourir à la carte de l'identité ethnique dans leur lutte pour le pouvoir après la disparition du premier président du pays, Félix Houphouët-Boigny, en 1993.

« Les Ivoiriens ne sont pas divisés. C'est ce que j'ai découvert », a affirmé Alpha Blondy lors de la dernière soirée de la tournée en novembre 2012. « S'il y a des gens qui ont besoin de se réconcilier, ce ne sont ni les artistes ni les gens du peuple. Ce sont les responsables politiques. »

REUTERS

Le musicien Alpha Blondy, originaire de Côte d'Ivoire, sur scène en concert le 3 novembre 2012 à Abidjan.

AFP/GETTY IMAGES



UN GROUPE UTILISE LE FOOTBALL POUR ÉMANCIPER LES FILLES

Girls and Football South Africa (GFSA), une nouvelle organisation à but non lucratif, élimine les obstacles liés au sexe pour donner aux Sud-Africaines la possibilité de participer au sport le plus populaire au monde.

Fondée en avril 2012, la GFSA présente le sport en tant que mécanisme d'épanouissement pour les filles et renforce la sensibilisation sur les questions importantes ayant un impact dans la vie des jeunes femmes.

« Nous sommes convaincues que le football est une source d'émancipation pour les filles, en leur apportant un sens profond de l'appropriation de leur corps et en favorisant chez elles l'estime de soi », explique Jos Dirx, directrice et fondatrice de la GFSA.

Souvent, seuls les garçons semblent disposer des qualités propres à l'exercice des responsabilités que procure l'exercice du sport, constate Jos Dirx. « Cette situation entrave notablement l'épanouissement personnel des filles, ce qui se traduit par un déséquilibre dans la société sud-africaine. »

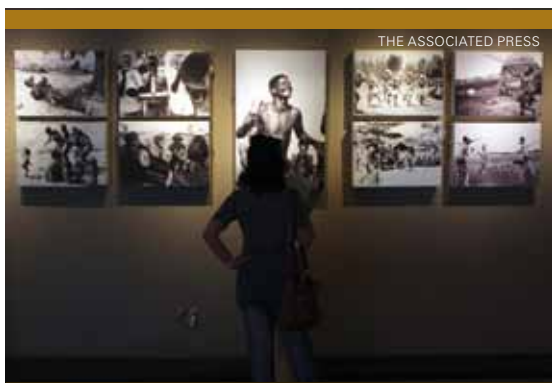
L'organisation organise des ateliers qui conjuguent une formation aux compétences de la vie avec le football, afin de favoriser l'émancipation des filles âgées de 9 à 18 ans. « En associant nos participantes à des figures fortes auxquelles elles peuvent s'identifier, comme les joueuses de l'équipe nationale féminine sud-africaine, nous motivons les jeunes filles en les encourageant à construire un avenir meilleur », ajoute Jos Dirx.

Cette initiative a été en partie inspirée par le battage médiatique autour de l'équipe masculine de football précédant la Coupe du Monde 2010 de la FIFA, qui a été organisée en Afrique du Sud. Après ce grand événement footballistique, la GFSa a décidé de conduire des recherches sur le football féminin dans le continent et en Afrique du Sud en particulier.

En 2011, l'organisation a produit un documentaire intitulé *Can I Kick It?* (Est-ce que je peux le tirer ?) qui a remporté le prix du Meilleur Documentaire au Festival international de la télévision et du cinéma de Beyrouth, au Liban. Produit par Jos Dirx, le film présente des interviews réalisées avec des joueurs amateurs ou professionnels, hommes et femmes. Il souligne les défis auxquels les femmes sont confrontées, en particulier les joueuses de l'équipe nationale féminine sud-africaine, les Banyana Banyana. MEDIACLUBSOUTHAFRICA.COM



GFSa



La musique africaine reçoit un traitement numérique

Il y a plus de 80 ans, Hugh Tracey réalisait ses premiers enregistrements de musique africaine et gagnait une réputation d'Anglais un peu fou qui s'enfonçait dans la brousse pour y rencontrer des joueurs de tambour.

Aujourd'hui, ses archives uniques en leur genre ont été numérisées et utilisées comme matériel pédagogique dans deux nouveaux manuels scolaires, concrétisant ainsi son souhait de préserver cette musique, un rêve de toute une vie.

Sa bibliothèque internationale de musique africaine est constituée d'enregistrements sur disques à 78 tours et sur bandes magnétiques. Ces enregistrements, qui correspondent à une durée d'écoute de six mois, ont été recueillis depuis l'actuel Zimbabwe jusqu'à l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et la République démocratique du Congo.

La collection Tracey, hébergée dans le campus de l'Université Rhodes à Grahamstown, en Afrique du Sud, est la plus importante archive de ce genre en Afrique. Les milliers d'heures de musique incluent des ensembles villageois, de la musique royale de cour, des tambours et des voix, témoignages musicaux dont la totalité a été sauvegardée au cours d'expéditions menées jusque dans les années 1960 dans des circonstances à peine imaginables.

« Il y avait de la poussière et des moustiques qui se coinçaient sous la bande magnétique », se rappelle Andrew Tracey, le fils de Hugh Tracey, qui a poursuivi le travail précurseur de son père en préservant et transcrivant la collection. « Il voyageait un peu partout avec trois véhicules et utilisait un groupe électrogène diesel. » Son père est mort en 1977.

Andrew Tracey, aujourd'hui âgé de 78 ans, a passé le témoin à Diane Thram. Ce professeur d'université américaine s'occupe des archives, entièrement numérisées en 2012, et des 8.000 photographies de la collection.

Les dernières productions tirées des archives sont deux manuels scolaires publiés par la bibliothèque. Le premier intitulé « Understanding African Music » (Comprendre la musique africaine), est destiné aux lycéens. Il a été présenté à l'occasion d'une conférence mondiale d'enseignants de la musique. Le second sera destiné aux jeunes enfants.

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Académie associe le basket-ball et l'éducation

Un programme de basket-ball sénégalais se bat depuis 10 ans pour assurer un cursus scolaire à des jeunes passionnés de ce sport.

L'Académie SEEDS (Sports for Education and Economic Development in Senegal ou Sports pour l'éducation et le développement économique au Sénégal) est basée au Centre national d'éducation populaire et sportive (CNEPS) de Thiès, à l'est de Dakar. Elle a été créée par Amadou Gallo Fall, le vice-président pour le développement du sport en Afrique auprès de la National Basketball Association des États-Unis.

Le respect et la discipline sont deux des valeurs défendues par Amadou Gallo Fall, un Sénégalais de 49 ans qui a bénéficié d'une aide à la fin des années 1980. À l'époque, il était étudiant et joueur de basket-ball en Tunisie où il a été repéré par un Américain qui l'a aidé à venir étudier aux États-Unis.

Une blessure au poignet a mis prématurément fin à sa carrière alors qu'il fréquentait encore un établissement universitaire. Toutefois, il a réussi à trouver un emploi en tant que

recruteur pour la NBA. En 2010, il a été chargé de promouvoir ce sport en Afrique. Il a voulu donner aux jeunes Sénégalais la même chance que celle dont il a bénéficié. En 2003, Amadou Gallo Fall a créé l'Académie SEEDS pour aider à prendre en charge les besoins scolaires et sportifs des jeunes.

« En échange, il leur a fallu obtenir de très bons résultats à l'école pour avoir une chance d'intégrer un établissement d'enseignement supérieur ou une université aux États-Unis », explique Cheikh Fall, le frère d'Amadou Gallo Fall. « C'était le marché. »

L'Académie SEEDS compte environ 30 élèves âgés de 14 à 18 ans. Son programme est rigoureux.

« Nous avons des cours et l'entraînement jusqu'à 23 h », explique Youssoupha Birama Fall, âgé de 17 ans, qui a été récemment l'un des champions d'Afrique des moins de 18 ans avec le Sénégal. « Nous n'avons pas le temps de nous amuser ou de penser à autre chose qu'aux études et au basket-ball. »

AGENCE FRANCE-PRESSE



Des joueurs de basket-ball se dirigent vers une séance d'entraînement à l'Académie SEEDS, un internat gratuit pour les élèves joueurs de basket-ball de Thiès, au Sénégal. Sa mission est de donner aux jeunes gens la discipline nécessaire pour réussir dans la vie grâce au sports et aux études.

AFP/GETTY IMAGES



LE PRÉSIDENT SOMALIEN *obtient* LA RECONNAISSANCE DE SON PAYS

— | PERSONNEL D'ADF | —

Le président somalien Hassan Sheik Mohamud a déclaré qu'il voulait reconstruire son pays en mettant l'accent sur la sécurité mais aussi sur la réforme judiciaire et de la gestion des finances publiques.

Hassan Sheik Mohamud a tracé les grandes lignes de ses projets lors d'un discours prononcé le 17 janvier 2013 devant le Centre d'études stratégiques internationales à Washington, D.C., au cours de sa première visite aux États-Unis depuis son entrée en fonctions en septembre 2012.

Pendant ce voyage, les États-Unis ont officiellement reconnu le gouvernement de la Somalie pour la première fois depuis 1991. La secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Rodham Clinton, a annoncé ces tous derniers développements après sa rencontre avec Hassan Sheik Mohamud. À cette occasion, la longue lutte de cette nation de l'Afrique de l'Est contre la violence, les troubles

et le groupe terroriste armé al-Shebab a été rappelée. « Nous ne sommes pas encore arrivés à destination. Il s'agit d'une étape importante qui a été franchie à cette fin », a déclaré Hillary Clinton. « Nous respectons la souveraineté de la Somalie et, en tant que nations souveraines, nous continuerons à avoir un dialogue ouvert, transparent, à propos de la manière dont nous pouvons faire plus pour aider le peuple somalien à réaliser ses propres rêves. »

« La Somalie est très reconnaissante du soutien inébranlable des États-Unis au peuple somalien », a répondu Hassan Sheik Mohamud à Hillary Clinton. Il s'était auparavant entretenu avec le président des États-Unis, Barack Obama, à la Maison Blanche.

Il a affirmé que le peuple somalien était prêt à relever les immenses défis qui se dressent devant lui. « Notre peuple a beaucoup souffert. Il est temps de faire revivre tous les souvenirs d'une époque au cours de laquelle Mogadiscio était la capitale la plus sûre du continent africain », a-t-il ajouté. « J'ai foi en mon peuple, qui est composé d'entrepreneurs capables de surmonter les moments difficiles avec courage et dignité. Les Somaliens sont des gens qui résistent à l'adversité. Je n'ai aucun doute sur le fait que cette résistance à l'adversité leur a permis de continuer à survivre envers et contre tout. »

Pendant sa visite aux États-Unis, Hassan Sheik Mohamud s'est également adressé à 4.000 membres de la diaspora somalienne à Minneapolis, dans le Minnesota, les exhortant à contribuer à reconstruire leur patrie. Cet État accueillerait environ 70.000 Somaliens, selon la BBC.

Hassan Sheik Mohamud, un maître de conférences de l'université, a été élu parmi une dizaine de candidats en septembre 2012. Il a survécu à une tentative d'assassinat peu après son investiture.



AFP/GETTY IMAGES

Le président somalien Hassan Sheik Mohamud a rencontré la secrétaire d'État des États-Unis Hillary Clinton en juillet 2013. Les États-Unis ont officiellement reconnu le gouvernement de la Somalie pour la première fois depuis 1991.



Les États méditerranéens se réunissent

pour la première fois depuis le « Printemps arabe »

Les dirigeants de 10 États méditerranéens se sont engagés à relever ensemble leurs défis communs relatifs à la sécurité à l'occasion d'un sommet de deux jours qui s'est tenu à Malte en Octobre 2012. Pour ce faire, ils conseillent de renforcer la collaboration transcontinentale dans les domaines de la sécurité, de la défense, de l'immigration et de l'économie. « Au sommet de Malte, notre objectif principal est de jeter les bases d'une solide coopération dans divers domaines, notamment la sécurité et l'économie », a déclaré le premier ministre maltais Lawrence Gonzi à l'occasion du premier « Dialogue 5+5 » depuis le Printemps arabe.

Les participants ont demandé à faire fonctionner le groupe comme cadre de consultation entre les deux rives de la Méditerranée. Les dirigeants de l'Algérie, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie, en compagnie de plusieurs partenaires européens (la France, l'Italie, Malte, le Portugal et l'Espagne), ont aussi examiné les nouvelles menaces pesant sur la sécurité dans le sillage du Printemps arabe. Ils ont fait part de leur détermination à combattre le terrorisme, a indiqué Mourad Medelci, le ministre algérien des Affaires étrangères.

La Tunisie a proposé de constituer une force d'intervention conjointe pour surveiller le littoral et porter secours aux immigrants. Par ailleurs, l'Algérie a demandé la création d'un observatoire de la sécurité alimentaire.

La réforme démocratique était également au sommet de l'ordre du jour. « Les événements survenus en Afrique du Nord sont historiques et ont des conséquences pour tous les autres pays », a observé Lawrence Gonzi. Il a également lancé un appel pour mettre fin à la violence et pour consolider la démocratie, la paix et la prospérité au Maghreb.

Le président tunisien Moncef Marzouki a déclaré, pour sa part, que les changements en Afrique du Nord « ne constituaient pas une menace pour l'Europe ». Les pays européens « trouveront de nombreuses opportunités dans notre région », a assuré le président Marzouki.

« La région a été le témoin de nouveaux développements qui contribueront à sa stabilité », a, quant à lui, observé le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz. « Nos pays essaient à présent de concilier la démocratie et la gouvernance. »

Il a décrit le groupe 5+5 comme « un modèle de coopération et d'intégration », dont « les valeurs peuvent aider à surmonter les problèmes » dans les deux régions. « Le dialogue nous aidera à relever les défis présentés par le terrorisme, la criminalité transnationale et la contrebande des armes », a ajouté le président Ould Abdel Aziz. « Tout ceci exige un changement des mentalités. »

D'autres sujets ont été abordés :

- Le groupe a convenu de créer un groupe spécial avec la participation des 10 pays, en vue de lutter contre l'immigration illégale.
- Les participants ont accepté d'organiser deux réunions des ministres de la jeunesse des 10 pays à Nouakchott, dont la date sera fixée ultérieurement. Ils prévoient un sommet des ministres des Affaires étrangères au mois de mars 2013. MAGHAREBIA.COM

Des dirigeants de pays européens et nord-africains ont tenu leur premier sommet depuis les révoltes du Printemps arabe.

L'ENGOUEMENT POUR LA VÉRIFICATION DES FAITS GAGNE L'AFRIQUE



PERSONNEL D'ADF

Un responsable politique, un chef d'entreprise, une association de santé ou un groupe de protection de l'environnement a-t-il/elle proféré une affirmation

qui, d'après vous, pourrait

ne pas être exact et que vous voudriez contester ? Si tel est le cas, Africa Check pourrait être le site Web qu'il vous faut.

Ce nouveau site Web à but non lucratif (africacheck.org) déclare qu'il « préconise l'exactitude dans le débat public » en vérifiant les « affirmations faites par des personnalités publiques dans l'ensemble du continent ».

« Cela a commencé en Afrique du Sud, en utilisant des compétences journalistiques et des éléments d'information tirés des outils en ligne les plus récents, des lecteurs, de sources publiques et d'experts, en démêlant le vrai du faux. »

Ce site Web s'inscrit dans le droit fil de plusieurs sites qui ont suscité de l'engouement aux États-Unis, en particulier FactCheck.org et PolitiFact.com, lequel a remporté le prestigieux Prix Pulitzer pour son travail. Ces sites Web, parmi d'autres, se sont retrouvés au centre de l'attention à l'occasion des élections présidentielles américaines de 2012, à mesure qu'étaient vérifiées la véracité des déclarations et affirmations des candidats.

Africa Check a été conçu par la Fondation AFP, organe à but non lucratif dont la mission consiste à former des journalistes dans les pays en développement, institué par l'agence de presse internationale Agence France-Presse. Établie en juin 2012, cette fondation est dirigée en partenariat avec l'école de journalisme de l'Université de Witwatersrand à Johannesburg.

« Étant basés dans un institut de formation au journalisme, nous avons également pour but de valoriser une culture de l'exactitude auprès des étudiants et des stagiaires, en leur procurant une expérience pratique des exigences rigoureuses de la vérification des faits », annonce son site Web.

Un rapport paru le 7 novembre 2012 sur Africa Check examine des affirmations contradictoires opposant le Congrès national africain (ANC) et l'Alliance démocratique (DA), deux partis politiques de l'Afrique du Sud.

« Le président Jacob Zuma a affirmé la semaine dernière que les disparités entre les riches et les pauvres se sont atténuées », a expliqué le site. « La DA, le parti de l'opposition, a affirmé que celles-ci augmentaient régulièrement. Un examen attentif des statistiques présentées montrent que les affirmations sont toutes deux erronées. »



REUTERS

LA MAURITANIE ET LE SÉNÉGAL JOIGNENT LEURS FORCES CONTRE LE TERRORISME

La Mauritanie et le Sénégal ont lancé une campagne à grande échelle de sensibilisation à la lutte contre le terrorisme le long de leur frontière commune.

« Des délégations de l'armée mauritanienne et de l'armée sénégalaise expliquent aux villageois qu'ils doivent s'impliquer dans la lutte contre le terrorisme en signalant dans les plus brefs délais tout mouvement d'individus ou groupes suspects aux autorités les plus proches », a expliqué le site noorinfo.com à propos de l'initiative lancée en décembre 2012.

Des soldats rendent visite à des communautés locales sur les deux rives du fleuve Sénégal, afin de parler aux citoyens des « dangers que le terrorisme, la criminalité transfrontalière et les trafics en tous genres constituent pour leur tranquillité d'esprit et leur sécurité », a ajouté le site Web d'actualités mauritaniennes.

En septembre 2012, au cours de la première visite officielle en Mauritanie du président sénégalais Macky Sall, les deux pays ont exprimé leur volonté de coopérer dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière.

Ce n'est pas la première fois qu'une campagne de ce type est organisée le long de la frontière mauritanienne, selon le journaliste Jidou Ould Sidi, spécialiste des questions de sécurité.

« En février [2012], une campagne similaire a été organisée en Mauritanie en coordination avec l'Algérie, le Mali et le Niger, dans l'ensemble de la région dans laquelle Al-Qaïda au Maghreb islamique [AQMI] opère », a indiqué Jidou Ould Sidi au site Magharebia.com.

« Le but de cette campagne de sensibilisation est de s'attaquer à la propagande extrémiste répandue par AQMI parmi les membres des communautés frontalières que cette organisation tente d'attirer », a-t-il ajouté.

La perspective du terrorisme est devenue de plus en plus réelle au Sénégal. AQMI a « menacé de s'attaquer au Sénégal, un pays qui souhaite vivement créer un environnement sécurisé en vue de donner un coup d'arrêt à l'action de ces criminels transfrontaliers », indique Pape N'Diaye, reporter au quotidien *Walfadjri*.

MAGHAREBIA.COM

Des villageois se baignent et font leur lessive dans le fleuve Sénégal près de la ville frontalière de Kaedi, en Mauritanie, en juin 2012.

UN EXERCICE MET EN ÉVIDENCE

les rôles que jouent la police et les civils dans la Force en attente

En novembre 2012, l'Union africaine a achevé une semaine de formation en Éthiopie destinée aux membres de la Force africaine en attente. Il est prévu que la force devienne opérationnelle en 2015. Cependant, certains secteurs pourraient être mobilisés plus tôt.

Plus de 100 policiers et civils venant d'institutions régionales ont participé à l'exercice de huit jours du nom de Njiwa. Il est prévu que ces participants partagent la teneur de cette formation avec leurs collègues et leurs institutions dans leurs pays d'origine.

Dans le cadre de cette formation, axée sur le règlement des conflits dans le pays africain fictif de Carana, il était demandé aux participants d'élaborer des plans visant à aider le pays au moment où il était en proie à une crise violente imaginaire. Les participants étaient divisés en trois équipes : une équipe axée sur l'État de droit, une équipe axée sur la protection des civils, et une équipe traitant de la gestion de la mission.

Kamye Arthur, un responsable de la planification civile de l'Ouganda, faisait partie de l'équipe de l'État de droit chargée d'élaborer des stratégies et des interventions. « Le scénario [se déroule] à partir du postulat que la police de ce pays, un pays hypothétique, ne dispose pas des capacités adéquates », explique Kamye Arthur. « Donc, nous essayons d'imaginer des interventions qui ont pour objectif le renforcement des capacités de la police. »

Cet exercice est également destiné à clarifier les composantes du rôle que les civils vont jouer dans la Force africaine en attente.

VOIX DE L'AMÉRIQUE

LE MALAWI ORGANISE Une Formation POUR LES SOUS-OFFICIERS

SERGENT-CHEF WILNED KALIZGAMANGWERE CHAWINGA
FORCES DE DÉFENSE DU MALAWI

Tout au long de l'année 2012, les Forces de Défense du Malawi (MDF) ont dirigé des cours de formation destinés aux officiers et aux sous-officiers (NCO) supérieurs et subalternes dans la caserne de Kamuzu à Lilongwe, au Malawi, dans le cadre d'un projet de collaboration avec les formateurs de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique.

Les soldats des MDF, de divers grades et de plusieurs unités, ont suivi quatre cours interarmées. « Les trois premiers cours étaient consacrés à l'exercice des responsabilités et au perfectionnement professionnel des sous-officiers supérieurs et subalternes, tandis que le dernier cours était essentiellement une formation au mouvement des convois, au contrôle de ces mouvements et à leur exécution, dans le cadre des opérations de combat ou de maintien de la paix », a expliqué l'adjutant-chef des MDF Sarry Mussa, le coordinateur des cours.

Le commandant-adjoint des MDF, le général de corps d'armée Clement Kafuwa, a déclaré à ce propos que cette formation était importante parce qu'elle enseignait les compétences nécessaires à l'exercice des responsabilités, les connaissances de la chaîne de commandement et des moyens de soutien aux sous-officiers mais aussi la structure militaire, la formation organisationnelle et la manière de préparer les calendriers de formation.

« Une fois que les sous-officiers ont reçu une formation de ce type, nous pouvons déclarer en toute confiance que nous disposons d'officiers subalternes sur lesquels nous pouvons compter

Des soldats des Forces de défense du Malawi calculent le poids et le centre de gravité d'un véhicule pendant un cours organisé dans le cadre de la formation « African Deployment Partnership Training » (ADAPT), à Salima, au Malawi, en 2013.



CAPITAINE BRAD COPAS/ARMÉE DES ÉTATS-UNIS EN AFRIQUE

pour diriger les soldats et donner des conseils utiles aux officiers supérieurs à tous les niveaux cruciaux de la prise de décision concernant des enjeux importants », a affirmé le général de corps d'armée Kafuwa.

Le général de division Ignasio Maulana, alors chef des opérations militaires des MDF, a encouragé les soldats à partager les connaissances nouvellement acquises avec leurs collègues sous-officiers, après avoir terminé leur formation avec succès.

« Permettez-moi d'insister sur le fait que, lorsque vous retournerez à vos unités respectives, vous devriez être capables de partager avec vos collègues sous-officiers tout ce que vous avez appris. En effet, tout le monde n'a pas eu l'occasion de suivre ces cours importants », a-t-il ajouté.

Les MDF mettent en œuvre immédiatement cette formation. Elles ont envoyé un bataillon fort de 850 soldats en soutien de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Le général Maulana a également remercié le gouvernement américain et l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique pour leur soutien.

LA MARINE NIGÉRIANE



Des membres de la Marine nigérienne défilent à Abuja. REUTERS

prend des mesures répressives contre la criminalité maritime

PERSONNEL D'ADF

Avec un exercice maritime du nom de code « Exercise Farauta », la Marine nigérienne a déclaré la guerre à la criminalité maritime.

Le vice-amiral Emmanuel Ogbor a fait cette annonce lors d'une cérémonie se déroulant à bord du Thunder, un navire de guerre nigérian. Il a déclaré que l'objectif avait été fixé par le président Goodluck Jonathan. Ce dernier a fait de l'élimination des détournements de pétrole, des vols commis en mer et d'autres formes de criminalité une priorité.

« La synergie de cet effort assurera l'accomplissement intégral de la mission envers toutes les formes de menaces, avec pour priorité spécifique de mettre fin immédiatement à toutes les activités criminelles dans la région du delta du Niger », a expliqué le vice-amiral Ogbor au quotidien *This Day*.

L'exercice mené pendant une semaine en novembre 2012 a mobilisé huit navires de guerre, six canonnières et trois hélicoptères, selon le quotidien *The Guardian of Nigeria*. La Marine a arraisonné et inspecté 17 navires et a découvert que deux d'entre eux transportaient illégalement du pétrole.

Les participants sont convaincus que cette démonstration de force enverra un message aux voleurs éventuels. « Les voleurs de pétrole brut et les pirates ont déjà pris note des signaux envoyés et n'ont pas d'autre choix que de quitter nos eaux territoriales », a affirmé le vice-amiral d'escadre Dele Ezeoba, chef d'état-major de la Marine.

Le vice-amiral Dele Ezeoba a ajouté que l'interception des navires avait été appuyée par des aéronefs de surveillance. La prochaine étape pour les forces navales est de disposer de capacités de transfert des données en temps réel depuis l'aéronef jusqu'à un navire en mer, d'après ses précisions. Outre la Marine, des éléments de l'Armée nigérienne et des aéronefs de patrouille maritime de l'Armée de l'air nigérienne ont pris part à l'exercice.



SHAMBA SHAPE-UP

LE KENYA TOURNE SON ATTENTION VERS UNE ÉMISSION DE TÉLÉRÉALITÉ SUR L'AGRICULTURE

VOIX DE L'AMÉRIQUE

Linspiré par la popularité des émissions télévisées américaines et britanniques de transformation de maisons, un producteur de télévision du Kenya réalise une émission de télé-réalité qui aide les agriculteurs du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie à mieux travailler. L'émission attire à présent plus de 7 millions de téléspectateurs.

David Campbell, qui vit au Kenya depuis 1979, utilise les médias pour enseigner aux agriculteurs la manière d'améliorer leurs techniques. En tant que directeur de l'entreprise Mediae, David Campbell a pour double objectif d'informer et de divertir son public.

Après avoir appris que 70 pour cent des téléspectateurs regardant sa série de fiction à succès *Makutano Junction* venaient des zones rurales, David Campbell a créé une émission de transformation de ferme appelée *Shamba Shape-Up*.

Il affirme que, même si des projets de recherche et des programmes de développement peuvent aider un petit groupe d'agriculteurs, son émission tout à fait particulière a des retombées bien plus importantes. Chaque épisode commence par un agriculteur décrivant son problème aux présentateurs et aux experts du programme. L'équipe fournit des conseils et aide l'agriculteur dans les domaines de l'ensemencement, de la récolte, de l'éradication des organismes nuisibles, de l'élevage du bétail et même de la gestion financière élémentaire. À la fin de l'émission, les téléspectateurs peuvent envoyer un SMS pour recevoir un dépliant contenant les informations communiquées pendant l'épisode.

LA MALADIE DU VER DE GUINÉE EST EN VOIE D'ÉRADICATION

PERSONNEL D'ADF

Le ver de Guinée est en passe de devenir la deuxième maladie au monde à être éradiquée, après la variole.

Lors d'une conférence de presse en janvier 2013 dirigée par l'ancien président américain Jimmy Carter, des responsables de la santé ont déclaré que le nombre de cas recensés de la maladie du ver de Guinée est passé de 1.058 en 2011 à 542 en 2012. Les responsables de la santé ont déclaré qu'en 1986, 3,5 millions de cas de la maladie du ver de Guinée étaient recensés dans 21 pays. C'est à cette époque que le Centre Carter a lancé une campagne d'éradication. L'existence de la maladie sur le continent remonte à une époque aussi lointaine que celle de l'Égypte ancienne.

Il n'existe pas de vaccin ni de solution médicale pour la prévention de la maladie du ver de Guinée. Elle peut être maîtrisée uniquement par le biais de campagnes de santé publique très énergiques visant à purifier l'eau potable et grâce à l'utilisation de filtres permettant d'éviter l'ingestion des vers. Ces responsables ont reconnu qu'il était théoriquement possible d'éradiquer la maladie simplement en améliorant l'assainissement de l'eau.

Cette affection est douloureuse. Une fois qu'une larve est ingérée, elle peut se développer pendant plus d'une année et atteindre plus d'un mètre de longueur. Elle sort du corps à travers une ampoule généralement située sur la jambe ou le pied.



Dans un village reculé du Soudan du Sud, des enfants recueillent l'eau d'un étang et la transforment en eau potable en utilisant des filtres fournis par le Centre Carter pour en empêcher la contamination par le ver de Guinée.

En plus de l'atténuation des souffrances, l'élimination de cette maladie pourrait avoir des retombées économiques. Selon certaines études, dans les régions où la maladie est répandue, les agriculteurs manquent souvent la saison des récoltes et les enfants manquent l'école en raison de ses effets.

DES OUGANDAISES font de la vente au porte à porte

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Grâce à un prêt de 75 dollars, des Ougandaïses deviennent des entrepreneurs. Une organisation du nom de Living Goods a recruté 700 Ougandaïses pour vendre ses produits de santé à domicile dans leurs communautés rurales.

Une dose de médicaments peut ne coûter que 20 cents à l'achat. Cependant, le transport vers le point de vente peut coûter 2 dollars. En achetant ces produits en gros, ces femmes peuvent obtenir de bons prix et répercuter au bénéfice de leurs clients les économies réalisées sur les coûts de transport.

Joe Speicher, vice-président de cette organisation basée à San Francisco, est convaincu que ce modèle économique réussira, parce qu'il est inspiré du succès d'Avon, une marque américaine très connue. « Avon a été créée dans les années 1860 dans le nord de l'État de New York. Les conditions y étaient très similaires à celles que vous trouveriez aujourd'hui en Afrique sub-saharienne : principalement, des réseaux sociaux, des femmes sous-employées et une faible pénétration des produits essentiels », rappelle Joe Speicher.

L'organisation Living Goods possède ce qu'elle appelle un « double critère déterminant » : elle vise à dégager un profit et à améliorer la santé de la communauté. Toutefois, les grandes entreprises considèrent également ce modèle avec intérêt. L'entreprise américaine Procter and Gamble est déjà en train de commercialiser ses produits par l'intermédiaire des vendeuses de Living Goods.



Une organisation du nom de Living Goods a recruté 700 Ougandaïses pour vendre ses produits de santé à domicile dans leurs communautés rurales.

ESTHER HAVENS/LIVING GOODS



Des lionceaux de l'Atlas nés en 2004. Un zoo marocain déploie de gros efforts pour faire revivre cette espèce qui est au bord de l'extinction.

UN ZOO MAROCAIN FAIT REVIVRE

Les **LIONS** *de L'Atlas*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Près d'un siècle après qu'un chasseur français de l'ère coloniale a mis une balle dans ce que l'on en est venu à considérer comme le dernier lion de l'Atlas vivant en milieu sauvage, un zoo marocain déploie de gros efforts pour faire revivre cette sous-espèce légendaire aujourd'hui au bord de l'extinction.

Cet animal majestueux, également connu sous le nom de lion de Barbarie, était jadis répandu dans toute l'Afrique du Nord. Cette espèce a fini par être déclarée éteinte après la chasse de 1922 qui l'a vu disparaître de son environnement naturel. Et pourtant, quelques dizaines de spécimens ont survécu en captivité. Le zoo de Rabat, récemment ouvert, s'efforce de sauvegarder la lignée et d'augmenter leur nombre jusqu'à ce que cette population soit viable.

« Pendant longtemps, on a pensé que l'espèce avait disparu. Toutefois, il s'est avéré que le Sultan Mohammed V (le grand-père du souverain régnant) possédait quelques lions de l'Atlas dans son parc privé » indique Abderrahim Salhi, le directeur de l'exploitation du zoo.

Le sultan, qui est devenu roi à l'indépendance, approvisionnait son parc avec l'aide des membres des tribus qui chassaient les prédateurs de montagne et les offraient à leur souverain en tant que tribut et en signe d'allégeance. « Après l'indépendance du Maroc [en 1956], les lions de l'Atlas du parc royal ont constitué la pièce maîtresse du zoo et sont devenus un symbole de fierté », précise Abderrahim Salhi.

Aujourd'hui, ce symbolisme apparaît sur le blason de la monarchie, qui représente deux lions protégeant une couronne. L'équipe marocaine de football porte leur nom, les Lions de l'Atlas, symbolisant les espoirs de ce pays passionné par le ballon rond.

Certains observateurs disent qu'il est de plus grande taille que ses cousins de l'Afrique sub-saharienne, car il pèserait au moins 225 kilos, bien que cette affirmation soit contestée. Le zoo de Rabat, récemment rénové, a ouvert ses portes en 2012, un événement suivi dans cet établissement de la naissance de trois lionceaux. Les membres du personnel ont salué leur arrivée comme un « événement heureux ».

LE KENYA Lance un Service Ferroviare de Banlieue

AGENCE FRANCE-PRESSE



AFP/GETTY IMAGES

Le 14 novembre 2012, des banlieusards de Nairobi se sont rendus à leur destination en empruntant, lors de sa première mise en service, un nouveau réseau ferroviaire conçu pour soulager l'une des pires congestions de la circulation au monde. Les passagers sont transportés par des locomotives et des voitures rinnovées depuis la gare récemment ouverte de Syokimau, située à 16 kilomètres du centre de Nairobi. Ainsi, leur temps de trajet est plus de trois fois plus rapide désormais.

« La fiabilité, la commodité et la facilité de mouvement valent largement la dépense », affirme la femme d'affaires Jessica Mwangangi, l'une des premières passagères payantes du train, lequel suit un itinéraire de la période coloniale auparavant utilisé essentiellement pour le transport des marchandises lourdes.

« À partir de maintenant, je n'utiliserai ma voiture que les week-ends », ajoute-t-elle. La gare Syokimau, aux lignes modernes et profilées, dotée de systèmes de billetterie électronique et de vastes parcs de stationnement, est la première des 28 gares prévues pour diminuer la congestion routière

dans la capitale.

Cette gare, la première à être construite au Kenya en 80 ans, a coûté 4,6 millions de dollars. D'autres pays africains ont reconnu la nécessité des transports en commun. Le tout premier service ferroviaire pour passagers de Dar es Salaam, la capitale économique de la Tanzanie, a été lancé en octobre 2012 afin de soulager la congestion routière.

Le projet du Kenya a pris du retard. À l'heure actuelle, aucune date de fin de travaux n'est donnée pour le réseau et ses autres gares. En attendant, les retombées du service ferroviaire restent limitées à la banlieue où se trouve la gare. Le trajet depuis la banlieue de la classe moyenne de Syokimau jusqu'au centre-ville dure environ 90 minutes par la route, mais souvent jusqu'à trois heures aux heures de pointes ou lorsque les routes sont régulièrement inondées par les pluies torrentielles. Nairobi a été classée au quatrième rang des villes les plus congestionnées du monde par le trafic routier, selon une enquête commandée par IBM et réalisée en 2011. La ville est seulement précédée par Mexico, Shenzhen et Pékin en Chine.

La Tanzanie Construit un Réseau de Fibre Optique

BBC NEWS À BBC.
CO.UK/NEWS ET
PERSONNEL D'ADF

La Tanzanie a emprunté 170 millions de dollars et levé un montant supplémentaire de 80 millions de dollars pour construire un vaste réseau câblé en fibre optique, qui s'étend sur 7.500 kilomètres dans une structure en boucle autour du pays. Le pays a bon espoir de se transformer en une locomotive technologique pour rivaliser avec son voisin le Kenya, qui a construit un réseau moins étendu et est déjà considéré comme une plaque tournante technologique régionale. Selon un rapport publié en janvier 2013 par le quotidien tanzanien *The Citizen*, le réseau câblé est rattaché à deux câbles sous-marins, ce qui lui confère une haute capacité. Les pays limitrophes, dont le Kenya, le Rwanda et le Burundi, sont rattachés au réseau, de même que plusieurs entreprises nationales et internationales de télécommunications. La Tanzanie travaille à présent à la construction de « réseaux métropolitains » autour des grandes agglomérations, afin que les entreprises et les citoyens ordinaires puissent accéder à Internet.

Ce projet, connu sous le nom de « National ICT Broadband Backbone » (réseau dorsal national à haut débit pour les TIC), a

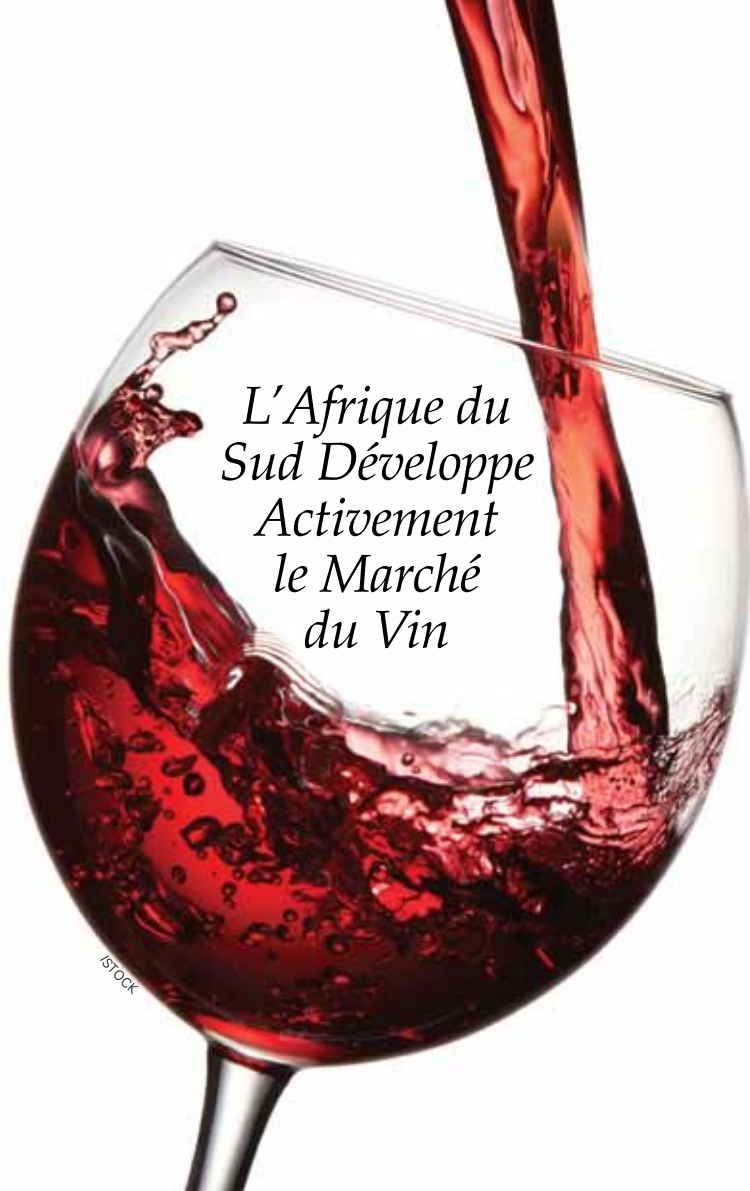
également diminué de 40 pour cent les coûts de la téléphonie mobile sur les trois dernières années, selon un rapport publié en 2012 par IT News Africa. Il s'agit d'une révolution tranquille et invisible. Cependant, ses effets commencent à se faire sentir dans des endroits tels que Bagamoyo, où le commerce des smartphones chinois bon marché est florissant et où les cafés Internet commencent à éprouver des difficultés.

« Les gens avaient l'habitude de venir vérifier leur courrier, d'accéder à Facebook et de consulter d'autres sites de ce genre », constate Mahbub Nurdin Faqi, qui tient le Sunrise Web café. « Mais maintenant, tout se fait avec les téléphones portables. Les gens ne viennent vraiment dans notre café que pour imprimer un fichier joint ou envoyer un document. »

Le premier câble sous-marin est arrivé en 2009. La pose d'une si grande quantité de câble est donc une véritable prouesse technologique.



ISTOCK



L'Afrique du Sud Développe Activement le Marché du Vin

VOIX DE L'AMÉRIQUE

L'Afrique du Sud est le septième plus important pays producteur de vin au monde. À mesure que se développe le secteur vinicole, l'expansion de la clientèle du pays suscite un intérêt croissant.

Stellenzicht, une entreprise vinicole haut de gamme basée dans la province sud-africaine du Cap-Occidental, vient de lancer un nouveau vin appelé Red Escape. L'étiquette de la bouteille représente un câble USB sous forme de caricature qui se déploie entre les ordinateurs, les modems, les grappes de raisin, les antennes paraboliques et les fûts de vin. Natalee Botha, assistante vinificatrice, explique que l'idée est de séduire un public plus large et plus jeune.

Selon le consensus qui se dégage chez les vinificateurs, la classe moyenne sud-africaine noire, en expansion, constitue un marché qui a été ignoré. Toutefois, cette tendance est en train de changer.

La population de l'Afrique du Sud est à 79 pour cent noire. Or, parmi les consommateurs de vin, cette proportion est bien plus faible. Selon l'enquête All Media and Products Survey menée en 2006, les Noirs représentaient 53 pour cent des buveurs de vin du pays. En 2010, cette proportion est passée à 63 pour cent. Le vinificateur Eugene Vanzyl, de la cave vinicole Leopard's Leap, essaie de présenter son vin à de nouveaux publics en Afrique du Sud. En 10 ans, son entreprise vinicole est passée de la vente de 7.000 caisses de vin par an à 1,3 million de caisses.

D'autre part, les entreprises vinicoles trouvent également des moyens de faire en sorte que leurs étiquettes se détachent du lot sur le rayon, dans l'espoir d'attirer des buveurs de vin novices. De 2005 à 2010, le nombre de buveurs de vin en Afrique du Sud est passé de 1,7 million à 3 millions.

L'Angola Investit ses Revenus Pétroliers

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Angola, le deuxième plus important producteur de pétrole d'Afrique, a lancé un fonds souverain de 5 milliards de dollars en octobre 2012 afin d'investir une partie de ses vastes revenus pétroliers, suivant l'exemple des pays arabes riches en ressources pétrolières. Le fonds souverain de l'Angola, connu sous son sigle portugais FSDEA, orientera les investissements dans les secteurs de l'infrastructure et de l'hôtellerie, tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger, selon les décisions du conseil du fonds. Le fonds a été proposé en 2008. En 2011, le Parlement a adopté une loi approuvant sa création. Il investira également dans des garanties financières nationales.

Sur le plan de la production pétrolière sur le continent, l'Angola, un membre de l'OPEP, n'est devancé que par le Nigeria avec 1,6 million de barils par jour. Le pétrole contribue à soutenir son essor économique de l'après guerre. Toutefois, les critiques affirment que les revenus ont, en majeure partie, bénéficié à l'élite du pays et n'ont pas permis de sortir la majorité des Angolais de la pauvreté.



Des bateaux sont amarrés dans la marina située à proximité du quartier central des affaires de Luanda, la capitale de l'Angola.

AFP/GETTY IMAGES

LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION D'AFRIQUE DU SUD

PERSONNEL D'ADF

Avec les élections multiraciales en 1994, l'apartheid en Afrique du Sud a pris fin. En revanche, les blessures occasionnées par des dizaines d'années d'oppression ne pouvaient pas se cicatriser du jour au lendemain. Il fallait encore que la nation soit confrontée à son histoire. Et c'est là qu'est intervenue la Commission Vérité et Réconciliation.

Le gouvernement sud-africain a créé la commission pour enquêter sur les crimes motivés par la haine raciale, commis pendant la période de l'apartheid entre 1960 et 1994.

Contrairement aux procès de Nuremberg qui se sont déroulés après la Seconde Guerre mondiale, la commission n'a pas été conçue pour administrer des châtiments. Son but était plutôt de faire le bilan de la vérité, dans sa totalité, sur l'ère de haine et de violence qu'a connue le pays.

Desmond Tutu, lauréat du prix Nobel de la paix, premier archevêque noir de la ville du Cap et opposant à l'apartheid de renommée mondiale, a été nommé président de la commission. Après les audiences, il a déclaré que son pays ne devait jamais camoufler la vérité de son histoire raciale.

« Nous avons besoin de reconnaître que nous avons eu un passé épouvantable », a déclaré Desmond Tutu. « Il nous fallait regarder la bête dans les yeux, afin que le passé ne nous prenne plus en otage. »

Selon Faizal Randera, membre de la commission, les audiences servaient à empêcher que l'histoire ne se répète.

« Si nous n'arrivons pas à comprendre ce qui a poussé des individus à penser et à agir comme ils l'ont fait, ces conflits se produiront de nouveau dans notre société », a-t-il ajouté.

Au cours des deux années d'audience qui ont pris fin en juillet 1998, plus de 21.000 victimes ont partagé leurs témoignages sur les violations des droits de l'homme, perpétrées à la fois par le gouvernement blanc et par les militants radicaux. Peu de criminels ont été poursuivis.

Les audiences ont donné l'impression d'un film d'horreur. Les victimes ont raconté les emprisonnements, les tabassages, les brûlures, les viols, les tortures, les enlèvements et les meurtres. Dans de nombreux cas, les victimes ont pu regarder leurs assaillants dans

les yeux et leur demander de présenter leurs excuses.

Le but était de révéler la vérité, avant tout. D'anciens agents de sécurité qui affirmaient avoir commis des atrocités autorisées par leurs supérieurs hiérarchiques se sont vu offrir l'amnistie à condition qu'ils racontent entièrement ce qui était arrivé.

« Rendre la vérité publique est une forme de justice », a plus tard déclaré Desmond Tutu à un reporter américain. « C'est un univers moral. Il faut tenir compte du fait que la vérité, les mensonges, la bonté et le mal sont des choses qui comptent. »

Parfois, les excuses l'ont emporté sur le repentir. Le général de brigade Jack Cronje a dirigé un escadron de la mort qui, à un moment donné, a entassé 10 jeunes gens dans une camionnette remplie d'explosifs et l'ont précipitée du haut d'une falaise. Mis en présence de la mère de l'un des dix jeunes au cours des audiences, Jack Cronje a déclaré : « Je pensais que je faisais ce qu'il fallait faire. »

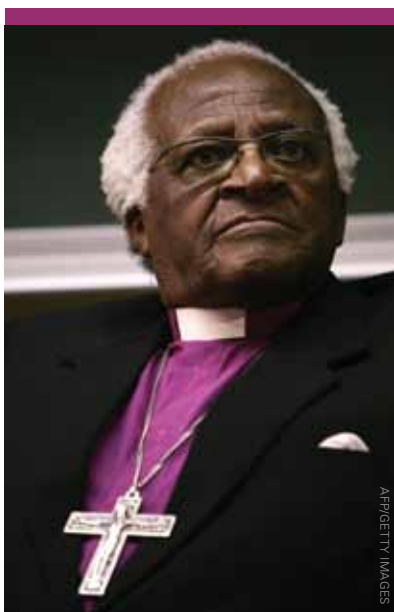
Pour obtenir l'amnistie, des individus comme Jack Cronje devaient prouver qu'ils suivaient les ordres et avaient agi pour le compte du gouvernement sud-africain. Selon les conclusions ultérieures de la commission, ce gouvernement était le véritable ennemi.

« L'État, alors incarné par le gouvernement sud-africain, ses fonctionnaires et ses forces de sécurité, a été, entre 1960 et 1994, l'auteur principal des violations flagrantes des droits de l'homme en Afrique du Sud », a déclaré la commission.

La commission a également noté que les membres des mouvements de libération du pays avaient occasionnellement commis des « violations flagrantes des droits de l'homme ». La commission a reproché aux

principaux médias du pays d'avoir participé au gouvernement raciste ou, tout au moins, d'avoir fermé les yeux.

Bien que de nombreux citoyens se soient plaints de l'absence de châtiments, des victimes telles qu'Albie Sachs ont compris la finalité des audiences. Albie Sachs était un militant blanc anti-apartheid qui a été mutilé dans un attentat à la voiture piégée. Cependant, il ne cherchait pas à être vengé. Après les audiences, il a déclaré : « Personne ne peut dire à présent que cela n'est jamais arrivé. Les faits sont consignés. »

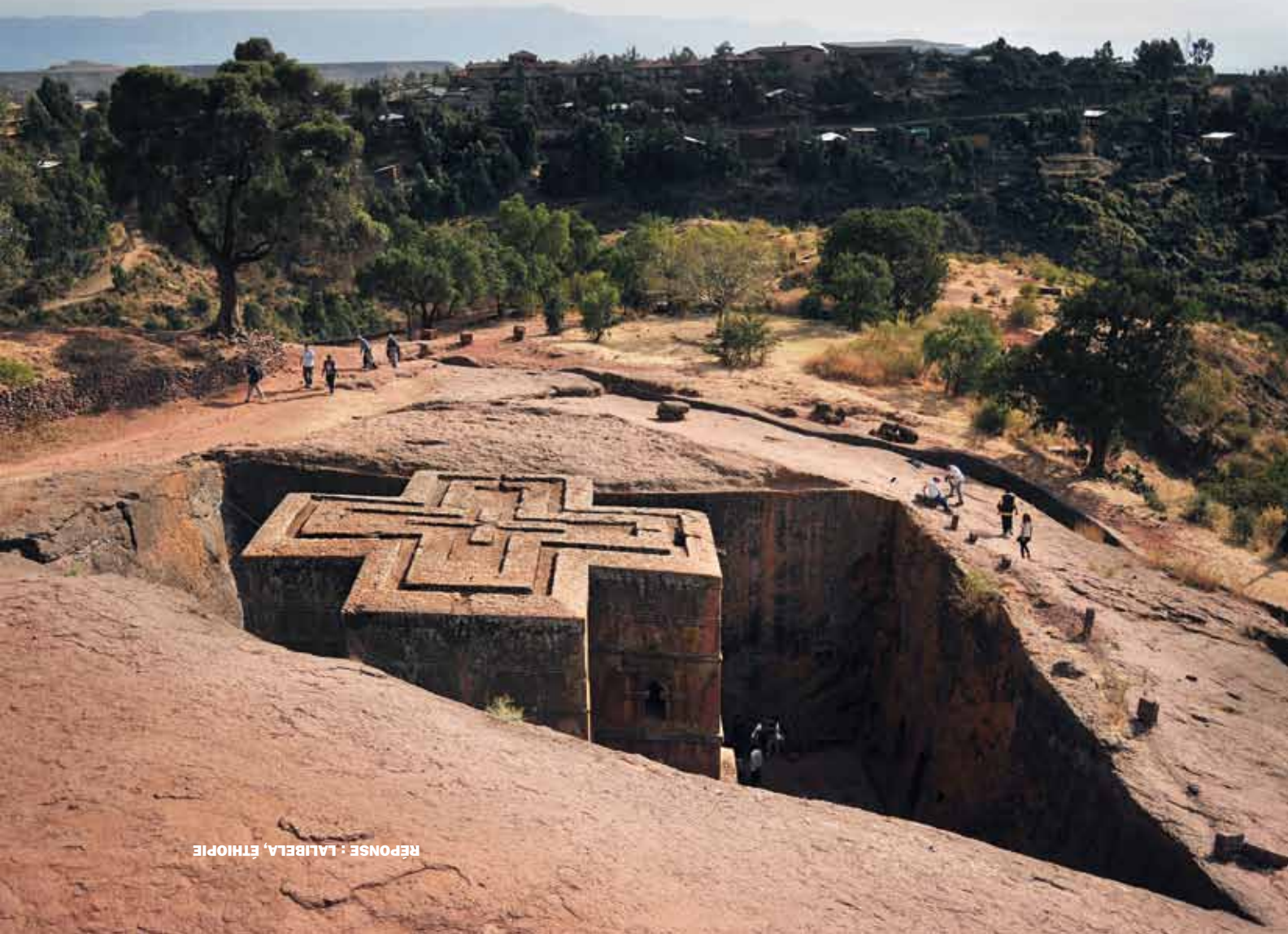


AFP/GETTY IMAGES

« Il nous fallait regarder la bête dans les yeux, afin que le passé ne nous prenne plus en otage. »

Indices

- 1 Cette région montagneuse accueille 11 églises médiévales creusées à même la roche.
- 2 La construction de ces églises est attribuée à un roi qui a entrepris de construire une « Nouvelle Jérusalem » au XIIe siècle après que les conquêtes musulmanes ont mis fin aux pèlerinages chrétiens en Terre Sainte.
- 3 Les églises ont été creusées dans la roche à partir de blocs monolithiques.
- 4 Ces églises ont été un centre de pèlerinage pour les coptes depuis leur construction.





partagez *votre* expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

(directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF)

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY